

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LE PROBLÈME DU CRÉDIT AGRICOLE en Roumanie

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 14 Mars, à 14 heures

PAR

D. JUVARA

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants : MM. HITIER, professeur.
JÈZE, professeur.

Thèse non soutenue
par suite du décès
de l'intéressé

PARIS
LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE
EDOUARD DUCHEMIN
I. CHAUNY et L. QUINSAC, Successeurs
18, Rue Soufflot (V^e)

1927

THESE POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LE PROBLÈME DU CRÉDIT AGRICOLE en Roumanie

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 14 Mars, à 14 heures

PAR

D. JUVARA

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants : MM. HITIER, professeur.
JÈZE, professeur.

P A R I S
LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE
EDOUARD DUCHEMIN
L. CHAUNY et L. QUINSAC, Successeurs
18, Rue Soufflot (V°)
1927

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Le problème du crédit agricole en Roumanie qui ne présentait qu'un faible intérêt avant la guerre est devenu de nos jours une question vitale pour le pays. Il est facile de donner l'explication de ce changement. Avant la guerre la prospérité du pays, la stabilité des relations économiques ainsi que les facilités internationales de crédit faisaient que l'agriculteur pouvait facilement trouver sur le marché les sommes dont il avait besoin à un taux relativement réduit. Chose toute naturelle puisque la majorité des cultivateurs étaient de grands propriétaires jouissant de l'estime de toutes les banques et qui par surcroît pouvaient offrir de sérieuses garanties pour le remboursement des sommes qu'ils empruntaient. La guerre qui éclate en 1916 apporte un changement radical à cette situation. Les dévastations, les réquisitions font perdre aux agriculteurs de grosses sommes, en même temps que leur culture et leur production se ressentent du manque inhérent de soins qui s'en suit.

Au lendemain de la guerre, alors qu'on devait

par des efforts continus recommencer à travailler et à produire, la réforme agraire que les circonstances politiques réclamaient impérieusement, donna un nouveau coup à l'agriculture en dépossédant les grands propriétaires juste au moment où ils devaient refaire leurs installations.

Après la période d'insécurité qui pèse sur le sort de la propriété et pendant laquelle personne n'a le courage d'entreprendre des améliorations sur son fond, la nouvelle constitution redonne au propriétaire foncier confiance en son héritage. Il faut alors se remettre à travailler pour refaire les exploitations, remettre les terres en état de culture et regagner si possible le temps perdu. Mais l'agriculteur se trouve embarrassé par le manque de capitaux ; le grand propriétaire ne peut refaire son outillage et ses installations, car la réforme agraire a réduit ses moyens, et le paysan, nouveau propriétaire, ne peut se procurer les installations qui lui manquent. Pour sortir de cette situation grands et petits propriétaires doivent nécessairement faire appel au crédit. Seulement, lorsque l'agriculteur cherchera à s'en procurer il se butera à de nouveaux obstacles. L'organisation du crédit agricole actuelle ne correspond plus aux nécessités du moment à cause de la nouvelle répartition du sol. La situation est changée car l'inflation de la première heure a fait place à la déflation et la crise de numéraire commence à sé-

vir. Le taux de l'intérêt monte car les capitaux étrangers ne se hasardent pas volontiers en Roumanie pour rétablir l'équilibre et la Banque Nationale laissée à ses propres moyens ne peut rien faire.

Dans cette situation il est tout à fait naturel que les emprunts que l'agriculteur est forcé de contracter lui sont consentis dans des conditions de plus en plus onéreuses. En même temps la récolte décroît quantitativement et qualitativement par suite de la mauvaise culture. Récoltant peu et payant des intérêts élevés aux sommes qu'il emprunte pour faire valoir sa terre, l'agriculteur roumain est rapidement acculé à une situation désespérée.

L'expropriation a incontestablement résolu la question agraire, autour de laquelle tourne depuis la seconde moitié du siècle dernier l'histoire politique et économique roumaine, mais à sa suite cette réforme donna naissance à un autre problème tout aussi important, celui du crédit agricole.

Etudier à fond ce problème qui est aujourd'hui d'une importance capitale pour la réfection et le progrès de l'agriculture roumaine, tel est l'objet de cette étude. A cet effet, nous allons donner dans la première partie de notre ouvrage un aperçu général de la situation de l'agriculture en Roumanie et des besoins de crédit qu'elle ressent ; dans la seconde partie nous étudierons les institutions de crédit agricole existantes, et enfin dans la troisième la politi-

que du crédit agricole et les solutions qu'on propose à ce problème.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés et la complexité d'une pareille tâche, ni par conséquent la témérité qu'il y a de notre part à l'entreprendre.

Notre seule excuse des insuffisances qu'on pourra trouver dans cet ouvrage sera d'avoir conscience que nous avons fait de notre mieux pour envisager la question telle qu'elle se présente dans son ensemble.

PREMIERE PARTIE

**Considérations générales et Principes économiques
sur lesquels repose
le problème du Crédit agricole en Roumanie**

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION DE L'AGRICULTURE

§ 1. — *L'importance de l'industrie agricole*

« Quel que soit le rôle que le commerce et l'industrie remplissent dans le développement économique de notre pays, aujourd'hui comme par le passé comme dans l'avenir l'industrie fondamentale de la Roumanie est et sera l'agriculture. Aussi grands que soient les progrès de notre commerce et de notre industrie nationale, la production agricole sera la base de notre édifice économique ainsi que la source la plus sûre et la plus productive des richesses de notre pays. Aujourd'hui même, si nous avons un mouvement économique d'une certaine importance et un commerce relativement développé, nous le devons à l'agriculture, car ce n'est que par celle-ci que le commerce roumain existe » (1).

(1) Débats parlementaires à l'occasion du vote de la loi de 1881 sur la création du Crédit agricole. Voir R. Rosseti, *Acte si leguiri*, vol. IV, p. 105. Bucarest 1908.

Des chiffres qui précèdent, il résulte qu'aujourd'hui 12.276.807 ha, soit 41,6 % de la superficie totale du pays sont acquis à l'agriculture. Relativement à ce chiffre il faut tenir compte du fait que dans les statistiques roumaines on ne considère comme terres labourables que celles qui sont mises en culture, tandis que de grandes étendues, quelle que soit leur qualité, sont considérées comme impropres et inscrites dans une autre rubrique de la statistique, du fait seul qu'elles sont laissées incultes. A notre avis cette solution est fautive et peut induire en erreur sur la véritable étendue des terres labourables en Roumanie. Car une jachère ou un pâturage peut être aussi propre à la culture du blé que n'importe quelle autre terre, bien entendu à une condition : celle d'être travaillée. Nous pouvons donc en conclure que l'étendue propice à l'agriculture pourrait être évaluée à beaucoup plus que 41,6 % de la superficie totale du pays (3). Notre opinion trouve encore un appui dans le fait qu'en Roumanie, pays très jeune encore et dont le sol est extrêmement fertile, seules les terres à culture facile sont aujourd'hui en exploitation. Même en admettant la proportion de 41,6 % qui est,

(3) A l'appui de cette assertion, nous citerons le recensement fiscal de la propriété agricole. Cette statistique classe comme terres arables 13.685.921 ha. En reportant ce chiffre à l'étendue totale du pays, il résulte que les terres propices à l'agriculture représentent environ 50 %.

ainsi qu'on le voit, loin de la vérité, la Roumanie peut à juste titre être considérée comme un pays essentiellement agricole (4).

b) La population roumaine a vécu depuis des siècles des produits de la terre. On se trouve donc en présence de générations entières de cultivateurs. C'est grâce à cette continuité d'un labeur obscur que l'on s'explique comment en même temps que l'amour de la terre, le paysan roumain a acquis cette routine du métier, qui est comme on l'a dit « une science contrôlée par l'expérience des siècles » (5).

Aujourd'hui, en Roumanie, sur 17.153.932 habitants, 14.068.589 environ, soit 83 % cultivent la terre. Cette proportion très élevée fait que les problèmes agricoles sont pour la Roumanie de véritables questions sociales. C'est de la prospérité de cette

(4) Voici, en comparaison, la répartition des terres avec trois pays différents :

	France	Allemagne	Angleterre	Roumanie
Terres cultivées	60 0/0	49 0/0	24 0/0	41,6 0/0
Forêts et Pâturages	26 0/0	42 0/0	58 0/0	40,3 0/0
Terres improductives ..	14 0/0	9 0/0	18 0/0	18,1 0/0
	100 0/0	100 0/0	100 0/0	100 0/0

Voir Ch. Gide. Cours d'économie Politique, Tome I, p. 123, Paris 1926.

(5) Voir Carlos Coelho, dans Actes du Progrès agricole de Lisbonne tenu en 1888, p. 21.

industrie que dépendent en somme la tranquillité et le progrès du pays.

c) En dernier lieu, afin d'achever de démontrer l'importance de l'agriculture en Roumanie, il nous reste encore à préciser le rôle que joue la production agricole dans l'ensemble de l'économie nationale. Etant donné la grande étendue des terres arables il est tout naturel que la production agricole y représente une richesse beaucoup plus grande que la production industrielle.

En 1926, la production agricole — céréales et bétail — atteint une valeur d'environ 108 milliards lei papier, soit 2 $\frac{1}{2}$ milliards lei or. Pour la même année, la production industrielle représente à peine 37 milliards lei papier, soit environ 800 millions lei or (6). La valeur de la production agricole a donc été en 1926 trois fois plus grande que la valeur de la production industrielle.

L'agriculture fournit surtout à la Roumanie la majorité des produits destinés à l'exportation. C'est du reste, grâce à elle que notre pays arrive à équilibrer sa balance des comptes et à se créer à l'étranger des disponibilités qui lui serviront à se procurer les matières premières nécessaires à l'industrie.

(6) Nous avons emprunté ces chiffres à l'exposé des motifs sur la loi du Conseil supérieur agricole du 11 avril 1927.

Ainsi, en 1925, l'exportation totale de la Roumanie représente une valeur de 29.024.956.000 lei qui se répartit comme suit :

Nature des produits	Nombre de tonnes	Valeur
Produits du sol	3.543.892	16.257.371.000 lei
» animaux	111.712	6.258.237.000 »
» du sous-sol	926.452	6.124.402.000 »
» industriels	29.610	389.946.000 »

Des chiffres ci-dessus, il résulte que la valeur de l'exportation due à l'agriculture — céréales, animaux et produits animaux — s'élève à 22.515.608.000 lei, soit environ 75 % de la valeur totale de l'exportation roumaine pour 1925. Sans doute ce pourcentage peut varier suivant les récoltes, mais il dénote toujours une prépondérance marquée pour l'agriculture.

Des statistiques et développements qui précèdent, on peut aisément conclure que l'agriculture joue aujourd'hui dans notre pays un rôle de première importance. Nous pouvons même ajouter que depuis l'écroulement économique de la Russie, elle tient également en Europe une place de premier plan.

§ 2. — *La répartition de la propriété rurale en Roumanie et la réforme agraire*

Nous venons d'étudier les différents facteurs qui

déterminent la prépondérance de l'agriculture en Roumanie. Il nous reste à voir comment est répartie toute cette grande étendue de terre noire et fertile dont le produit est une source considérable de richesse pour le pays. Qui exploite cette terre ? A qui appartiennent ces biens ruraux ? Toutes ces questions nous ramèneront fatalement à l'étude de la répartition de la propriété rurale, qui est des plus importantes. En paraphrasant M. Béchaux (7), nous pourrions même dire que dans tous les pays à la base de tout problème agricole, il se pose la question de savoir quelle est la répartition du sol et si l'on a à faire à un pays de grande ou de petite propriété. Cette question se pose notamment lorsqu'on recherche quels sont les besoins de crédit de l'agriculture de tel pays.

Dans l'étude de la répartition des terres en Roumanie, il importe de remonter à quelques années en arrière, années durant lesquelles une grande réforme modifiait la propriété telle qu'elle existait depuis des siècles. Cette réforme a abouti après de nombreuses retouches, à l'actuelle répartition du sol, répartition qui peut présenter différents inconvénients, mais qui a pour elle l'avantage d'avoir réparé une injustice et d'avoir répondu à de présentes nécessités ! En effet, le besoin d'une réforme agraire s'était

(7) Et. Béchaux « La question agraire en Irlande », p. 83.

fait sentir déjà longtemps avant la guerre. L'extrême injustice de la répartition de la terre avait été la cause qui souleva en 1907 les masses paysannes. On essaya alors différents palliatifs, mais la cause du mal subsista. La disproportion entre la grande et la petite propriété était vraiment excessive. La majorité de la terre arable était détenue par quelques milliers de grands propriétaires, tandis que quatre millions de paysans étaient réduits au rôle de simples salariés.

Voilà comment étaient répartis avant la guerre les 7.962.296 Ha de terre arable de l'ancien royaume: D'un côté la grande propriété comprenait 3.787.192 Ha, répartis entre 4.171 propriétaires, dont la majorité absentéistes ne remplissaient pas leur rôle social de producteurs. De l'autre côté 1.015.308 paysans qui ne détenaient qu'environ 3.800.000 ha. Quant à la propriété moyenne, elle ne comptait que 39.000 cultivateurs possédant environ 862.000 Ha.

Voici notamment le pourcentage que représente à ce moment-là les différentes catégories de propriétés par rapport à l'étendue totale de la terre cultivable (8) :

Propriété paysanne	41,66 %
» moyenne	10,80 %
Grande propriété	47,54 %

(8) Creauga. La propriété rurale en Roumanie, p. 54.

Pour remédier à cette situation, une vive campagne commença dès 1913 en faveur de l'expropriation. Celle-ci fut tout de suite admise en principe et ce ne sont que les événements extérieurs qui en empêchèrent la réalisation immédiate. Cependant lorsque en 1917, les deux tiers du pays furent envahis et lorsque la révolution russe éclata, la réforme agraire apparut encore plus urgente et comme devant être encore plus radicale. Elle devait avoir pour but de donner au paysan qui avait lutté un lopin de terre destiné à améliorer son sort de simple salarié en l'élevant au rang de petit propriétaire. C'était le meilleur moyen d'empêcher les troupes qui revenaient du front de se rallier au bolchevisme.

Le parlement modifia la constitution (art. 19) afin de permettre l'expropriation pour cause « d'utilité nationale » d'une étendue de 2 millions Ha, terrains cultivables, propriété rurale.

En 1919 le décret loi N° 3697 décida l'expropriation de tout domaine particulier dépassant un minimum intangible de 100 ha. La loi fixa d'autre part le maximum que la réforme agraire pouvait laisser au propriétaire, maximum qui variait selon un certain critérium entre 200 et 500 ha, suivant la région. Les terres affermées sont traitées plus rigoureusement. Dans ce cas, le susdit maximum ne peut dépasser en aucun cas 100 ha. La loi prévoyait en outre, l'expropriation intégrale pour certaines caté-

gories de propriétaires: les personnes morales, les étrangers et les absentéistes.

La portion réservée au propriétaire étant déterminée par domaine suivant le principe posé par le décret-loi de 1918, il résultait qu'en pratique un propriétaire qui possédait plusieurs domaines pouvait garder après l'expropriation beaucoup plus de 500 ha. Afin de réparer cet oubli et d'augmenter l'étendue susceptible d'expropriation, une nouvelle loi du 17 juillet 1927 (9) changea le principe du décret-loi et fixa la détermination du maximum laissé, non plus par propriété mais, par propriétaire. En vertu de cette loi aucun propriétaire ne pouvait, quelque soit le nombre de ses domaines, posséder après l'expropriation plus de 500 ha de terre arable. Cette modification procura aux paysans environ 180.000 ha.

L'expropriation est faite moyennant une indemnité fixée par des commissions spéciales avec recours possible devant la Cour d'appel. Le prix, variable suivant la qualité de la terre, est fixé d'après le revenu net que donnait l'hectare avant la guerre, sans pouvoir dépasser toutefois la somme résultant de la multiplication du fermage régional par le coefficient de 40.

(9) Cette même loi décida aussi l'expropriation des prairies et des pâturages et institua les pâturages communaux.

Les terrains expropriés passent avec toutes les charges qui les grèvent à l'Etat, qui les paye aux propriétaires en titres de rente 5 % remboursables par tirage au sort et comptés à leur valeur nominale. Quant aux paysans, ils ne payeront pas le prix intégral, l'Etat ayant pris à sa charge 50 % de la valeur de la terre expropriée (loi du 17 juillet 1921).

La réforme agraire a été appliquée après la réunion, aussi aux provinces qui ont été annexées à la Roumanie conformément aux traités de paix. Il ne pouvait pas en être autrement, car il eut été impossible de créer dans le même pays deux régimes différents en ce qui concerne la répartition de la propriété rurale. Du reste, ces provinces avaient adhéré de leur plein gré au principe de la réforme agraire ; leurs représentants légaux ont en effet pris à cet égard des décisions spéciales, immédiatement après leur séparation d'avec les pays dont elles faisaient partie et avant leur union avec la Roumanie.

D'ailleurs, même si ces décisions n'avaient pas été prises, ces provinces en adoptant la constitution roumaine qui prévoyait (art. 19) l'expropriation pour utilité nationale, se sont placées du fait même de leur union à la mère patrie, sous l'application de la réforme agraire.

L'expropriation a donné aux paysans 5.914.019 ha. répartis par provinces comme suit (10).

Ancien royaume	2.726.346	Ha
Transylvanie	1.598.447	»
Bessarabie	1.491.916	»
Bucovine	97.310	»

Quant à la nature des terres expropriées, la superficie totale ci-dessus relevée se répartit de la manière suivante :

Terres arables	4.206.850	Ha
Prairies	139.184	»
Pâturages	833.826	»
Forêts	605.259	»
Vergers	1.972	»
Improductifs	80.369	»
Embatics	46.558	»

Des chiffres précédents il résulte que la réforme agraire a exproprié une étendue de 4.206.850 ha de terre arable. Le reste jusqu'à 5.914.019 ha est impropre à la culture. Ces terrains proviennent en majorité des domaines qui furent intégralement expropriés.

(10) Ces données sont empruntées au « Compte rendu sur L'activité du Gouvernement et des corps législatifs du 1^{er} Janvier 1922 jusqu'au 27 Mars 1926 », p. 137, Bucarest, 1926.

Jusqu'au 27 mars 1926 sur la totalité des terres expropriées on a partagé 4.958.825 ha de la manière suivante :

3.191.281 ha ont été attribués à 1.206.138 ayants-droit ;

1.260.210 ha ont été attribués comme pâturages et forêts communales ; et enfin

507.361 ha ont été réservés au compte de l'Etat.

Il reste encore à cette date en cours de répartition 955.167 ha. La réforme agraire est donc virtuellement finie. Du jour au lendemain la Roumanie est devenue grâce à cette mesure radicale un pays de petite propriété.

Des données qui vont suivre on pourra conclure que la grande propriété a été réduite au pourcentage de 10 %, tandis que la petite propriété s'est élevée à 85 % de l'étendue des terres arables. Voici en effet comment se répartit, après l'expropriation, la propriété foncière en Roumanie (11).

La petite propriété englobe 8.364.749 Ha répartis entre 3.612.745 propriétaires ; la propriété moyenne 3.784.121 ha divisés entre 198.051 personnes ; et enfin la grande propriété englobe 1.537.046 Ha répartis entre 3.168 propriétaires. Il est certain

(11) Statistique du recensement fiscal de la propriété agricole. Voir Ch. Saicovici et P. Iconomu, op. cit., p. 17.

que ce changement a fait subir à l'agriculture de grosses pertes, car si l'expropriation a réparé une injustice séculaire et a résolu le problème agraire en Roumanie elle n'a pas été sans présenter aussi de graves inconvénients. La question qui se pose alors et de savoir quel a été le résultat immédiat et dans quelle mesure l'agriculture a eu à souffrir de son application.

§ 3. — *La Crise agricole, ses causes et ses remèdes*

1. LA CRISE AGRICOLE. — Nous venons de voir que l'agriculture est une des principales richesses de la Roumanie. On peut en inférer que le moindre malaise venant affecter le système agricole roumain aura un grand retentissement dans tout l'équilibre économique du pays. C'est du reste ce qui arrive de nos jours. En effet, jamais l'agriculture n'a traversé surtout en ce qui concerne les céréales, une crise plus aiguë. Elle se débat actuellement dans un enchaînement de causes et d'effets malheureux auxquels il est difficile de trouver un remède.

Les récoltes qui, d'ailleurs, sont faibles, restent invendues. Le manque de cheptel et d'outillage, la mauvaise qualité des semences, l'absence totale d'expérience ainsi que le peu de soins accordés aux cultures font que l'exploitation est archaïque et digne tout au plus de l'ancien temps. La science et les per-

fectionnements techniques n'y ont aucune part ; tout est laissé aux soins et aux caprices de la nature. Ce qui est plus grave, c'est qu'aucun progrès n'est possible, car en même temps que les frais généraux augmentent, la main-d'œuvre renchérit. Le résultat est que la production se maintient à un niveau très inférieur.

Si nous étudions la production des principales céréales : blé, maïs, orge et avoine, nous trouvons pour les quatre dernières années le résultat suivant (12) :

Années	Surface cultivée en Ha	Quantité récoltée en Quintaux	Moyenne par Ha en Quintaux
1924	9.879.867	71.449.300	7,2
1925	10.120.575	87.745.400	8,6
1926	10.007.905	119.451.800	11,9
1927	10.009.273	47.524.203 ⁽¹³⁾	8,2

Des chiffres qui précèdent il résulte que la moyenne par hectare est insuffisante. Elle atteint seulement environ 8 quintaux pour l'ensemble de la période considérée, si l'on fait abstraction de l'année

(12) Ces données sont empruntées aux statistiques établies par les conseillers agricoles et centralisées par le ministère de l'agriculture.

(13) Dans ce chiffre n'est pas comprise la production des 4.219.423 Haensemencées avec du maïs. La moyenne est calculée, déduction faite de cette étendue.

1926 qui fut une des plus prospères que l'on ait eu après la guerre. Un tel rendement est vraiment dérisoire et sans aucun rapport avec celui qu'on constate dans les autres pays (14).

Toute la production est en décroissance manifeste et celle du blé en particulier est bien au-dessous de ce qu'elle était avant la guerre. A ce point de vue, il est intéressant de faire une comparaison entre les années 1905 et 1926 :

Années	Etendue ensemencée en Ha	Production totale en Quintaux	Moyenne en kilogs
1905	1.958.256	29.020.465	1.482
1926	1.717.296	14.722.500	875

Ces chiffres qui se rapportent seulement à l'ancien royaume décèlent en ce qui concerne la culture du blé une double diminution : 1° dans la surface ensemencée ; 2° dans la production moyenne par hectare. Quant à la qualité de la production du blé pour les mêmes années, les résultats sont encore plus déconcertants. En 1905 le blé avait un poids spécifique variant entre 79-81 et ne contenait presque pas de corps étrangers; en 1926 son poids n'est plus que

(14) En France la production moyenne est pour le blé de 16,35 quintaux en 1921 et de 12,38 quintaux en 1926. Voir Rev. Econ. Pol. N° 2, de 1927.

de 68-75 et il contient en plus une moyenne d'environ 10 % de corps étrangers.

Une production réduite implique nécessairement une rentabilité minime. Si telle est la part du cultivateur roumain, est-il étonnant que le grand propriétaire aussi bien que le paysan voient le poids de leurs dettes s'accroître sans qu'aucun indice leur permette d'espérer qu'ils pourront les payer un jour ? Peut-on douter de l'existence et de l'intensité de la crise agricole alors que la production se réduit et que les cultivateurs s'endettent pour faire face à leurs besoins les plus urgents ?

Enfin à cette infime production et à toutes les difficultés journalières auxquelles se butent les agriculteurs pour pouvoir cultiver leurs terres, s'ajoutent les risques inhérents du métier — incendie, mortalité, intempéries — qui viennent aggraver encore la situation de l'agriculture.

La crise agricole telle qu'elle se présente de nos jours n'est pas un vain mot. Elle est des plus aiguës et exige des remèdes immédiats. Toutefois si cette crise est reconnue par tout le monde et si le pays tout entier en parle, il faut reconnaître qu'on a rarement étudié en Roumanie de façon méthodique le péril qu'elle présente, ainsi que les moyens de l'éviter.

Le cadre de notre étude est trop restreint pour que nous puissions nous permettre d'étudier ce pro-

blème dans toute son ampleur. Cependant, en vue d'éclaircir nos développements ultérieurs, nous allons rechercher les causes qui sont à l'origine de cette crise. Il nous sera alors plus facile de trouver la voie qui mène au meilleur remède.

2. LES CAUSES DE LA CRISE AGRICOLE. — Les principales causes de la crise agricole peuvent, à notre avis, se grouper en trois catégories : 1) causes qui ont provoqué la crise ; 2) causes qui l'ont maintenue ; et 3) causes qui l'ont aggravée.

1) Nous entendons par causes qui ont provoqué la crise agricole les phénomènes qui sont à l'origine du bouleversement de l'agriculture roumaine : la guerre et la réforme agraire.

a) Sans contredit, à la base de la crise agricole — comme d'ailleurs à la base de tous les phénomènes économiques qui font la préoccupation de notre époque —, nous trouvons la guerre mondiale. Le désarroi qu'elle a engendré dans toutes les industries, a atteint l'agriculture dans ce qu'elle avait de plus vital. Ce fut elle qui eut le plus à souffrir des suites inhérentes de la guerre. Celle-ci lui donna le premier coup qui allait l'affaiblir. Nous voulons parler des réquisitions qui diminuèrent le bétail et par suite l'élevage ; le cheptel et l'outillage étant à moitié détruits, la terre est restée inculte ou fut mal cultivée.

Au lendemain de la paix, le cultivateur se trou-

va dans une situation critique. Tout était à recommencer, il fallait reconstituer l'outillage et le cheptel ainsi que remettre les terres délaissées en état de culture. Cette tâche évidemment dépassait les forces de l'exploitant appauvri par la guerre. Ce dernier eut un moment l'espoir de se refaire au moyen des indemnités mises à la charge des vaincus. Cet espoir fut déçu car les débiteurs ne payèrent pas et l'Etat roumain plutôt démuní de fonds, ne put consacrer aucune somme au relèvement de l'agriculture.

b) Sur ce corps affaibli vient se greffer la réforme agraire. Celle-ci impose de lourds sacrifices à la grande propriété qui se voit réduite et appauvrie juste au moment où elle aurait dû, par n'importe quel moyen, tâcher de reprendre son activité. L'incertitude qui pèse sur son sort durant toute la période de l'expropriation, contribue dans une large mesure à anihiler toute tentative de réfection et de progrès.

Quant au paysan la réforme, qui fait de lui du jour au lendemain un propriétaire, ne pouvait lui donner aussi les moyens de cultiver la terre remise entre ses mains. Il lui manquait l'outillage, le capital et l'instruction professionnelle nécessaire à une bonne exploitation du sol. Par suite, les champs de la grande propriété divisés entre les paysans restèrent en grande partie incultes ou furent mal tra-

vaillés. Le résultat ne pouvait être qu'une diminution de la production en quantité et surtout en qualité. C'est ce qui fit qu'après une année de travail le cultivateur ne pouvait pas récupérer les frais qu'il avait investi dans son exploitation.

2) Provoquée par les événements que nous venons de rappeler, la crise agricole a été prolongée jusqu'à nos jours, d'un côté par la politique financière qui a été adoptée, de l'autre, par la crise monétaire qui sévit sur le marché roumain.

a) Si la politique financière d'après-guerre de la Roumanie, ne peut pas être considérée en toute sincérité comme un facteur qui ait provoqué la crise agricole, il n'en est pas moins vrai que cette politique a contribué à l'aggravation des choses existantes.

L'Etat à court d'argent, n'osant pas augmenter les impôts (15), fut obligé pour combler le déficit du budget de créer une taxe à l'exportation payable en or. Cette taxe si facile à toucher offrait en dehors des avantages qu'elle procurait au trésor, le

(15) Dans tous les pays européens après la guerre les gouvernements à court d'argent n'osèrent pas majorer les impôts et demander de nouveaux sacrifices aux contribuables. Ils recoururent alors à des expédients qui diffèrent d'après le tempérament de chaque peuple. En France, par exemple, on recourut aux emprunts. Critique du système, voir Allix. Traité des Finances, 5^e éd. 1927, p. 782-783.

moyen de maintenir le coût de la vie à un niveau inférieur au coût mondial (16). Seulement si cette taxe répondit aux espérances fiscales de l'Etat, elle produisit de gros préjudices à la classe agricole en frappant la production d'abord à l'intérieur par la compression anormale des prix, ensuite à la frontière au moment de l'exportation.

Le résultat de cette fiscalité ne se fit pas attendre. L'agriculteur qui produisait une marchandise à valeur or, par le fait qu'il la vendait au-dessous du cours mondial, ne pouvait pas se procurer avec le prix reçu les matériaux et instruments nécessaires à son exploitation. La conséquence naturelle de cette taxe fut donc de maintenir l'agriculture roumaine en cet état d'infériorité technique dans lequel elle s'était trouvée placée d'abord par les pertes subies durant la guerre. Ainsi s'est perpétué un des facteurs de la crise rurale, celui qui consiste dans l'insuffisance de l'outillage agricole.

b) Une autre cause qui maintient la crise agricole est à notre avis la crise monétaire qui sévit sur le marché roumain. Les capitaux sont chers et pres-

(16) Toujours en vue de cette politique de compression des prix, l'Etat roumain avant d'adopter la taxe à l'exportation, fixa des prix maxima à toutes les denrées. Cette politique, qui causa aussi de gros préjudice à l'agriculture, fut délaissée lorsqu'on adopta la taxe à l'exportation.

que introuvables, et ceci d'autant plus qu'il s'agit d'immobiliser pour un temps plus ou moins long les sommes prêtées. C'est le cas de l'agriculture et elle souffre de cet état de choses plus que n'importe quelle autre branche de l'activité économique du pays.

En effet la rareté des capitaux — due à notre avis à une circulation fiduciaire trop réduite en comparaison de la dépréciation de la monnaie et du nombre des habitants (17) — a pour résultat naturel un taux d'intérêt exorbitant. La loi de l'offre et de la demande le veut ainsi.

Etant obligé de produire pour vivre, l'agriculteur renoncera à une culture raisonnable parce qu'elle comporte l'investissement d'un capital trop important qu'il ne pourrait jamais amortir, surtout que l'intérêt lui en reviendrait comme il arrive dans la majorité des cas, tous frais compris, à 30 ou 40 %.

Nous pouvons donc conclure que la cherté du capital nécessaire à l'exploitation, par le fait qu'elle maintient l'agriculture dans un état évident d'infériorité technique, est une des causes principales de la prolongation de la crise agricole.

(17) La circulation fiduciaire est d'environ 21.050.402.000 lei à la date du 17 septembre 1927. Rapportée au 17.000.000 d'habitants de la Roumanie, la moyenne est de 1236 lei papier, soit 35 francs or. Ce qui évidemment est trop peu, vu que la vitesse de la circulation est très réduite.

3) Nous arrivons en dernier lieu aux causes qui aggravent et intensifient cette situation. Nous entendons par là, les circonstances d'ordre économique qui par un moyen ou par un autre, réduisent la valeur de la production. Il en résulte de grosses pertes de capitaux pour l'agriculture. Ces causes sont, d'un côté les variations de l'étalon monétaire qui entraînent des variations de prix, de l'autre, la dépréciation mondiale de la production agricole après guerre.

a) Dans un pays à papier monnaie circulant à cours forcé comme c'est le cas de la Roumanie, le signe monétaire n'a aucune stabilité; il est soumis sans aucune restriction aux oscillations les plus fantaisistes de hausse et de baisse du change international.

Cette situation n'est pas sans présenter de graves inconvénients pour l'économie du pays, car, ainsi que l'a remarqué M. Subercasseaux (18) : « Le danger des fluctuations monétaires est une sorte d'épée de Damoclès continuellement suspendue sur les têtes de toutes les classes et tout le monde a intérêt à les éviter, parce qu'il n'est donné à personne de ne pas en être victime ».

Ces variations monétaires auront les pires résultats surtout en ce qui concerne le prix des marchandises. En effet c'est un fait universellement connu

(18) Subercasseaux « Le papier monnaie », p. 149.

(19) qu'un changement quelconque dans la valeur de la monnaie a pour résultat une variation en sens inverse des prix de toutes les marchandises.

La monnaie perd-elle de sa valeur, les prix renchériront, regagne-t-elle du terrain, au contraire la baisse s'en suivra.

Ces variations amplifiées par le change ont les conséquences les plus funestes pour les producteurs. Tout producteur calcule son coût de revient au moment de la fabrication d'après les cours de la marchandise en bourse. Si, au moment de la vente, le prix est en hausse, il gagnera, si, au contraire le prix est en baisse — baisse souvent artificielle due aux variations du change — le producteur perdra tout son gain. Si la baisse est plus forte il risque même de perdre son capital. Produire dans les cas de fluctuations monétaires, c'est comme l'a si bien dit Lloyd George « jouer du billard sur un bateau au milieu de la tempête ». Forcément l'agriculture ne peut que souffrir de cet état de choses.

Nous pouvons donc conclure que les fluctuations du change en jouant spécialement au moment de la vente, rendent le gain d'une année de labeur aléatoire, et augmentent d'autant plus la crise agricole.

b) Enfin la dépréciation générale de la production agricole n'est pas étrangère aux causes qui ag

(19) Voir Perreau « Cours d'Economie politique » T. I., p. 371.

gravent la crise actuelle. Il résulte clairement d'une enquête établie il y a quelque temps (20) que depuis la guerre la production agricole s'est considérablement dépréciée par rapport à son pouvoir d'achat antérieur.

Le tableau ci-joint qui établit ce rapport nous donne l'index number des prix des produits agricoles vendus par les agriculteurs, ainsi que l'index des articles achetés par eux en 1926. Il est mis en comparaison avec l'index number de l'année 1914 qu'on a établi à 100.

CATÉGORIES D'OBJETS	Indices des prix o/o	Indices du pouvoir d'achat des produits agricoles vendus
		o/o
<i>Dépenses d'exploitation :</i>		
Machines et outils.....	153	84
Engrais	116	110
Fourrages	127	101
Salaires	142	90
Vétérinaires	131	98
Constructions rurales	168	76

(20) Les chiffres que nous donnons sont empruntés au journal « L'Argus », du 7 Septembre 1927.

Consommation

dônestique :

Vêtements	188	68
Epiceries	154	83

En consultant ce tableau on peut voir, exception faite des engrais et fourrages que le pouvoir d'achat des produits agricoles a diminué, spécialement en ce qui concerne les dépenses nécessaires à l'entretien du cultivateur. En général les marchandises qui valaient en moyenne 100 kgs de blé en 1914, l'agriculteur ne pourra plus se les procurer aujourd'hui que moyennant 140 kgs de la même denrée.

Corrélativement à la décroissance du pouvoir d'achat des produits agricoles, les dépenses d'exploitation, ainsi qu'il résulte de la même enquête, ont considérablement augmenté et même dépassé, notamment en Roumanie, les prix des produits agricoles. En effet l'index number des dépenses d'exploitation est en moyenne pour la France, l'Allemagne, la Belgique et le Danemark de 142, tandis qu'en Roumanie il est de 191 (comparé à l'index de 1914 qui a été fixé à 100).

Il est donc juste de dire, après ce que nous venons de voir, que la dépréciation générale des produits agricoles d'un côté et que la cherté des travaux

d'exploitation de l'autre ne sont pas sans influencer la crise agricole roumaine.

3. REMÈDES PROPOSÉS A LA CRISE AGRICOLE. —

Les causes multiples que nous venons de passer en revue font que l'agriculture roumaine se trouve dans un déséquilibre total. Elle semble être entrée dans un cercle vicieux. Ne doit-on pas rechercher cependant s'il n'existe pas quelque remède à cet état de choses, remède qui ferait reflourir une des plus importantes branches de production de notre pays ?

Les solutions proposées sont innombrables. Chacun invente un système conforme à ses idées, à sa culture ou bien aux intérêts de classe qu'il défend. Les divers systèmes proposés peuvent se ramener aux quatre suivants :

1) Les uns proposent la révision de la réforme agraire en vue de ne donner la terre qu'à ceux qui la travaillent ; la culture obligatoire du blé ; l'obligation de la rotation des cultures ; révision du droit hypothécaire et création du cadastre, tels sont les principaux articles de ce programme.

2) Pour d'autres, ce qu'il faut c'est la liberté du commerce ; l'abolition de la taxe à l'exportation ; la suppression des droits de douane pour les instruments agricoles ; enfin, l'Etat devrait se charger de

procurer la semence et le cheptel à un prix raisonnable.

3) La stabilisation monétaire ; l'organisation des transports ; faciliter la vente en commun et standardiser les céréales ; l'enseignement agricole et la création de fermes modèles sont encore des solutions qui viennent s'ajouter à celles déjà citées.

4) Développer le crédit de l'agriculture ; lui procurer les immenses capitaux dont elle a besoin pour améliorer la culture et augmenter le rendement ; la mettre, au point de vue crédit, sur le même pied que le commerce et l'industrie, telles sont en dernier les propositions faites par certains.

À notre avis, il est certain que cette dernière opinion contient la plus grande part de vérité. Le manque de capital étant un des plus grands maux dont souffre actuellement l'agriculture roumaine. C'est ce qui fait qu'on sent de plus en plus la nécessité d'organiser le crédit susceptible de fournir les fonds dont la culture du sol a besoin. Nous nous bornerons donc à examiner dans notre ouvrage seulement le problème du crédit agricole qui, à notre avis, est des plus urgents à résoudre.

CHAPITRE II

L'AGRICULTURE ET LE CRÉDIT

§ 1. *L'Agriculture a-t-elle réellement besoin de crédit ?*

Quoique possédant un fonds d'une valeur immense l'agriculture est généralement complètement démunie des capitaux nécessaires à la culture du sol. C'est sans doute une des principales causes qui l'empêchent de se relever. Tant qu'elle manquera d'argent elle n'aura qu'un développement précaire et restera par suite une branche secondaire de l'activité économique, d'où l'urgence pour elle d'un appel au crédit. La fonction économique principale du crédit n'est-elle pas d'activer la production et d'assurer son caractère continu ? Sans lui, le producteur devrait pour pouvoir se livrer à de nouvelles opérations attendre d'avoir reconstitué par la vente de ses produits le capital primitivement engagé.

Si telle est la fonction économique du crédit, forcément il présentera les mêmes avantages pour l'agri-

culture. En effet de toutes les entreprises l'agriculture est celle où la période d'immobilisation des capitaux employés — période comprise entre les travaux de préparation et la récolte — est la plus longue. Elle dure généralement de 5 à 10 mois, quelques fois même de longues années. Pour n'importe quelle autre industrie cette même période ne dépasse guère trois mois, à l'exception peut-être du commerce maritime dans lequel la durée d'immobilisation est plus longue. — Comme le commerce et l'industrie qui en vivent, l'agriculture doit avoir aussi sa part des bienfaits du crédit. Un dicton français dit que l'agriculture est le métier de l'an qui vient, nous pourrions ajouter de toutes les années qui viennent. Pour atteindre le résultat de son travail et pour ne pas être forcé de liquider sa récolte à vil prix ou à perte, le cultivateur aura une fois de plus recours au crédit. Grâce à lui, en cas de mévente de ses produits, il ne sera pas forcé d'interrompre tous les travaux qui nécessitent forcément des dépenses. Ce qui est d'autant plus ruineux, car pour avoir un rendement sûr, les travaux doivent être suivis, sans cela on ne peut ni progresser ni continuer à produire.

De ce qui précède il résulte clairement que l'agriculteur ressent un impérieux besoin de capitaux afin de remplir la fonction économique qui lui incombe. Mais, l'agriculture présente-t-elle des garanties suffisantes pour inspirer la confiance nécessaire

sans laquelle on ne peut rien faire sur le marché des capitaux ?

Voilà la question primordiale de laquelle dépend la possibilité d'accorder des crédits à l'agriculture. Nous devons répondre par l'affirmative sans la moindre hésitation possible.

En effet, l'agriculteur cultive un fonds impérissable : la terre. Elle représente habituellement dans tous les pays une valeur immense, garantie sans pareil. Quelle autre industrie pourrait en offrir de plus sûre ? —

Mais en dehors du fonds l'agriculteur peut aussi offrir la garantie de son capital d'exploitation, capital formé par les semences, le bétail, le cheptel et qui représente aussi une valeur considérable.

Comment se fait-il alors que l'agriculture qui offre de si importantes garanties pour le remboursement des sommes prêtées, se voit si souvent en pratique refuser les crédits dont elle a besoin ? Ils sont même nombreux ceux qui pensent que le crédit ruine l'agriculteur ou bien comme dit un dicton français « qu'il soutient le propriétaire comme la corde soutient le pendu ». On fait à cet effet valoir les arguments suivants :

a) On dit en premier lieu que les agriculteurs empruntent le plus souvent — en règle générale même — dans un but de consommation et qu'un tel

prêt ne peut donc que leur être préjudiciable. Cette accusation est à notre avis injuste. Dans toute industrie il existe des gens qui comprennent mal leurs intérêts, mais on ne peut pas faire un grief à une classe entière, des prodigalités et des imprudences de quelques-uns. On ne peut baser sur de telles assertions le refus de crédit pour une industrie de premier rang comme est l'agriculture.

b) En second lieu, on combat le crédit agricole en faisant valoir que la culture des champs est de toutes les industries la moins rémunératrice. Cet argument ne résiste pas non plus à l'examen. Nous n'irons pas comme les Physiocrates jusqu'à admettre que seule l'agriculture donne un produit net, qu'elle est la seule profession qui soit productive et par conséquent rémunératrice. Mais entre la théorie des physiocrates et la théorie pessimiste indiquée ci-dessus il y a un juste milieu. Nous croyons donc pouvoir affirmer que si l'agriculture est moins rémunératrice que les autres industries elle l'est néanmoins assez pour pouvoir rémunérer les capitaux nécessaires à la mise en culture du sol.

Tout dépend en somme de la destination et de l'emploi que le propriétaire donne au crédit dont il dispose. S'il l'emploie dans un but productif il n'y a aucun motif de croire que le crédit ne rende pas les mêmes services au cultivateur qu'au commerçant ou à l'industriel. Si le crédit est employé dans un but

de consommation il aura pour tous le même résultat : la ruine.

Toutes les considérations que nous venons de voir militent en faveur d'un crédit pour l'agriculture. De nos jours surtout où l'agriculture tend à se commercialiser, il faut absolument lui ouvrir de larges crédits afin de lui permettre d'agrandir son champ d'activité.

§ 2. — *Définition du crédit agricole*

Après avoir établi dans le paragraphe précédent, que l'agriculture a réellement besoin de crédit, afin d'assurer un caractère continu à sa production, il nous incombe de préciser la signification de l'expression crédit agricole qu'on entend différemment et d'indiquer en même temps le sens dans lequel nous allons l'envisager dans cet ouvrage.

Partant de l'étymologie du mot crédit qui veut dire confiance, on peut définir le crédit en général « la confiance qui décide une personne à se dessaisir d'une valeur et à en laisser l'usage ou la disposition à une autre personne pour un temps plus ou moins long » (1). Cette opération qui peut revêtir différentes formes et résulter des contrats les plus divers se

(1) Perreau, *op. cit.*, T. 1, p. 425.

subdivise en raison de la qualité des personnes qui y font appel en un grand nombre de variétés : crédit commercial, industriel, agricole, populaire, maritime, etc.

Le crédit agricole est donc une variété du crédit en général. Il faut cependant ajouter immédiatement que c'est une variété plus complexe, plus spécialisée qui peut être prise dans deux sens assez différents. Cela tient au fait que l'agriculteur peut donner aux sommes empruntées des destinations diverses dans les différentes branches de son exploitation. Il peut s'en servir soit pour acheter de nouvelles terres, soit pour améliorer celles qu'il possède, soit seulement pour mettre en valeur le sol et le cultiver. Dans le premier cas c'est seulement le propriétaire qui fait appel au crédit, celui-ci devra nécessairement être d'une durée assez longue. Dans le second cas, ce pourra être soit le propriétaire soit le fermier et le crédit demandé sera alors évidemment d'une durée beaucoup plus courte. Quoiqu'il en soit et sans plus insister il résulte assez clairement des développements qui précèdent que l'objet qu'aura à remplir le crédit agricole est multiple et différent.

La question est alors de savoir si la définition que nous allons donner du crédit agricole devra comprendre l'ensemble des opérations que nous venons de voir ou bien seulement une certaine par-

tie. *L'expression crédit agricole peut en effet être prise soit dans un sens large soit dans un sens étroit.*

Afin d'éviter toute confusion nous commencerons par distinguer soigneusement ces deux conceptions assez différentes ; nous nous proposons d'ailleurs d'adopter dans notre ouvrage le sens qui nous paraîtra convenir le mieux à la situation économique de la Roumanie.

1) Certains auteurs (2) donnent un sens large à l'expression crédit agricole en entendant par là, toute somme mise à la disposition de l'agriculture, sans distinguer l'emploi qui doit être fait des sommes empruntées. Suivant cette conception on englobe sous le titre de crédit agricole toutes les opérations de crédit faites par un agriculteur. Le seul critérium d'après lequel se guident ces auteurs est la destination agricole reçue par les capitaux empruntés, à l'exclusion de la durée ou de la forme juridique que revêt le prêt. Que la somme empruntée soit employée pour des améliorations ou, pour la constitution du capital de roulement nécessaire à l'exploitation, peu importe. Dans les deux cas le prêt a reçu une destination agricole. Suivant cette première conception on peut donc définir le crédit agricole « le crédit qui sert à acqué-

(2) H. Mauer, « Agrarkredit », dans « Grundris des Social ökonomik » Tübingen 1922, p. 195.

rir une entreprise agricole, à la cultiver et à l'entretenir par des améliorations (3) ».

2) En second lieu avons-nous dit on peut donner à l'expression crédit agricole un sens beaucoup plus étroit. A cet effet on fait remarquer que le crédit dont dispose l'agriculteur — crédit plus spécialisé d'après l'expression de notre maître M. Perreau (4) — peut revêtir suivant le but économique qu'il suit deux formes très différentes : *crédit foncier et crédit agricole proprement dit*, chacun ayant une physionomie et un emploi différent. Voyons les caractéristiques de ces deux formes ainsi distinguées :

a) Le crédit foncier a pour objet de fournir aux propriétaires les capitaux nécessaires à la mise en valeur initiale, aux améliorations et aux investissements que demandent leur fonds. En un mot il sert comme l'a remarqué M. Cauwes « à constituer ou à augmenter le capital foncier ». — Si telle est la destination du crédit foncier nous pouvons aisément nous rendre compte qu'il s'agit d'un crédit ordinairement important quant à son chiffre et consenti pour une longue durée de temps. Car il faudra, sans nul doute, de longues années avant que le revenu de la terre puisse permettre au propriétaire de

(3) H. Mauer, op. cit., p. 195.

(4) Perreau, op. cit., p. 502.

rembourser les sommes empruntées. Un tel crédit ne saurait donc être accordé seulement sur une garantie personnelle, car nul n'en aurait le courage et la confiance. Ce sera donc un crédit réel immobilier garanti par une hypothèque sur le fond. Etant donné le montant élevé des sommes engagées ce crédit sera généralement consenti par des banques spéciales de crédit foncier qui en vue d'alléger la charge du débiteur admettront le remboursement par annuités.

b) Le crédit agricole proprement dit a un tout autre aspect. Il ne servira plus à la mise en valeur initiale du fonds, mais apportera le capital de roulement nécessaire aux dépenses courantes de la culture. Ce crédit servira donc seulement à constituer ou à augmenter le capital d'exploitation. Il ne s'agit donc plus d'un crédit à longue durée. Toutefois le délai accordé à l'agriculture sera forcément plus long que celui accordé au commerce car il sera généralement d'une année (5). Les exigences de la culture le veulent ainsi, l'agriculture étant soumise à la loi des saisons, il lui faut attendre plus ou moins longtemps la récolte. — Il faudra donc laisser à l'agriculteur le temps d'attendre l'époque où, en réalisant les va-

(5) Suivant Raiffeisen, le crédit à trop court terme n'aurait aucune utilité, mais beaucoup d'inconvénients, car il pousserait de cette manière les gens dans les bras des usuriers. Voir *Die Darlehns Kassen Vereine als Mittel zur afhabhilfe des Landlichen Bevölkerung*, p. 85.

leurs produites, il sera en état de rembourser les sommes reçues. Le crédit agricole, crédit à court terme n'est pas garanti par une hypothèque. Généralement il prend la forme du crédit personnel mais il peut aussi revêtir la forme d'un crédit réel mobilier au cas où la garantie du prêt est représentée par le gage du mobilier agricole ou de la récolte. Le crédit agricole peut être consenti soit par des sociétés de crédit lorsqu'il revêt la forme du crédit personnel, soit par des caisses d'emprunt sur gage lorsqu'il s'agit d'un crédit réel immobilier. Le crédit agricole au *sens étroit* du mot est donc le crédit qui a pour objet de fournir le capital de roulement nécessaire aux besoins de l'exploitation.

Entre cette définition et celle qu'on donne au crédit agricole au sens large il ya une différence marquée. Quel est donc maintenant le sens que nous adopterons dans notre ouvrage ?

Pour l'étude du crédit agricole en Roumanie, il est selon nous nécessaire, d'adopter le sens large et d'envisager tous les crédits qui ont une destination agricole quelconque. Nous définirons donc le crédit agricole, *le crédit qui sert à acquérir une entreprise agricole, à la cultiver et à l'entretenir par des améliorations*. Nous nous arrêtons à cette conception, quoique nous trouvons l'autre bien supérieure au point de vue technique, parce qu'il y a des circons-

tances spéciales à la Roumanie qui nous obligent à l'adopter :

1) En premier lieu, dans un pays où les capitaux sont rares et chers, comme c'est le cas de la Roumanie, l'agriculteur toujours à court de fonds prend les sommes qu'il trouve et où il les trouve. La rareté du numéraire d'un côté, la cherté du taux de l'intérêt de l'autre, font que tout le crédit dont l'agriculteur pourra disposer devra être employé seulement à l'exploitation. Les améliorations et les investissements à longue portée ne sont pas possibles. En effet le taux des emprunts hypothécaires à long terme, revient aujourd'hui à cause de la baisse des lettres de gage à environ $14 \frac{1}{2}$ %. Ce taux est réellement trop élevé pour permettre des travaux à longue portée qui par leur nature même ne rapportent pas beaucoup. — Tout se réduit en somme de nos jours à un crédit d'exploitation sans distinction relative à la durée du prêt.

2) En seconde ligne, quoiqu'il existe en Roumanie des institutions de crédit foncier et de crédit agricole proprement dit, nulle distinction n'est établie dans l'esprit des emprunteurs entre les unes et les autres en ce qui concerne le but des emprunts qu'elles accordent. Elles-mêmes n'en établissent aucune car toutes ces institutions exigent pour la garantie des sommes qu'elles empruntent, qu'on leur consente une hypothèque sur le fonds, soit à titre

principal soit seulement comme garantie subsidiaire. Sans doute les crédits revêtent des formes juridiques différentes, suivant qu'ils sont à court terme, ou à long terme, mais, la garantie est presque toujours la même et la destination également : l'emprunt étant sans distinction destiné aux besoins qu'entraînent les frais de culture.

3) En troisième lieu, il y a encore une autre raison pour adopter le sens large. C'est le fait que le législateur par la loi du 22 juin 1923 a permis aux institutions de crédit foncier de faire aussi des opérations de banque de crédit agricole proprement dit. En vertu de cette loi, le Crédit Foncier roumain s'est transformé et il remplit aujourd'hui aussi la fonction de banque agricole.

Enfin à toutes ces considérations d'ordre économique, s'ajoute notre désir de donner dans cet ouvrage un aperçu complet du crédit dont dispose l'agriculture roumaine. Nous n'entendons pas pour cela ignorer la distinction qui peut être faite, et même doit être faite, entre le crédit foncier et le crédit agricole proprement dit. Nous espérons bien que la Roumanie, accomplira bientôt le progrès qui consiste à faire cette distinction dans l'organisation concrète du crédit. Certes le jour ou le propriétaire foncier comprendra la différence et surtout l'utilité de ces deux sortes de crédit, l'agriculture aura beaucoup gagné. Mais si cette distinction est une condition essentielle

pour le progrès de notre principale industrie, il n'en est pas moins vrai qu'elle ne peut être qu'un simple *desideratum* tant que la situation économique du pays n'aura pas changé.

CHAPITRE III

NÉCESSITÉ ET UTILITÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Nous venons de démontrer dans les pages qui précèdent que l'agriculture comporte la mise en œuvre d'importants capitaux. Suivant la conception moderne, chaque propriété doit être un atelier et par conséquent chacune doit être outillée de manière à produire le maximum. Or dans la majorité des cas le propriétaire foncier ne possèdera pas le capital suffisant car « s'il est facile de faire de l'agriculture avec de l'argent, il est difficile de faire de l'argent par l'agriculture » (1). Pour combler ce manque, est-ce aux banques ou aux particuliers que l'agriculteur devra s'adresser ? Il est certain que non, car ces sortes de prêts présenteraient pour lui de graves inconvénients :

a) Premièrement les conditions des emprunts faits de cette manière sont si onéreuses, que le béné-

(1) Visconde de Coruche. Conférence à l'Association Centrale portugaise, 3 mars 1886, p. 33.

fice de l'exploitation serait complètement absorbé par les charges de l'emprunt.

b) Deuxièmement, les banques et les particuliers ne peuvent pas prendre en considération les conventions propres aux agriculteurs touchant l'amortissement ou les intérêts. D'ailleurs, des accords spéciaux à ce sujet n'intéressent que l'emprunteur, le prêteur n'ayant aucun avantage de faire des arrangements de cette sorte.

c) Enfin les garanties exigées sont nombreuses et tracassières. Hypothèques, solidarité, privilège, tout y est employé. Après avoir contracté un pareil emprunt, rarement un propriétaire possédant même dix fois plus de fortune que le prêt consenti, pourra encore disposer d'une garantie à offrir pour un nouvel emprunt.

Le besoin d'institutions de crédit destinées seulement aux agriculteurs se fait donc sentir, ces institutions pouvant seules, prêter dans des conditions permettant à l'exploitation agricole d'être rentable.

Cette nécessité a été reconnue par tous les pays civilisés et tous cherchent à résoudre les besoins de crédit ressenti par leurs agriculteurs. Ainsi en France pays dans lequel l'agriculture constitue une source importante de richesse et qui s'intéresse déjà depuis longtemps à la question du crédit rural, peut nous fournir un exemple intéressant. Sans insister trop

longtemps sur les efforts qu'elle a faits dans cette direction, il est tout de même nécessaire d'indiquer que ce pays possède une vaste organisation de crédit agricole. Les bases ont été posées par la loi du 5 novembre 1894 (projet Méline) qui permit la constitution des caisses agricoles fondées sur le principe mutualiste. Depuis, par un effort continu cette organisation fut complétée par de nombreuses lois (2). Récemment encore, en 1920, estimant que l'agriculture n'était pas suffisamment aidée, une loi du 5 août a refondu toute l'organisation existante et a créé une institution centrale dans le but de fortifier et de coordonner l'activité des caisses agricoles.

L'exemple que nous fournit la préoccupation de la France de constituer le crédit agricole, sans parler des autres pays (3), — qui tous ont eu le même souci — dénote clairement que cette question présente

(2) La loi du 5 Novembre 1894 qui créa les Caisses locales fut complétée par la loi du 1 Mars 1899 qui institua les Caisses régionales, institutions de second degré. Elles ont pour but de procurer les fonds de roulement des Caisses locales et à cet effet elles jouissent d'avances considérables de la part de l'Etat. Voir J. Auvray, La loi du 5 Août 1920 sur le Crédit Agricole, Paris 1927, p. 37.

(3) Nous n'insisterons pas sur l'organisation du crédit agricole en Allemagne et en Italie, quoiqu'il soit unanimement reconnu que ces deux pays possèdent la meilleure organisation, car les Caisses Schultze-Delitzsch et Raiffeisen, ainsi que les Caisses Luzzati ont une réputation mondiale. Ce qui nous paraît intéressant de noter en passant c'est que l'Angle-

partout une importance manifeste. Il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement en Roumanie où l'agriculture a également besoin d'un système spécial de crédit, qui lui permettra de reprendre la place qu'elle doit occuper dans l'ensemble de l'activité nationale. En outre en Roumanie le développement du crédit agricole répond, à notre avis, à des nécessités de premier ordre, telles que : a) Parfaire la réforme agraire ; b) Aider au changement de la culture ; c) Combattre l'usure et enfin d) Renforcer l'élément national.

a) La réforme agraire a fait apparaître, ainsi que nous l'avons vu, 1.206.138 nouveaux propriétaires détenant environ 4 millions d'hectares de terre arable. Mais le législateur ne s'est pas occupé de savoir si les bénéficiaires de l'expropriation possédaient les moyens d'exploiter d'une manière convenable la terre remise entre leurs mains. En donnant aux paysans de la terre sans les mettre en mesure de la cultiver, on a commis une faute que seules les circonstances économiques et surtout politiques peuvent excuser. De nos jours il est unanimement reconnu que

terre qui, jusqu'à ces derniers temps, a complètement négligé l'agriculture, cherche à regagner le temps perdu en organisant le crédit agricole. A cet effet en 1923 un « agricultural credit act » fut voté. En 1926, le problème fut posé et un rapport préparé par M. R. R. Enfield fut publié par le « Ministry of Agriculture and fisheries ». Voir Revue Internationale des institutions économiques et sociales, N° 3. Rome 1926.

l'exploitation paysanne nécessite de **grands capitaux** pour pouvoir répondre au rôle qu'elle est appelée à jouer. Sans cela elle ne pourra se procurer le cheptel et l'outillage indispensable à une bonne culture.

Voici comment s'exprime à ce sujet le message royal roumain de 1927 : « La réforme agraire étant aujourd'hui virtuellement accomplie, il nous reste encore à donner à la petite propriété paysanne une solide organisation économique, pour qu'elle puisse devenir un facteur de réel progrès dans notre économie nationale. A cet effet il faut lui faciliter les **moyens de crédits.** »

Mais en dehors de la nécessité de doter l'exploitation paysanne, du cheptel propre à la mise en œuvre des terres qu'elle possède, le crédit agricole devra subvenir en même temps aux besoins de la grande propriété. Ce dernier rôle est aussi important que celui qu'il doit remplir pour la petite propriété, car la grande propriété représente aujourd'hui, après l'expropriation, le régulateur de la production roumaine.

Aider et subvenir aux besoins de capitaux de la grande et de la petite propriété, voilà une tâche de première importance qui incombe au crédit agricole.

b) La seconde utilité que présente le crédit agricole est, à notre avis, de faciliter le changement de

la méthode de culture du sol. En effet, jusqu'à la guerre, la grande propriété a pratiqué la méthode extensive pour cultiver ses vastes domaines. Mais aujourd'hui, la transformation de la propriété rurale et les exigences du progrès moderne exigent l'adoption de la culture intensive. Or, entre ces deux méthodes, il existe une grande différence surtout en ce qui concerne les capitaux qu'elles mettent en œuvre.

La culture est dite extensive quand elle s'étend en surface. Elle prend donc pour champ d'activité de grandes étendues de terres. Cette culture vise surtout à l'abaissement du coût de la production. Cela ne veut néanmoins pas dire qu'elle est d'un usage primitif, car elle peut se prêter autant que l'activité agricole le permet à l'industrialisation (4). Par contre la culture est dite intensive quand elle s'étend en profondeur, c'est-à-dire quand elle cherche par le moyen de travaux supplémentaires à majorer la production dans les limites bien entendu de la loi du rendement décroissant. La culture intensive, méthode à base commerciale, vise surtout à l'accroissement du produit brut.

Chacune de ces manières de cultiver la terre correspond à un état de civilisation différent, ainsi qu'à une répartition particulière de la propriété foncière.

(4) Voir dans le même sens Ch. Gide, op. cit., T. I, page 310 et suiv.

Tandis que la culture extensive marche de concert avec la grande exploitation, l'intensive correspond à la petite propriété. Or, cette dernière, par le fait qu'elle cherche à accroître le produit brut de l'exploitation grâce à des travaux supplémentaires nécessite de gros capitaux.

Cette considération fait ressortir d'une manière évidente l'utilité que présente le crédit agricole en Roumanie. Mais outre qu'il procurera les capitaux nécessaires à cette transformation, le crédit agricole présentera un autre avantage lorsque la culture sera devenue intensive, avantage sans lequel cette culture ne pourra être pratiquée. Voici en quoi consiste l'avantage dont nous voulons parler. — La culture extensive produit peu et à peu de frais, le produit net comprendra donc une grande partie du produit brut. S'il y a baisse de prix ou diminution accidentelle du rendement, le propriétaire, en vendant sa récolte ne perdra que son gain, du moment que dans la valeur de la production les dépenses comptent pour peu de choses. Par contre, dans la culture intensive qui produit plus sans doute, mais avec plus de frais, le produit net ne formera qu'une part plus réduite du produit brut, quoique la production totale soit plus grande. Une crise ou une intempérie peut survenir, et le propriétaire perdra, s'il pratique la culture intensive, en dehors du produit net, aussi

une part de son capital d'exploitation (5). C'est à ce moment-là que le crédit agricole pourra lui venir en aide. Il procurera les moyens de résistance au propriétaire qui, à la suite d'une de ces crises, a perdu une partie plus ou moins grande de son capital d'exploitation.

Si donc la culture intensive doit être adoptée par l'agriculture roumaine, afin de correspondre aux exigences économiques modernes, le crédit agricole est absolument nécessaire pour garantir la réussite de ce changement.

c) Un autre avantage que présente le crédit agricole est de tirer les paysans des mains des usuriers. Il est en fait connu qu'en général c'est l'argent liquide qui fait défaut au cultivateur, même s'il possède un modeste avoir (5 bis). Le paysan roumain a dû emprunter pour se procurer le cheptel et l'outillage nécessaire à la culture du sol qu'on venait de lui donner, outillage qui ne correspond d'ailleurs en rien aux exigences de l'agriculture moderne. Pour n'importe quel besoin, pour acheter du bétail, une charrue, ou des semences, le paysan devra emprunter. Dans la majorité des cas s'il ne trouve pas à la coopérative du village les fonds qui lui sont néces-

(5) Voir dans ce sens L. Durand : « Le crédit agricole en France et à l'étranger », page 83. Paris 1891.

(5bis) Wollemberg. Les Caisses rurales italiennes. Rapport pour l'exposition Universelle de Paris 1889, page 10.

saires, ce qui arrive fort souvent, il devra aller chez l'usurier. Une fois pris dans les mailles de ce dernier, le cultivateur pourra difficilement en sortir, du moins avec son avoir indemne.

L'usure qui est même parfois pratiquée par des banques commerciales prend différentes formes : avancées sur céréales, sur cheptel, ainsi qu'achat de produits.

Dans tous les cas le prix fixé dans le contrat de prêt est bien inférieur au cours de la bourse. De toute manière, l'usure réduit au néant le travail du cultivateur, car petits ou grands, tous souffrent à cause d'elle. En tout cas, aucun producteur n'y échappe, surtout dans les moments troubles, à ce fléau social.

d) En dernier lieu pour la Roumanie le crédit agricole présente une utilité d'ordre national. Dans les provinces annexées, en Transylvanie surtout, la politique suivie par le gouvernement hongrois pendant que cette province était sous sa domination, a été de chercher à réduire l'élément roumain par n'importe quel moyen. Entre autres armes, il employa la politique agraire.

Cette politique que les magyars ont suivie en fait, depuis des siècles et que le législateur a été sur le point de consacrer en 1909 sur l'initiative du ministre Darany, consistait à acquérir les terres appar-

tenant aux roumains et à les placer entre les mains des paysans d'origine magyare (6).

La conséquence de cette politique fut l'appauvrissement général des Roumains. Aujourd'hui que la réforme agraire a fait du paysan un propriétaire, ce sont les Roumains qui, étant les plus pauvres, souffrent le plus du manque de capital pour la mise en valeur de leurs terres. C'est ce qui les met dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres habitants de la Transylvanie.

C'est ici que les bienfaits du crédit agricole se feront sentir. Grâce à son appui, le paysan roumain pourra se relever et la réforme agraire sera affermie par la création d'une solide classe paysanne.

Toutefois avant de conclure, nous devons faire une restriction, au sujet de l'emploi du crédit agricole pour les achats de terre. Ce crédit est complètement inutile et même pernicieux — pour le moment du moins — à l'industrie agricole. En effet, de nos jours, après que la réforme agraire a assouvi la *Lands hunger* (7) du paysan il n'y a plus aucune rai-

(6) La politique agraire hongroise était réalisée par l'intermédiaire de la « Banque Altruiste », institution d'Etat qui avait pour but l'achat des propriétés roumaines et leur placement dans des conditions très avantageuses aux magyars. Voir dans ce sens, Docteur J. Jacob « La Question agraire en Transylvanie », texte roumain, page 135.

(7) La faim de terre, Docteur Thiel « Schriften des Vereins für Social Politik, p. 59. Francfort-s.-M., 1888.

son économique pour encourager l'achat de nouvelles terres.

La grande propriété qui reste est une nécessité de premier ordre, jusqu'au moment où le paysan sera conscient de la fonction sociale qu'il doit assumer, ainsi que du rôle de facteur de production qui lui incombe. Jusqu'alors il faut faire, à notre avis, tout ce qui est possible pour maintenir la grande propriété afin qu'elle joue le rôle, « de moniteur à titre gratuit de ses voisins indolents et méfiants » (8).

D'ailleurs si même on admettait l'utilité du crédit pour les achats de propriétés, la terre ne pourrait avoir à son prix actuel qu'un rendement minime, ce qui conduirait sûrement l'acheteur à une ruine certaine, vu la cherté du taux de l'intérêt.

En résumé, le crédit agricole répond aux besoins de capitaux d'exploitation et d'investissement de la petite et de la grande propriété ; il facilite le changement de méthode dans la culture et sauve le paysan des mains de l'usurier. Pour la Roumanie, il a même l'intérêt national que nous venons de voir. Nous pouvons donc affirmer qu'au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue national, le crédit agricole est d'une utilité de premier ordre et d'une actualité sans pareil.

Nous citerons à l'appui de ces affirmations les

(8) Roscher. *Traité d'Economie Politique Rurale*, p. 207, in-8° Paris 1888.

paroles de M. J. B. Josseau, qui s'exprime sur la nécessité du crédit agricole comme suit : (9)

« Parmi les causes qui, dans tous pays, ont longtemps paralysé le progrès de l'agriculture, il en est une que l'on s'est généralement accordé à reconnaître : c'est le manque d'argent, ou plutôt c'est l'insuffisance du crédit dont elle jouit pour se procurer les capitaux indispensables à ses besoins les plus urgents.

« Sans le crédit, c'est en vain que la science découvre chaque jour de nouveaux éléments de fertilisation destinés à combattre l'épuisement de la terre ; c'est en vain que la mécanique invente des engins qui suppléent au défaut des bras et accélèrent la rapidité du travail : l'agriculture ne peut profiter des avantages que lui offrent ces moyens d'accroître sa production et de diminuer ses frais.

« Pour payer les frais de sa culture et subvenir aux besoins de sa famille, il est obligé, s'il ne veut pas se mettre à la merci d'un usurier de campagne, de se défaire de sa marchandise en temps opportun ; et c'est ainsi qu'à certaines époques de l'année l'encombrement des céréales sur le marché devient une cause bien connue de l'abaissement des cours.

(9) J.-B. Josseau. Traité du Crédit foncier, 2^e édition. Paris, 1872, in-8, T. II, p. 80 et 81.

« La conséquence fatale de cet état de choses, c'est que les années d'abondance elles-mêmes ne donnent point au cultivateur les moyens de réparer les pertes que lui occasionnent les années de disette, ainsi que les fléaux, les accidents et les maladies épidémiques qui frappent si souvent ses bestiaux et ses récoltes.

« L'utilité de donner du crédit à l'agriculture est donc incontestable, soit au point de vue de son intérêt particulier, soit au point de vue de l'intérêt public auquel il est lié intimement.

« Mettre aux mains de l'agriculteur les moyens d'acheter, en temps opportun et au meilleur marché possible, des outils, des bestiaux et des engrais, de pratiquer sur la terre qu'il cultive des travaux d'amélioration, de choisir le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits, c'est non seulement contribuer à son bien-être ou conjurer sa ruine, mais c'est atténuer les effets des grandes calamités publiques et alimenter les sources de la prospérité du pays ».

DEUXIÈME PARTIE

Les Institutions de Crédit Agricole

CHAPITRE PREMIER

LE CRÉDIT FONCIER

§ I. — *Le crédit foncier depuis sa fondation jusqu'à la guerre*

1. HISTORIQUE DE L'INSTITUTION. — Du jour où la Roumanie est devenue une entité politique indépendante, par l'union des principautés de la Moldavie et de la Valachie, le problème du crédit pour l'agriculture se posa comme étant de première nécessité. En effet, la situation de la grande propriété n'était pas sans présenter de sérieuses inquiétudes. La dette qui la grevait — environ 200.000.000 lei (1) — portait des intérêts, variant entre 18 % et 24 %, qui relevaient sensiblement les charges des agriculteurs. Cet état de choses était dû à l'insuffisance des capitaux sur le marché ainsi qu'à l'absence d'une institution de crédit propre à l'agriculture. Dès avant

(1) Travaux préparatoires. Vol. I, page 118, Bucarest 1889.

l'union, on avait cherché à remédier à cette situation, en créant une « banque agricole » en Moldavie. La « Banque de Moldavie » était une institution financière capitaliste qui, par un décret-loi datant de 1856, avait obtenu le droit d'accorder des prêts hypothécaires à long terme. L'intérêt fut fixé à 7 %. L'amortissement était facultatif, le capital pouvant être amorti en 17 années. La Banque de Moldavie a accordé pendant les deux années durant lesquelles elle fonctionna, des crédits dont le total s'élevait à 9.587.000 lei. Cette institution dut être liquidée à cause des opérations financières trop risquées qu'elle avait pratiquées durant sa courte existence.

Après l'union des principautés, vu la situation obérée de la grande propriété, on pensa que le seul moyen de réduire la dette des propriétaires serait d'instituer un crédit foncier. A cet effet, le 3 Juillet 1859, un groupe de 37 députés proposèrent à la Chambre (2) « que le Gouvernement vienne en aide aux agriculteurs par la création d'une banque de crédit foncier ». Cette proposition fut unanimement admise et à sa suite on nomma une commission qui devait étudier la question, mais qui n'arriva à aucun résultat.

De 1859 à 1872, le Gouvernement reçut et transmit à la Chambre une série de propositions ayant

(2) Travaux préparatoires, Vol. I, p. 1, Bucarest 1889.

pour but la création d'un crédit foncier, émanant de capitalistes étrangers. Voici les principales :

a) Proposition d'un groupe de banquiers de Paris présentée par A. de Hertz.

b) Proposition d'un autre groupe de banquiers de Paris, présentée par leur mandataire Eug. de Reims, en 1866.

c) Proposition de Ferdinand Laitner.

d) Proposition présentée par E. Bousquet-Deschamps, impliquant en dehors du crédit foncier, la création d'une Banque Nationale.

De toutes ces propositions, celle d'Eug. de Reims — identique d'ailleurs avec celle d'A. de Hertz — a servi de modèle à un avant projet sur le Crédit foncier que le gouvernement roumain présenta en 1872 à la Chambre. Suivant cet avant-projet, la société qui serait créée devait être basée sur les points suivants :

1) Société capitaliste avec un capital de 40 millions lei.

2) Le Gouvernement devait concéder le Crédit foncier au consortium de capitalistes qui offrirait les meilleures conditions. A cet effet, une publicité serait faite durant les 3 mois qui suivraient le vote de la loi, afin d'appeler à la concurrence les capitaux étrangers. La société pourrait faire des prêts hypo-

thécaires à long terme, aussi bien que des opérations de banque proprement dites. La loi fixerait en outre l'intérêt maximum à 7 1/2 %. Constituée de la sorte la société devait avoir une durée de 35 ans.

Des développements qui précèdent il résulte que le projet du Gouvernement présentait les mêmes inconvénients que les propositions faites par les capitalistes étrangers. En effet, au point de vue économique un crédit foncier à base capitaliste ne peut présenter les avantages qui conviennent à l'agriculture. Il y aura toujours antagonisme entre l'intérêt des actionnaires qui cherchent le maximum de bénéfices, et celui des agriculteurs qui est de payer un intérêt minimum pour les sommes qu'ils empruntent. Les propriétaires ne pouvaient pas admettre ce projet, d'autant plus qu'ils considéraient déjà, que le principe de l'association directe des propriétaires-emprunteurs — principe qui est à la base du crédit foncier allemand — correspondait mieux à leurs desiderata. C'est pourquoi en 1872 les grands propriétaires commencèrent une vive propagande contre le projet du gouvernement. Ils protestèrent dans des réunions publiques et proposèrent par leurs représentants à la Chambre un contre-projet basé sur « le principe de l'association directe des propriétaires fonciers, seul mode d'organisation qui exclut la spéculation et qui limite la société de crédit foncier à son rôle d'intermédiaire entre le capital et l'agricul-

ture » (3). En dehors de ce principe, le contre-projet contenait les points suivants :

- 1) L'unité de l'institution.
- 2) La consécration d'un privilège à son profit.
- 3) La garantie solidaire de tous les membres de l'institution pour tous les prêts accordés.

Le gouvernement prit ce projet en considération, mais des discussions s'élevèrent sur les principes qu'il comportait. L'accord se fit finalement sur tous, sauf celui de l'unité. Le législateur ne voulut pas admettre ce dernier pour ne pas donner à une seule institution le monopole du crédit foncier en Roumanie. Cependant, les propriétaires qui, conformément à la loi, avaient le droit de *constituer des sociétés de crédit foncier*, s'en tinrent à leur première idée et ne constituèrent qu'une seule institution. Avec cette seule modification le projet déposé par les propriétaires fut voté et devint la loi fondamentale du crédit foncier (loi du 5 avril 1873.) Cette loi décidait qu'une société de crédit foncier ne pouvait être formée que lorsque 60 propriétaires se seraient inscrits avec un capital d'au moins 3.000.000 de lei, garantis par une valeur égale en fond de terre. En moins de deux mois ces conditions furent amplement accomplies et en

(3) Travaux préparatoires, T. III, 3^e partie, p. 107.

décembre 1873, fut constituée, à Bucarest, « la Première Société du Crédit Foncier » — Crédit Rural — ainsi qu'on l'appelle de nos jours encore.

2. ORGANISATION LÉGALE DE LA SOCIÉTÉ. — La loi fondamentale sur laquelle repose l'institution du crédit foncier emprunte, ainsi que nous l'avons vu, au crédit foncier allemand le principe de l'association directe des propriétaires en même temps que le principe de la responsabilité solidaire des membres qui la composent. Suivant ces principes, seuls les propriétaires ruraux ont le privilège de former des sociétés de crédit foncier avec l'autorisation du ministre des finances. Ce privilège qui fut accordé au début pour une durée de 10 ans, fut ensuite concédé pour 30 ans, par une loi de 1882 et prolongé encore de 30 ans le 4 juin 1902.

La durée de la première société qui fut d'abord limitée à 60 ans, devient illimitée à partir de la loi du 22 mai 1882. Voici comment le ministre des finances avait justifié ce changement : (4) « Si la durée de la société sera limitée à 60 ans, celle-ci ne pourra plus accorder que des prêts de moins de 60 ans après sa seconde année d'existence, de moins de 50 ans après sa 11^e année d'existence, etc. Or, c'est précisément dans l'éloignement du terme fixé pour le remboursement que réside pour les propriétaires l'avantage principal de l'emprunt qu'ils

(4) Travaux préparatoires, T. III, 2^e partie, p. 118.

contractent. Seuls les prêts à long terme rendent possible l'amortissement par petites fractions du capital emprunté, »

Le crédit foncier peut faire, suivant la loi du 5 avril 1873, les opérations suivantes : 1) accorder des emprunts sur hypothèque à long terme et à court terme remboursables par annuités ; 2) émettre sur la base de ces prêts des lettres de gage — *Pfandbriefe* — pour une valeur strictement égale aux sommes dues par les emprunteurs ; 3) Négocier et escompter des lettres de gage et faire des avances sur titres. (Cette dernière opération fut supprimée par la loi de 1882).

Etudions ces différentes opérations :

1) La société de crédit foncier, avons-nous dit, peut faire des emprunts sur hypothèque à long et à court terme. De ces deux opérations, seuls les emprunts à long terme ont été pratiqués. Quant aux emprunts à court terme, le conseil d'administration de la société s'était toujours opposé à ce genre d'opérations en motivant ce refus par le fait que ces prêts nécessitent une émission de lettres de gage à jour fixe. Emission qui pouvait nuire au crédit à long terme sans présenter aucun avantage pour l'emprunteur (5).

(5) Voir dans ce sens M. Mecavei : « Le crédit agricole et le crédit Foncier en Roumanie ». Thèse, Paris, 1912, p. 77.

Les emprunts sont remboursables par annuité dans un temps qui varie entre 10 et 60 ans. Par suite, le prêt ne peut être accordé qu'à la condition d'une hypothèque de premier rang, consentie sur un immeuble à revenu sûr et durable. Ce revenu ne doit jamais être inférieur à l'annuité due. Enfin la valeur de l'emprunt ne peut jamais dépasser la moitié de la valeur d'estimation de l'immeuble hypothéqué. A cet effet, la société procède à une expertise sur les lieux aux frais de l'emprunteur.

L'annuité de ces prêts est payable en deux échéances annuelles. Dans cette somme sont compris : l'intérêt des lettres de gage, la quote-part d'amortissement déterminée par les intérêts et la durée du prêt, plus 0.50 % à titre de dépenses d'administration. Les débiteurs peuvent se libérer par anticipation en totalité ou en partie de la dette contractée en payant les sommes dues en numéraire ou en lettres de gage, reprises au cours de leur valeur nominale. Au cas de paiement anticipé, la société n'a droit à aucune indemnité. (Jusqu'à la loi de 1882 elle avait un droit de 1 %).

2) La société a le droit d'émettre des lettres de gage qu'elle remet en paiement du prêt à l'emprunteur. Les lettres sont émises au porteur et transmissibles par simple tradition. Elles produisent un intérêt et sont payables soit à date fixe soit par tirage

au sort. De toute manière il ne peut jamais y avoir en circulation des lettres foncières d'une valeur supérieure à la valeur des emprunts consentis. Les lettres de gage sont cotées en bourse et sont reçues en garanti dans toutes les caisses publiques, dans les mêmes conditions que les effets d'Etat.

Une fois en possession des lettres de gage que lui remet la société, l'emprunteur, pour se procurer le numéraire dont il a besoin, vend les titres. Le crédit foncier ne fait donc que jouer le rôle d'un intermédiaire qui prête son appui et sa garantie sans aucun avantage. Il s'entremet entre le propriétaire emprunteur et les capitalistes, qui sont en dernière analyse les véritables prêteurs des sommes qu'a touchées le propriétaire.

Afin de garantir l'émission des lettres de gage, le crédit foncier est obligé de constituer les 4 fonds suivants (art. 17 et 18) : 1) le capital social ; 2) le capital de virement ; 3) le capital de réserve, et 4) le capital de subvention.

1) Le capital social est formé par un prélèvement de 2 % sur les sommes empruntées. Ce prélèvement est considéré comme une avance faite par l'emprunteur à la société qui le lui remboursera sans intérêts lors de l'aquittement intégral de l'emprunt. Sont considérés comme membres de la société (art. 12) tous les propriétaires fonciers qui lui ont hypothé-

qué leurs terres. Ces hypothèques garantissent solidairement du montant des sommes dont elles sont grevées envers la société les engagements contractés par celle-ci. Cette garantie ne fait, d'ailleurs, qu'inspirer la confiance aux capitalistes, car elle n'est jamais réalisée (6).

2) Le capital de virement est un compte collecteur qu'on crédite des sommes prévues et qu'on débite du montant des coupons échus des lettres de gage, du montant des lettres échues ainsi que des dépenses d'administration. Ce capital est formé par :

a) Toutes les sommes qui proviennent du rémoursement des emprunts (art. 34).

b) Les intérêts produits par le capital social.

c) Tous les revenus qui proviennent des propriétés de la société.

d) Une contribution du maximum de 0.50 % payée annuellement par les emprunteurs (art. 36).

e) Tous les autres revenus de la société qui ne sont pas affectés à la formation du capital de réserve.

Si par hasard les paiements à faire dépassent la valeur de ce capital, avant de faire appel à la garantie solidaire des membres on comblera le déficit grâce au fond de réserve et au capital de subvention.

3) Le capital de réserve destiné à compléter au

(6) Dans le même sens J.-B. Josseau. Traité du crédit foncier.

besoin le capital de virement, est formé par les sommes suivantes :

a) Un prélèvement de $1/4$ % payable en numéraire au moment où l'emprunt est contracté.

b) Un prélèvement de 90 % des bénéfices annuels de la société.

c) Les intérêts que produit le capital de réserve.

4) Le capital de subvention est destiné lui aussi, le cas échéant à compléter le capital de virement quand celui-ci n'est pas suffisant pour faire honneur aux obligations de la société. Ce fond consiste en un crédit de 1.500.000 lei, ouvert par le gouvernement à la Caisse des dépôts et consignations avec un intérêt de 3 %. Il est garanti solidairement par tous les membres de la société.

En ce qui concerne les bénéfices, l'art. 21 décide « qu'ils sont formés par tous les revenus de la société, défalcation faite des coupons et lettres de gage sortis au tirage ainsi que les frais d'administration ».

De ces bénéfices on retire annuellement, jusqu'à l'acquittement complet du capital de subvention dû à la Caisse de dépôts, une somme suffisante pour payer les intérêts et l'amortissement de cette dette (art. 22). Le reste est partagé de la manière suivante: 10 % à distribuer entre le directeur et le conseil d'administration ; 90 % pour la formation du capital de réserve.

La société n'accorde de bénéfices à ses membres que lorsque le fond de réserve arrive à représenter 5 % du total des emprunts accordés. A ce moment-là les 90 % prélevés sur les bénéfices pour la constitution du fond de réserve sont partagés entre les emprunteurs aux prorata des annuités qu'ils payent.

La société du crédit foncier est administrée (art. 38, 33 et 40 des statuts) par un conseil d'administration composé de 8 membres élus par l'assemblée générale des propriétaires emprunteurs pour 4 ans.

Pour être éligible il faut avoir contracté à la société un emprunt d'au moins 15.000 lei. Le conseil nomme un directeur et un sous-directeur qui gèrent sous son contrôle toutes les affaires de la société.

L'assemblée générale se compose de la totalité des propriétaires emprunteurs. Elle se réunit une fois par an, approuve le bilan et donne décharge au conseil de la gestion de l'année précédente.

De son côté le gouvernement exerce un contrôle par un commissaire nommé par lui et qui a conformément à la loi l'obligation de vérifier les émissions des lettres de gage et de viser tous les titres qui entrent en circulation. Il est chargé en outre de veiller à la stricte application des lois, statuts et règlements qui régissent l'institution du crédit foncier. Il a le droit de contrôler les registres et documents chaque fois qu'il le croira nécessaire. Enfin,

l'article 85 l'oblige à faire chaque trimestre un rapport au ministre des finances.

En dehors de ces organes d'administration il y a encore une assemblée générale, autre que celle des propriétaires emprunteurs. C'est de l'assemblée générale des détenteurs de lettres de gage que nous voulons parler. Chaque année les deux assemblées se réunissent en même temps.

L'assemblée des détenteurs de lettres de gage élit un comité de 9 membres pour 3 ans. Ce comité a les attributions suivantes :

a) Elire un premier délégué qui siégera au conseil d'administration avec voie délibérative.

b) Elire un second délégué qui assistera au tirage au sort des lettres de gage et qui constatera leur annulation.

c) Faire des observations sur les opérations de la société ainsi qu'elles résultent des comptes rendus annuels, et les communiquer aux organes administratifs de la société.

Au cas où il y aurait une contestation entre la société et les détenteurs de lettres de gage, il sera résolu conformément à la loi par voie d'arbitrage.

3. ACTIVITÉ DU CRÉDIT FONCIER. — Après avoir étudié dans ses grandes lignes l'organisation du crédit foncier, il nous reste à examiner l'activité qu'il a déployée jusqu'à la guerre. Le crédit foncier devait

sauver la grande propriété de la ruine à laquelle elle était acculée par suite des intérêts élevés qu'elle payait. A-t-il atteint son but ? Laissons parler les chiffres (7).

En 1873 le crédit foncier accorda des emprunts pour 374.000 lei garantis par hypothèque sur une étendue de 6.475 ha. Jusqu'en 1901 il a émis 2.517 emprunts d'une valeur totale de 296.724.000 lei gages par hypothèque sur 1.500.805 ha. Enfin au cours de la période qui va de 1873 jusqu'en 1915, l'émission totale des lettres de gage s'élève à 725.113.900 lei correspondant à des prêts accordés pour une même valeur.

La situation du crédit foncier au 31 décembre 1915 se présentait de la manière suivante :

Emission de lettres de gage	725.113.900 lei
Sommes dues par les propriétaires	461.775.581 lei

Ce qui fait que pendant cette période, malgré les crises du commencement du siècle, malgré les difficultés économiques qui résultèrent des guerres de 1877 et de 1913, le crédit foncier a amplement atteint son but en aidant avec des sommes considérables l'agriculture du pays.

Tous ces prêts ont été accordés par émission de

(7) Nous avons emprunté les chiffres concernant ces développements à M. Slavescu. « Les crédits fonciers en Roumanie », texte roumain, p. 20 et suiv. Bucarest 1924.

lettres foncières. Au début on adopta le type 7 % qui, seul, pouvait avoir quelque chance de succès à ce moment-là, vu le taux élevé de l'intérêt sur le marché roumain. Le succès d'ailleurs fut complet.

Dès 1874, date de la première émission, les lettres de gage furent cotées en bourse au cours de 80 1/2 %.

A ce cours, l'intérêt réel payé par le propriétaire était de 8.60 %. C'est un résultat remarquable, comparé à la situation antérieure. Bien reçues au début, les lettres de gage dépassent même le cours d'émission en 1881. C'est alors que le crédit foncier changea le type des lettres de gage, en créant le 5 % qui eut aussi une réussite complète.

Entre 1881 et 1901 leur cours varia entre 85,35 % et 99,37 %. L'intérêt réel payé par les propriétaires varia dans cette même période entre 5,86 % et 5,08 %.

La société du crédit foncier encouragée par la réussite du 5 % a émis entre 1898-1900 des lettres de gage type 4 % pour une valeur de 34.005.500 lei. Ce type ne donna pas les résultats espérés et la société adopta définitivement le 5 % qui convient le mieux à la situation économique roumaine (7 bis).

(7 bis) A la fin de 1915, la société n'a plus en circulation que des lettres de gage type 5 % et très peu type 4 % (environ 20.000.000 lei sur 34.005.500 lei qu'on avait émis). Les lettres de gage 7 %, après un essai de conversion grâce à un emprunt à la caisse des dépôts et consignations qui ne réussit pas, furent converties petit à petit par la société.

Corrélativement à l'accroissement des emprunts et des émissions de lettres de gage, le capital social et le capital de réserve du crédit foncier ont aussi augmenté. Ils ont évolué comme suit :

Année	Capital social	Capital de réserve
	en lei	en lei
1873.....		
1874.....	344.083	43.100
1881.....	1.265.210	167.600
1900.....	5.630.185	13.851.773
1910.....	7.973.870	24.746.084
1915.....	10.582.644	31.922.225

Conformément aux dispositions de la loi (art. 18, loi 1873) au moment où le fonds de réserve a atteint 5 % de la valeur des lettres foncières en circulation, le prélèvement de 90 % pour ce fonds a cessé et des bénéfices ont été distribués aux membres de la société. C'est ce qui se produisit dans la période de 1897 à 1901. On distribua alors, sous forme de réduction des annuités à payer, une partie des bénéfices aux emprunteurs, au prorata des emprunts contractés par eux envers la société. Voici le montant des sommes qui ont été distribuées de cette manière :

		% des annuités
1897.....	397.899 lei	2,90 %
1898.....	517.625 lei	3,25 %

1899.....	235.396 lei	1,59 %
1900.....	467.105 lei	3 %
1901.....	471.057 lei	3 %

Ces sommes ont considérablement diminué les annuités à payer par les propriétaires. C'est incontestablement un avantage que seule une société qui repose sur le principe de l'association directe des emprunteurs peut donner à ses membres.

4. RÉSULTATS ET. CRITIQUES. — La société du crédit foncier avait été fondée afin de dégager les grands propriétaires des dettes qu'ils avaient contractées à un taux ruineux. Nous avons vu quelle était lors de la discussion de la loi de 1873, la gravité de cette situation. Le premier résultat du crédit foncier fut de diminuer les intérêts que payaient les propriétaires à 8 % et 9 %, dès les premières années de son existence.

A partir de 1900 ce pourcentage baisse encore et l'agriculture roumaine peut disposer de capitaux à un prix variant entre 5,08 % et 5,86 % par an. Cela eut comme conséquence une diminution générale du taux de l'intérêt sur le marché roumain. Le crédit public même s'en ressentit, car l'Etat qui payait avant la création du Crédit foncier 12 % aux détenteurs de bons du trésor, trouva de l'argent après l'in-

introduction des lettres de gage au même taux d'intérêt que celles-ci (8).

En second lieu, le Crédit foncier avait pour but de procurer les capitaux nécessaires à l'agriculture. Ce but a été amplement atteint. De 1873 à 1915, la société a accordé des emprunts pour une valeur de 725.113.900 lei, dont environ 461.000.000 lei sont encore, en 1915, à la disposition des emprunteurs.

Enfin, en dernier lieu, le Crédit foncier a eu pour résultat de créer le premier titre mobilier roumain. Par la confiance que ces titres ont inspirés, ils deviennent des placements de père de famille et entraînent de cette manière une grande partie de l'économie nationale vers l'agriculture.

Une seule critique a été élevée contre le Crédit foncier. Elle consiste à dire que cette institution était trop formaliste. Les différentes formalités d'ordre juridique requises avant d'accorder l'emprunt, froissaient quelque peu les solliciteurs.

En outre, leur longueur était proverbiale. Entre la demande de l'emprunt et la conclusion du contrat il se passait quelquefois de longs mois.

Quoiqu'il en soit, cette critique est de peu d'importance, et relève simplement d'un excès d'esprit

(8) Voir dans le même sens M. V. Bratiano dans le journal *Vătorul* du 22 Avril 1923.

bureaucratique qui n'atteint nullement le Crédit foncier dans ses principes et son but.

Tout compte fait, nous ne pouvons pas ne pas conclure que cette institution a été un bienfait pour l'agriculture. Baisse des intérêts, crédits accordés jusqu'à la limite extrême des garanties données, voilà le bilan des avantages offerts par le crédit foncier.

§ 2. — *Le Crédit Foncier après la guerre*
Nécessité de sa transformation

Au lendemain de la guerre, après une longue période d'inactivité au moment où le crédit foncier reprend ses opérations, la situation de l'agriculture roumaine a tellement changé qu'il se trouvera dans l'impossibilité de continuer à fonctionner sur les bases fixées par la loi de 1873.

D'un côté la réduction considérable des grands domaines, provoquée par la réforme agraire, de l'autre l'insécurité qui pèse sur le sort de la grande propriété durant les opérations d'expropriation, obligent le crédit foncier à restreindre son activité. Les propriétaires eux-mêmes n'ont plus le courage de contracter des emprunts à long terme, la situation économique du pays ne les engageant pas à refaire leurs installations d'avant-guerre.

Voici d'ailleurs les considérations principales — en dehors de la réforme agraire — qui rendent très difficile toute activité du crédit foncier.

a) Le cours des lettres de gage baissent en bourse de 50 % à 55 % et même plus, du montant de leur valeur nominale, par suite de l'émission de nombreux titres à intérêt fixe sous forme d'emprunts d'Etats et de rentes d'expropriation. De ce fait, l'intérêt réel auquel revient le prêt contracté au crédit foncier s'élève à un taux de 12 % à 14 %, taux qui est réellement trop élevé.

b) En second lieu la conviction de la majorité des Roumains que la devise nationale sera revalorisée, n'était pas sans inquiéter le propriétaire qui voulait contracter un emprunt à long terme.

Il aurait risqué d'emprunter du papier monnaie et de devoir rembourser de l'or, opération désastreuse pour n'importe quelle industrie, et encore plus pour l'agriculture qui produit une marchandise, si facilement affectée par le cours de la devise nationale.

c) Enfin la diminution des opérations du crédit foncier n'est pas sans être en étroite relation avec l'inflation qui a suivi la guerre. Si celle-ci n'a pas eu en Roumanie comme conséquence le remboursement des dettes hypothécaires, ainsi que dans d'autres pays — l'appauvrissement général et l'expro-

priation empêchèrent ce résultat — elle a certainement contribué en grande partie à faciliter le crédit sur le marché roumain (9).

L'effet de toutes ces causes fut une réduction sensible des opérations du crédit foncier.

Voici, d'après les comptes rendus de la société, les opérations annuelles durant la période de 1919 à 1923.

Année	La dette des propriétaires	Nouveaux emprunts
1919..	rente 5 % 446.339.760 rente 4 % 19.228.810	
	<i>Total</i> 465.568.570	
1920..	rente 5 % 443.686.078 rente 4 % 19.112.279	1.194.000 lei en rentes 5 %
	<i>Total</i> 462.798.357	
1921..	rente 5 % 443.259.514 rente 4 % 19.069.062	2.607.000 lei en rentes 5 %
	<i>Total</i> 462.328.577	
1922..	rente 5 % 447.910.154 rente 4 % 18.970.576	6.344.000 lei en rentes 5 %
	<i>Total</i> 446.880.731	

Ces chiffres portent sur la situation de la dette des propriétaires et sur les nouveaux emprunts accordés.

En considérant cette deuxième rubrique, on voit

(9) La facilité du crédit provoqué par l'inflation ne dura que jusqu'en 1921. La politique de la revalorisation par déflation exagérée provoqua la crise monétaire d'aujourd'hui.

que le crédit foncier a accordé pour l'ensemble de cette période des emprunts d'environ 10 millions de lei. Les opérations d'emprunts étant si minimes, il aurait normalement fallu trouver une réduction beaucoup plus importante dans la rubrique qui porte sur la dette des propriétaires. Or, le chiffre de ces dettes reste stationnaire. Quelle en est la cause ? Après la réforme agraire la majorité des propriétaires débiteurs du crédit foncier, privés d'une grande partie de leurs revenus et réduits aux arrérages fixés, assez parcimonieusement du reste, par l'Etat pour les terres qu'on leur avait expropriées, n'étaient plus en état de payer régulièrement les annuités qu'ils devaient au crédit foncier. De cette manière les « restes à payer » (annuités en retard) s'élèvent chaque année à des chiffres de plus en plus importants dans les comptes rendus de la société.

Ainsi :

en 1919, ils atteignent la somme de..	67.690.466 lei
en 1920, ils baissent à.....	64.698.127 lei
en 1921, ils remontent à	72.046.945 lei
pour arriver, en 1922, à	85.958.375 lei

A la lumière de ces données, nous pouvons nous rendre clairement compte de la situation financière du crédit foncier. D'un côté, il n'encaisse plus les annuités qui lui sont dues, de l'autre il doit néan-

moins continuer à faire honneur à sa signature et à acquitter les coupons et les titres échus.

En 1919, pour faire face au paiement des coupons des lettres de gage, le Crédit foncier obtient de l'Etat par l'intermédiaire de la Caisse Centrale de la Coopération, une avance de 14 millions lei. Cette somme représente une annuité due par les propriétaires fonciers, que l'Etat leur retiendra au moment du paiement des arrérages.

En 1920, pour venir en aide aux propriétaires expropriés qui recevaient très inégalement les arrérages tandis qu'ils devaient payer ponctuellement leurs annuités au crédit foncier, on décida que la « *Cassa de împroprietarire* (10) » payerait à la place des débiteurs l'annuité en retard. La somme sera, bien entendu, retenue sur les arrérages qu'on devait payer aux propriétaires.

En 1921, on mit fin à cette situation par l'art. 75 de la loi du 17 Juillet 1921. Cette loi décidait le partage entre les propriétaires expropriés et l'Etat de la dette hypothécaire inscrite en faveur du crédit foncier. L'article 75 prévoyait les différents cas que voici.

(10) La « *Cassa de împroprietarire* » est une institution qui fut créée lors de l'expropriation. Elle avait pour but : de partager les terres entre les paysans ; d'encaisser le prix ou le fermage dû par les paysans et de payer les arrérages aux propriétaires expropriés.

a) Si la propriété est hypothéquée au crédit foncier pour une somme plus forte que le prix de l'expropriation, le capital non amorti sera divisé entre l'Etat et le propriétaire. Dans ce cas l'Etat prendra à son compte en paiement du prix une partie de la dette égale au prix de l'expropriation, l'autre part continuera à grever la terre laissée au propriétaire.

b) Au cas où la dette est inférieure ou même égale aux prix de l'expropriation, l'Etat prendra cette somme à son compte et payera aux propriétaires seulement la différence avec le prix de l'expropriation. Dans tous les cas les annuités en retard restent à la charge du propriétaire et son garanties par un privilège sur le prix de l'expropriation. Le conseil d'administration de la société peut, à la demande du propriétaire, décider que les arrérages et intérêts en retard soient considérés comme dette hypothécaire sur la partie non expropriée. Enfin, l'article 75 décide dans son dernier alinéa « que la dette hypothécaire prise par l'Etat ne sera pas garantie solidairement par les membres du crédit foncier ».

Par application de l'article 75, le conseil des ministres décida par le « *Jurnal* » (11) N° 625 du 4 avril 1922, de procéder à partir du 1^{er} Juillet 1922 à

(11) On entend par « *jurnal* » la décision prise par le Conseil des ministres.

la division de la dette hypothécaire entre l'Etat et les propriétaires. Du total de 467.000.000 de lei que représentait la créance du crédit foncier, 454.000.000 de lei fut la part qui échet à l'Etat, et pour laquelle il est obligé de payer à la place des propriétaires les annuités à échoir.

La majorité de la dette étant attribuée à l'Etat, le crédit foncier devient une institution rentière qui n'a pas d'autre but économique que de servir d'intermédiaire entre l'Etat qui paye les arrérages et les rentiers qui touchent leurs coupons. Mais ce n'est pas tout. Le crédit foncier créé, pour subvenir aux besoins de crédits de la grande propriété, se trouve en 1922, après l'expropriation, placé hors de son cadre, comme un vestige d'antan.

La nécessité de le transformer sur d'autres bases de l'organiser d'une manière plus appropriée à la situation économique nouvelle, se fait sentir de plus en plus impérieusement. L'agriculture doit être aidée afin de pouvoir se refaire des pertes qu'elle a subies successivement durant la guerre et l'expropriation. La Société même a tout intérêt à se transformer, car ainsi que l'observe le conseil d'administration dans le compte rendu de 1921 : « les opérations qu'elle peut effectuer sur la base de son actuelle loi d'organisation seront tout à fait réduites après l'expropriation ». La société ne pourra donc plus sub-

sister qu'à la condition d'élargir son champ d'activité et de l'étendre aussi à d'autres sortes d'opérations de grande utilité pour la vie économique de notre pays.

§ 3. — *La loi du 22 Juin 1923 et la transformation
du Crédit Foncier*

1. *La loi du 22 juin 1923.*

Le conseil d'administration du Crédit foncier prit au début de l'année 1923 l'initiative de la transformation, dont nous venons de voir la nécessité. A cet effet il présente aux sociétaires réunis dans l'assemblée générale extraordinaire du 5 au 18 mars 1923 un avant-projet de réorganisation. Cet avant-projet qui fut soumis aux délibérations du Parlement, après avoir été adopté par les sociétaires, prévoyait l'organisation de deux sortes d'institutions.

a) D'un côté les sociétés civiles de crédit foncier qui devaient continuer dans un cadre plus large l'activité du Crédit foncier, en accordant des prêts à long et à court terme ;

b) De l'autre côté des sociétés commerciales de crédit agricole qui avaient pour but de venir en aide aux agriculteurs par des emprunts à court terme. Elles pouvaient en outre effectuer toutes sortes d'opérations de banques avec leurs membres.

Le législateur adopta presque sans modification (loi du 22 juin 1923) la première partie du projet présenté par la société, relative à la création de sociétés civiles de crédit foncier. Quant à la deuxième partie, qui portait sur la création de sociétés commerciales de crédit agricole, le législateur ne l'adopta pas, considérant que les règles du code de commerce suffisaient amplement pour la réglementation de la matière. Nous nous limiterons donc dans ce paragraphe à l'étude des dispositions du projet relatives à la création de sociétés civiles de crédit foncier, ainsi qu'elles furent adoptées par la loi du 22 juin 1923.

Le législateur adopte les deux principes suivants, sur lesquels devaient reposer les sociétés de crédit foncier.

a) *Le principe de l'association directe des propriétaires ruraux.* Il avait fait ses preuves et donné d'admirables résultats, qu'un compte-rendu du crédit foncier avait fait ressortir en ces termes : « la longue expérience qui va de 1873 à nos jours, a permis de constater qu'aucune institution de crédit ne peut être plus utile à ses débiteurs que celle qui repose sur l'association des propriétaires emprunteurs ».

b) En second lieu le législateur de 1923 adopta le principe de la pluralité en ce qui concerne les so-

ciétés de crédit foncier. Les circonstances économiques créées par la guerre ainsi que les opérations qui rentrent d'après la nouvelle loi, dans la sphère d'activité de ces institutions, plaident en faveur de l'admission de ce principe. On pallia aux inconvénients inhérents du principe de la pluralité en soumettant à l'accomplissement préalable de certaines conditions, la constitution d'une société de crédit foncier. A cet effet, l'art 2 de la loi de 1923 prévoit que l'autorisation délivrée conformément à l'art. 138 du code de commerce et en vertu de laquelle les sociétés de crédit foncier jouissent de la personnalité morale, ne pourra leur être accordée que si elles ont rempli les conditions suivantes :

a) L'association doit comprendre au moins 60 propriétaires, dont les propriétés représentent au moins une valeur de 50 millions de lei, suivant les rôles de l'impôt foncier.

b) Il doit être souscrit un capital en numéraire et un premier versement d'au moins 20 % doit être effectué à la caisse des dépôts et consignations. Dans tous les cas ce versement ne pourra pas être inférieur à 20.000 000 lei.

c) Il y a enfin l'obligation de publier et d'afficher l'acte constitutif et les statuts de la nouvelle société.

Une fois constituées suivant la loi de 1923 les sociétés civiles de crédit foncier peuvent faire les opérations suivantes (art. 2) :

- 1) Effectuer des prêts hypothécaires par émission de lettres foncières ;
- 2) Financer des entreprises pour toutes sortes d'exploitation du sol et pour l'industrialisation des produits agricoles ;
- 3) Financer et exécuter des travaux techniques concernant les entreprises et les industries sus-énoncées ;
- 4) Instituer des entrepôts et des magasins généraux pour les produits du sol et de leurs dérivés industriels, ainsi qu'effectuer les opérations prévues par la loi du 28 juin 1881 sur les magasins généraux.
- 5) Organiser des prêts sur gage sur les produits du sol et leurs dérivés industriels, ainsi que sur le bétail et tout le matériel d'exploitation des entreprises et des industries prévues, mais seulement avec les membres de la société ;
- 7) Faire des opérations de banque, mais seulement avec les membres de la société et les sociétés et associations agricoles.
- 8) Faire des opérations d'assurance pour les agriculteurs.

D'après cette énumération, il est facile de voir que la sphère d'activité des institutions créées par la

loi de 1923 est beaucoup plus large que celle fixée par la loi de 1873. Seul, le premier point est reproduit de la loi de 1873 presque sans modification.

Pour ce qui est des autres opérations elles sont une innovation du législateur de 1923. En outre, d'après cette loi les sociétés de crédit foncier ne s'occuperont pas uniquement des prêts hypothécaires à long terme. Elles pourront aussi, dans les limites que la loi leur fixe venir en aide à l'agriculture par des emprunts en numéraire à court terme.

De la comparaison des lois de 1923 et 1873 il résulte encore une différence. En 1873 le Crédit foncier ayant pour but d'accorder des emprunts à long terme par émission de lettres foncières était constitué sans capital social. Toute son activité se réduisant à servir d'intermédiaire garant et solvable entre les propriétaires emprunteurs et leurs créanciers. De nos jours, les sociétés civiles de crédit foncier en dehors des emprunts hypothécaires à long terme, peuvent encore faire des opérations de banque, des avances sur gage, etc, qui nécessitent du numéraire. Pour pouvoir leur procurer le numéraire nécessaire la loi décide — en dehors du droit qu'elles ont de réescompter leur portefeuille à la Banque Nationale et d'émettre des obligations — que les sociétés de crédit foncier doivent se constituer un capital social. Suivant l'article 2, al. 11 ce capital se compose :

a) « D'un versement de 2 %, effectué au moyen

de retenues en numéraire sur tous les prêts hypothécaires accordés par la société. Des actions nominatives seront délivrées en échange ».

b) « D'une émission d'actions nominatives auxquelles pourront participer les propriétaires ruraux, ainsi que les sociétés et les associations agricoles ».

Afin de garantir les opérations que feront ces sociétés l'art. 12 (loi 1923) dispose que toute institution de crédit foncier doit se constituer deux fonds de réserve :

1) Un premier fonds destiné exclusivement à la garantie de l'émission des lettres foncières sera composé : d'une taxe de 1/4 % qui sera payée en numéraire à la société par l'emprunteur pour chaque emprunt hypothécaire; des propres intérêts de ce fonds; et des retenues sur les bénéfices nets annuels fixés par l'assemblée générale. Au moment où le fonds de réserve représentera 5 % de l'entière émission des lettres foncières en circulation, le conseil d'administration pourra décider de ne plus opérer tout ou partie des retenues prévues ci-dessus.

2) Un second fonds de réserve destiné à garantir les autres opérations de la société, sera formé : par des retenues d'au moins 5 % sur les bénéfices nets annuels de la société ; et par les propres revenus de ce fonds. Au moment où ce fonds de réserve représentera 50 % du capital social, le conseil d'adminis-

tration pourra décider la cessation totale ou partielle des retenues.

II. — *La société du Crédit foncier et la loi de 1923*

« La première société de crédit foncier — que nous avons précédemment étudiée — est considérée valablement constituée en conformité avec les dispositions de la présente loi (1923) par le seul vote de son assemblée générale, convoquée à cet effet ». En dehors de cette obligation et de la publication de ses nouveaux statuts, la société n'aura plus à remplir aucune formalité. Les sociétaires qui ne seraient pas satisfaits de cette transformation pourront se retirer dans un délai d'un mois, à partir de la publication des statuts (art. 3). A cet effet ils sont obligés de notifier par ministère d'huissier leur décision au siège de la société dans le délai fixé.

Le 21 octobre 1923, le Crédit foncier se transforma suivant la nouvelle loi et prit la dénomination de « Première Société civile de Crédit foncier rural » (12).

(12) En août 1927, une deuxième société de crédit foncier a été constituée en Roumanie. Cette institution présente avec la première, cette seule différence qu'elle stipule les coupons de ses obligations payables en or (art. 15 statuts). Si elle réussit à placer ses obligations à l'étranger elle sera d'un grand secours à l'agriculture roumaine. Si, par contre, elle se limite au marché national, elle végètera, car le marché monétaire roumain n'est pas capable à ce moment-ci, d'absorber des titres à revenu fixe.

La nouvelle société élargit son champ d'activité en embrassant dans l'art. 15 et suivants de ses statuts la totalité des opérations permises par le législateur de 1923. Voici, d'ailleurs, par catégories d'opérations les règles et dispositions principales.

1) En ce qui concerne les prêts hypothécaires à long terme ils restent soumis aux règles que nous avons précédemment étudiées lors de la loi de 1873. Aucune modification importante n'a été apportée à ces règles par la nouvelle loi.

2) Les emprunts qui servent à financer les entreprises d'exploitation du sol et à l'industrialisation de ses produits sont suivant l'art. 50 des statuts destinés à l'achat de semences, machines agricoles, bétail et engrais. Ces prêts seront faits en numéraire et pour une durée maxima d'une année. Ils sont garantis par des hypothèques, gages, cautionnements, etc. L'emploi de ces crédits peut être contrôlé par la société.

3) En troisième lieu, la société pourra accorder des emprunts qui seront destinés à l'exécution des travaux techniques indispensables à la mise en valeur des propriétés rurales. Ils seront accordés soit directement au propriétaire, soit en son nom aux syndicats qui feront les travaux. La société peut même se borner à garantir les prêts vis-à-vis des créanciers qui ont avancé les sommes nécessaires. Les em-

prunts consentis pour les travaux techniques seront faits en numéraire. La Société de Crédit foncier se procurera les sommes nécessaires par l'émission d'obligations. Ces prêts seront garantis par une hypothèque de premier rang ainsi que par un privilège sur le revenu des biens hypothéqués. Ils seront remboursables par annuités dans un délai de 20 ans. Lors de la conclusion du contrat, la société retient sur le montant de l'emprunt accordé : a) 2 % pour la formation du capital social et b) 2 % pour la création d'un fonds spécial qui servira à l'entretien des travaux effectués, ainsi qu'à la garantie des risques qui pourraient être occasionnés à la société par de semblables opérations.

4) La société pourra encore accorder des prêts en numéraire gagés sur : a) les produits du sol de toute nature ; b) les ensemencements ; c) les animaux de trait ou reproducteurs ; d) les machines et outils servant à l'exploitation ; e) et enfin, les effets admis par le Conseil d'Administration. Outre les gages énumérés, la société peut demander des sûretés complémentaires, telles que : cautionnement, garanties de banques et même hypothèque sur le fonds. Tout prêt sur gage implique une expertise. Elle sera faite aux frais de l'emprunteur. Les emprunts sur gage ne pourront pas être consentis pour un intérêt supérieur de plus de 3 % au taux du réescompte pratiqué par la Banque Nationale.

Le gage reste en la possession de l'emprunteur qui devra en garantir la conservation.

5) La société de Crédit foncier pourra faire encore des opérations de banque, mais seulement avec ses membres. Elle pourra aussi endosser le portefeuille des sociétés ou associations agricoles qui possèdent un capital propre et les commanditer (art. 164, statuts).

6) Le Crédit foncier pourra établir des entrepôts et magasins généraux pour les produits du sol et leurs dérivés industriels. — Dans ces magasins les propriétaires pourront déposer leurs produits à leur compte ou à celui du crédit foncier (art. 94 statuts). Au déposant, le magasin délivrera un récépissé auquel sera annexé un warrant. Ces deux pièces pourront aussi être délivrées sur la demande du déposant à l'ordre d'un tiers.

Le transfert du récépissé par endossement transmet au cessionnaire la propriété de la marchandise, tandis que le transfert du warrant constitue en faveur du cessionnaire un droit de gage sur les produits emmagasinés. Toute cession devra être communiquée à l'administration du magasin qui la transcrira sur un registre. La marchandise ne sera délivrée au détenteur du récépissé que s'il présente en même temps le warrant liquidé de tous droits.

7) Enfin, le Crédit foncier a le droit de faire des

opérations d'assurance mutuelle entre ses sociétaires « spécialement pour les vignobles et le bétail » (art. 106, **statuts**).

Ces opérations devront être approuvées par l'assemblée générale ordinaire ainsi que par le conseil d'Administration à la majorité des 2/3.

Afin de pouvoir remplir les opérations qu'elle s'est assignée, la société de Crédit foncier s'est institué un capital social en conformité avec les dispositions de la loi de 1923. Ce capital est ainsi composé :

a) L'apport social (art. 3, loi 1923) d'une valeur totale de 32.886.000 lei ; b) l'appel possible à une souscription publique de 500 millions de lei.

Pour garantir toutes les opérations qui lui incombent, le Crédit foncier s'est créé divers fonds de réserve :

a) Un premier fonds est destiné uniquement à garantir les lettres foncières en circulation. La composition est identique à celle du fonds prévu par la loi de 1873.

b) Un deuxième fonds de réserve est destiné à garantir les obligations émises par la société. Il sert en outre à l'entretien des travaux techniques. Ce fonds est constitué par une retenue en numéraire de 2 % sur les emprunts accordés pour de semblables travaux (art. 108 des statuts). Lorsque ce fonds re-

présentera 20 % de la valeur des obligations en circulations, le versement cessera d'être opéré.

c) Enfin un troisième fonds de réserve ordinaire, constitué par une retenue de 5 % sur les bénéfices annuels de la société (art. 12, loi 1923) est destiné à garantir toutes les autres opérations.

De tous les développements qui précèdent, il résulte que le champ d'activité du Crédit foncier s'est beaucoup élargi par l'effet de la loi de 1923. Quoique cette institution ait inséré dans ses statuts toutes les opérations permises par la loi, elle reconnaît elle-même (13) que « cette nouvelle activité ne pourra atteindre son plein développement que progressivement, au fur et à mesure des perfectionnements apportés à l'organisation de la société et des besoins qui seront ressentis par l'agriculture ». Malgré tout, du jour où s'est opéré sa transformation, le Crédit foncier a commencé — afin de répondre aux désirs du public agricole — à accorder, en dehors des prêts hypothécaires, des prêts sur gage et des emprunts pour améliorations foncières. Il fit en outre aussi des opérations de banque. Cet élargissement de sa sphère d'activité, a nécessité une modification de l'organisation interne du Crédit foncier qui se divise désormais en deux sections :

1) La section foncière qui continue fidèlement

(13) Compte rendu du Crédit foncier pour 1923.

la tradition du crédit rural de 1873. Cette section fait des opérations hypothécaires à long terme. Par suite c'est à elle qu'incombe le droit d'émettre des lettres foncières suivant les principes déjà connus.

2) La section bancaire a été instituée afin de faire toutes les opérations autorisées par la loi de 1923.

C'est à elle qu'incombent tous les emprunts à court terme en numéraire, les prêts sur gage, ainsi que toutes les autres opérations de banque.

Pour se procurer le numéraire dont elle a besoin, cette section dispose, en dehors du capital social, des moyens suivants :

a) Emission d'obligations jusqu'à concurrence d'un chiffre égal au capital représenté par les actions.

b) Réescompte de son portefeuille à la Banque Nationale, même avec une seule signature en dehors de la sienne.

c) Enfin, l'emprunt sur le marché de toutes les sommes qui lui sont nécessaires.

Après avoir étudié, assez longuement du reste, l'organisation légale du Crédit foncier, suivant la loi de 1923, qui a remis en état de fonctionner une institution qui ne répondait plus aux nécessités des temps modernes, il nous reste à suivre son activité, depuis sa transformation jusqu'à nos jours.

§ 4. *L'activité du crédit foncier après sa transformation*

Au lendemain de sa transformation, le Crédit foncier a dû chercher à venir en aide aux propriétaires par tous les moyens dont il disposait. L'agriculture réclamait de gros capitaux d'exploitation, sans parler des investissements qui, de jour en jour, devenaient plus nécessaires. Ayant le droit (loi 1923) d'aider à la culture du sol par des crédits à long et à court terme, la société commença donc son activité sur ce double terrain.

I. — Pour subvenir d'urgence aux besoins de l'agriculture, le crédit foncier accorda, dès 1924, par émission de lettres foncières des emprunts pour une valeur totale de 294.570.500 lei. Ces emprunts sont répartis annuellement comme suit :

1924.....	26.636.000 lei;	valeur nominale
1925.....	133.600.506 lei,	» »
1926.....	134.346.006 lei;	» »

Vu l'étendue de notre domaine agricole et les immenses capitaux que réclamait la remise en marche de la culture du sol, ces opérations sont incontestablement minimes. On pourrait se demander alors, quelles sont les circonstances qui font que les prêts hypothécaires sont si négligés alors que le crédit est habituellement si cher et que l'agriculture réclame de si fortes sommes?

En première ligne, la cause principale est la baisse du cours des lettres foncières en bourse (14). Ceci fait que l'intérêt réel de l'emprunt s'élève à $14 \frac{1}{2} \%$. En effet, l'intérêt de 5% sur la valeur nominale revient, suivant la valeur de vente du titre, à près de 12% . De même les dépenses d'administration qui représentent 1% de la valeur nominale reviennent à $2,50 \%$ au cours réel. L'intérêt de $14 \frac{1}{2} \%$ paraît malgré tout minime, en comparaison du prix de l'argent sur le marché qui varie entre 25% et 40% . Seulement cet intérêt est quand même plus élevé que le taux de l'intérêt que perçoit le crédit foncier pour les prêts en numéraire.

Les propriétaires trouvent donc un avantage en empruntant en numéraire et cela est aussi une explication du discrédit dont sont frappés les prêts hypothécaires.

En second lieu, il y a la crainte d'une revalorisation de la devise nationale, qui empêche les propriétaires de contracter des emprunts à long terme. En dehors des emprunts fonciers ordinaires, qui généralement servent au propriétaire à se procurer le capital d'exploitation, la société a commencé en 1925 à financer des travaux d'amélioration agricole. Pour

(14) Ce n'est que grâce aux mesures prises par la société qui a bloqué ses obligations et n'a laissé paraître sur le marché que des tranches successives, qu'une baisse plus forte a pu être évitée.

cette année, le crédit foncier a avancé aux syndicats d'*Oltenitza-Surlari* et de *Surlari-Dorobantzu* une somme de 11.780.000 lei pour des travaux d'endiguement que ces syndicats avaient entrepris. La somme versée par le crédit foncier provenait des fonds disponibles ainsi que d'un emprunt sur nantissement contracté par la société à la Banque Nationale. En 1926, le crédit foncier a émis pour ces mêmes travaux des obligations type 7%, d'un montant total de 94.853.000 lei, que la Banque Nationale acheta au cours de 65 % en laissant à la société la faculté de les racheter au même prix.

II. En même temps que la section foncière poursuivait sa tâche suivant la tradition, la section bancaire du crédit foncier commença ses opérations en 1924. Cette section, véritable banque agricole, accorde seulement des prêts en numéraire. Pour se procurer l'argent nécessaire, elle dispose d'un certain nombre de capitaux, dont voici l'évolution durant ces dernières années.

	1924	1925	1926
	en lei	en lei	en lei
Capital social	47.804.000	62.714.600	73.083.200
Créditeurs	9.840.382	17.403.743	83.624.447
Réescompte à la B. N.	10.855.000	220.436.094	399.318.303
Total	69.499.382	300.555.237	556.025.950

Ces sommes représentent les capitaux liquides dont dispose la section bancaire. Les deux rubriques

les plus importantes sont : le capital social et le rées-compte à la Banque Nationale. Nous allons les étudier séparément :

1) Le capital social est formé en première ligne par l'apport social constitué en capital à la date de la transformation de la société (art. 3 loi 1923). Cette somme s'élevait alors à une valeur totale de 32 millions 886.000 lei. En outre, on lance dès le printemps de 1924 une émission de 100 millions lei, à valoir sur les 500 millions que prévoient les statuts. Cette émission se couvrit très difficilement à cause du manque de capitaux et de la pauvreté de la classe agricole. Elle se trouve au 31 décembre 1926 dans la situation suivante : capital souscrit 73.094.000 lei dont seulement 32.598.700 lei sont versés à la même date.

En dehors des souscriptions, le capital de la société se compose (art. 2 al. 11) des retenues en numéraire de 2 % sur les prêts accordés par elle. Pour les trois années d'exercice cette retenue représente une somme de 7.598.500 lei.

2) La deuxième rubrique intéressante du tableau précédent est le réescompte à la Banque Nationale. Des chiffres donnés il ressort une rapide augmentation de ces sommes.

Entre 1924 et 1926 le réescompte à la Banque Nationale s'élève rapidement de 10 à 400 millions. Il

arrive à représenter pour cette dernière année les 4/5 des capitaux dont dispose le crédit foncier. Cette situation peut paraître étrange. Elle est cependant la conséquence logique du manque de disponibilités qu'affecte le marché monétaire roumain.

Le capital particulier ne pouvant pas venir en aide à l'agriculture à cause des intérêts réduits qu'elle peut payer, l'institut d'émission est forcé, afin de maintenir cette industrie, d'ouvrir de larges rées-comptes aux institutions de crédit agricole.

Grâce aux fonds que le crédit foncier a pu se procurer, la valeur des crédits accordés à l'agriculture a été :

en 1924, de	62.888.884 lei
en 1925, de	305.251.798 lei
en 1926, de	541.200.870 lei

Quoique insuffisantes, ces sommes représentent un progrès réel et une aide de grande importance pour l'agriculture. Ces crédits ont été accordés, soit directement par le crédit foncier, aux grands propriétaires, soit par l'intermédiaire des Caisses départementales (15) — institutions de crédit à court terme, aidées par le crédit foncier — aux petits et moyens propriétaires.

(15) Voir pour leur étude chapitre II, p. II.

Les prêts faits directement aux propriétaires par le Crédit foncier portent un intérêt de 12 %. Les sommes avancées par cette institution aux Caisses départementales ne comportent qu'un intérêt de 8 %, avec la condition que ces institutions ne les prêtent à leur tour qu'à 12 % ou 14 %, suivant une limite fixée par le crédit foncier. — Depuis 1926, l'intérêt des prêts accordés aux propriétaires a été abaissé à 10 %, le crédit foncier continuant à encaisser toujours 12 %, les 2 % supplémentaires étant considérés comme souscription au capital social. En échange de la retenue de 2 % on distribue des actions nominatives.

En même temps qu'il subvient aux besoins de l'agriculture par le crédit à long et à court terme, le crédit foncier s'est tracé une politique agraire proprement dite. Après avoir commencé à subventionner les travaux d'amélioration et d'endiguement que nous avons vus, la société s'efforce de travailler à l'amélioration et à l'augmentation de la production agricole. C'est ainsi, qu'elle a favorisé la production du blé, moyennant des prêts en numéraire gagés sur les emblavures. En proportionnant les crédits aux surfaces ensemencées, le crédit foncier cherche à aider surtout à la culture du blé. Cette politique est bienvenue, car la culture du blé est, de nos jours, en manifeste décroissance.

Grâce à ces sortes d'emprunts, la société a gagé en 1924 une étendue de 16.828 ha de céréales dont

9.347 ha de blé. De même en 1925 les opérations d'emprunts sur gage d'emblavures ont porté sur 46.061 ha de céréales, dont 22.250 ha de blé.

Ce sont incontestablement de bons résultats qui deviendront sous peu, espérons-le, meilleurs. Seulement, pour encourager véritablement la culture du blé le crédit foncier devra élargir son champ d'activité et majorer la valeur des emprunts gagés sur les emblavures.

Poursuivant sa politique agricole, le crédit foncier institua en 1925 une société d'instruments agricoles où tout propriétaire peut, grâce aux crédits qui lui sont ouverts, acheter les outils dont il a besoin avec de grandes facilités de **payement**.

Quoique le crédit foncier ne recherche que l'avantage de ses clients — comme nous venons de le voir — cette institution a pu réaliser aussi des bénéfices grâce à la sécurité qu'offrent ses opérations. Ainsi il a donné à ses actionnaires un dividende de 15 % en 1925 et de 16 % en 1926. Ces sommes étant payées à des actionnaires, qui sont en même temps emprunteurs, réduisent dans une mesure plus ou moins grande le taux de l'intérêt des prêts consentis par le crédit foncier.

*
* *

Après avoir, par tous les moyens que nous ve-

nons de passer en revue, aidé à la culture par des crédits en numéraire, après avoir prêté par émission de lettres de gage et d'obligations des sommes qui, bien qu'insuffisantes, sont néanmoins appréciables pour les améliorations foncières, le crédit foncier a cherché à améliorer la situation financière de la majorité de ses clients, grands propriétaires, par des emprunts à virement.

Les grands propriétaires appauvris successivement par la guerre et la réforme agraire ont dû, pour réparer, au moins en partie, les dommages subis par leurs terres, emprunter les fonds dont ils avaient besoin aux banques commerciales. Celles-ci exigèrent des intérêts aux taux excessifs de 25 % à 40 %. Il fut dès lors impossible aux grands propriétaires non seulement de rembourser le capital, mais même de payer les arrérages. Voici comment s'exprime à ce sujet les intéressés eux-mêmes (16) :

« Aujourd'hui nous payons pour un emprunt d'un million garanti par une propriété de 100 ha, des intérêts qui varient entre 250 et 400.000 lei par an. Avec une rentabilité de 2.000 lei à l'hectare, nous sommes donc dans l'impossibilité de payer le moindre intérêt bancaire ».

(16) Voir le mémoire que les grands propriétaires adressèrent au gouverneur de la Banque Nationale. Compte rendu du crédit foncier pour 1926, p. 45.

Cette situation est grave, car elle menace de ruiner les grands propriétaires. Le crédit foncier ne peut pas remédier à cette situation en accordant des crédits à long terme.

En pleine crise de numéraire le marché roumain n'aurait jamais pu absorber les lettres de gage émises par la société à cet effet. On a donc dû chercher un autre moyen pour réduire les intérêts de la dette contractée par les propriétaires. A cet effet, en 1926 le crédit foncier demanda à la Banque Nationale de virer sur lui les dettes des propriétaires aux banques commerciales. Par cette opération le réescompte du crédit foncier à l'institut d'émission devait augmenter dans la mesure des virements faits, en même temps que seraient réduits, dans la même proportion, le réescompte des banques commerciales. Ce transfert des dettes aurait pour résultat immédiat de ramener à 10 % les intérêts à la charge des propriétaires. Outre cet avantage, le crédit foncier devait offrir à ses débiteurs la possibilité d'amortir le capital emprunté dans un intervalle de 5 à 10 ans. La combinaison était d'autant plus avantageuse, que les propriétaires pouvaient acquitter intégralement leur dette dans le délai prévu sans avoir pour cela à déboursier plus, de ce qu'ils payaient avant à leurs anciens prêteurs.

En effet, les arrérages des emprunts à virements y compris l'amortissement, devaient représenter

22,57 % si l'emprunt était remboursable en 6 ans, et 16,05 % si le délai était de 10 ans. Aussi, bien qu'ils remboursent en même temps le capital, les propriétaires donnaient moins chaque année au crédit foncier qu'ils ne payaient aux banques au seul titre des intérêts.

Pour toutes ces considérations, la demande du crédit foncier fut admise par la Banque Nationale et les opérations de virement furent soumises aux conditions suivantes :

1) Seuls les prêts consentis aux agriculteurs pour l'exploitation de leurs terres avant la date du 1^{er} août 1926, seront transférés au crédit foncier. Les emprunts contractés pour achats de terres sont exclus.

2) Le crédit foncier ne pourra recevoir des intérêts supérieurs à 12 %.

3) Le crédit foncier escomptera les traites des propriétaires à la Banque Nationale, pour un terme de 100 jours.

4) Une hypothèque sera prise sur les terres des propriétaires comme garantie de leurs dettes.

5) Le crédit est limité à 500 millions de lei jusqu'à la fin du mois de février 1927.

Mais à peine eût-on accordé des emprunts à virement pour une valeur de 98.543.000 lei que la Banque Nationale interrompit ces opérations. L'institut d'émission craignait que le réescompte de cer-

taines banques commerciales ne fût trop brusquement réduit, ce qui pourrait produire une grave crise de crédit dans le pays. Quoique l'opération d'emprunt par virement ne nécessitait pas de numéraire, elle impliquait pour rétablir l'équilibre entre les différentes institutions bancaires, une nouvelle émission, que la Banque Nationale ne pouvait pas faire (17).

Par le brusque arrêt des opérations de virement les propriétaires se trouvent dans une situation encore plus difficile, que par le passé, car les banques commerciales commencent à dénoncer leurs comptes. Afin d'attirer l'attention sur la gravité de leur situation les grands propriétaires ont adressé un mémoire au gouverneur de la Banque Nationale. Dans ce mémoire ils demandent la reprise des opérations de virement, car disent-ils « la clientèle agricole devient de plus en plus insolvable si on ne lui accorde des facilités de paiement » (18).

Les emprunts par virement sont une nécessité de premier ordre pour l'agriculture. La preuve est que le crédit foncier a reçu jusqu'en mars 1927 près de 700 demandes d'une valeur totale de 983.505.000 lei.

(17) La convention avec l'Etat de mai 1925, fixe un plafond d'émission rigide que la Banque Nationale ne peut dans aucun cas dépasser.

(18) Le mémoire des propriétaires. Compte rendu du crédit foncier pour 1926, p. 45 et suivantes.

Ce chiffre nous fait entrevoir l'importance que présentent ces opérations ainsi que la situation critique de la grande propriété.

La Banque Nationale, à notre avis, a l'obligation de reprendre ces opérations, dans la limite bien entendu de ses possibilités, même si elle devait à cet effet réduire dans une certaine mesure les crédits dont jouissent actuellement l'industrie et le commerce.

§ 5. Les institutions de crédit foncier des provinces annexées

Avant de continuer l'étude des institutions de crédit agricole en Roumanie, il nous semble nécessaire de passer en revue dans ce dernier paragraphe les institutions de crédit foncier qui fonctionnaient dans les différentes provinces, avant leur réunion à la Roumanie.

Cette étude ne présente plus qu'un intérêt historique car toutes ces institutions ont changé en même temps que leur nationalité, leur champ d'activité. Toutes celles qui n'ont pas été liquidées sont à l'heure actuelle des banques commerciales.

Les provinces reprises par la Roumanie après la guerre avaient appartenues à des pays différents. Il sera donc logique que l'organisation de leurs institutions de crédit foncier porte l'empreinte de la domination qu'elles ont subies. Cette considération nous

conduit à étudier séparément dans chaque province les institutions de crédit foncier, telles qu'elles fonctionnaient au jour de l'annexion.

I. *La Bessarabie*, province sous la domination Russe, ne pouvait avoir aucune institution propre. L'ancien régime ne tolérait que les institutions destinées à servir la politique agraire du gouvernement. Parmi ces institutions à caractère étatiste prononcé nous en trouvons seulement deux, ayant pour objet le crédit foncier. Elles fonctionnaient en Bessarabie comme succursale des banques russes.

a) C'est d'abord la banque paysanne — *Cristianski bank*. Cette institution avait le droit d'accorder des emprunts hypothécaires pour aider les paysans à acheter les terres des grands propriétaires. A cet effet elle émettait des obligations garanties par l'Etat. Avec le numéraire ainsi obtenu elle prêtait aux paysans les sommes nécessaires à l'achat des terres. La propriété acquise était hypothéquée au profit de la société, jusqu'à l'aquittement intégral du prix. De ce qui précède il résulte que cette institution est plutôt une institution de colonisation qu'une banque de crédit foncier proprement dite.

Le 1^{er} janvier 1919 était encore hypothéquée à la banque des paysans une surface de 223.040 disetines (19) pour une valeur de 38.527.429 roubles, ce

(19) La disetine est une mesure employée en Russie qui vaut environ 1,09 ha.

qui représente une dette moyenne de 173 roubles par disetine.

b) On trouve en second lieu la banque agraire pour les nobles — *Dvorenskibank*. Elle avait pour but d'accorder des prêts hypothécaires à long terme aux grands propriétaires, afin de les tirer des mains des usuriers. Ces emprunts sont accordés pour un terme qui variait entre 11 et 67 ans. Ils étaient contractés en obligations hypothécaires type 4 1/2 % et 5 %, que la société avait le droit d'émettre à cet effet.

En 1919 la valeur des emprunts accordés par la banque des nobles était de 59.029.000 roubles. Le prêt était garanti à la même date par des hypothèques grévant 722 terres d'une étendue de 455.818 disetines.

Après l'annexion et la réforme agraire, qui fut à cause des circonstances (20) beaucoup plus radicale dans cette province, ces deux institutions ne présentaient plus aucun intérêt économique. Leur liquidation s'imposait en outre par le fait qu'après l'annexion elles avaient entrepris une politique contraire aux intérêts nationaux roumains. C'est pour

(20) Le jour de l'occupation roumaine de la Bessarabie le mouvement bolcheviste avait déjà envahi cette province. Les paysans s'étaient installés sur les terres des grands propriétaires. Le législateur roumain a tenu compte de ces circonstances et le maximum laissé au propriétaire fut dans cette province de 100 ha.

toutes ces raisons qu'un « journal » du conseil des ministres (juillet 1921) décida de supprimer ces organismes d'origine et de sentiments moscovites.

II. *La Bucovine* dont l'Autriche s'était emparée en 1777 connut sous cette domination une activité économique des plus florissantes. Parmi les nombreuses institutions de crédit créées dans cette province, nous en trouvons un certain nombre qui remplissent parmi d'autres tâches, celle du crédit foncier.

a) La « Caisse d'épargne de Bucovine », institution bancaire proprement dite, fut la première qui dès 1875 fondait une section hypothécaire (*Pfandbriefanstalt*) qui eut le droit d'accorder des crédits à long terme par émission de lettres de gage. Cette section après avoir eu une grande activité sur le terrain des emprunts hypothécaires avant la guerre, ralentit ses opérations pendant les hostilités et n'est plus de nos jours qu'une banque commerciale proprement dite.

b) Une seconde institution qui a eu le droit d'accorder des emprunts hypothécaires à long terme par émission de lettres foncières fut fondée en 1882 sous la dénomination de « Société foncière de Bucovine ». — *Bukovinaer Bodencreditanstalt*. — En 1905 cette institution se transforma en institution financière privilégiée sous le nom de « La Banque du pays » — *Bucoviner Landesbank*. —

La banque du pays a un double caractère : c'est une institution de crédit foncier qui accorde des prêts à long terme remboursables par annuités, et une banque commerciale proprement dite. Comme banque privilégiée, la banque du pays était constituée sans capital social propre. Ses ressources provenaient des dépôts qu'elle faisait fructifier et de l'émission d'obligations spéciales — « obligations procuratrices de fonds » — qu'elle pouvait émettre jusqu'à concurrence de 10.000.000 de couronnes. En outre, elle pouvait encore émettre des lettres foncières pour une valeur égale aux emprunts hypothécaires accordés.

En ce qui concerne l'activité de cette institution, nous trouvons le 31 décembre 1913 la situation suivante :

Les Emprunts accordés atteignent un montant de 10.274.100 couronnes, garantis par des hypothèques portant sur 6.721 propriétés d'une étendue totale de 55.847 ha. Chaque hectare est ainsi grevé d'une dette moyenne d'environ 153 couronnes.

Il est à remarquer que la majorité des emprunts sont accordés à la petite propriété qui figure pour environ 9.825.800 couronnes, et 54.147 ha dans les totaux indiqués ci-dessus.

Après la guerre, lors de l'occupation roumaine cette banque ne pouvait plus fonctionner sur le ter-

ritoire roumain comme banque privilégiée. Sa modification était nécessaire. Le législateur roumain profita de cette circonstance pour fonder en Bucovine une institution bancaire nationale. A cet effet on décida par le décret loi n° 4.209 de 1919 de transformer la banque du pays en « Banque régionale de Cernautzi ». Suivant ce décret-loi, cette banque fut incorporée au ministère de l'agriculture et devint une filiale de la Caisse centrale de la coopération. La banque régionale reçut le double caractère de banque commerciale et d'institution hypothécaire. Voici ses principales attributions :

a) Servir de crédit foncier en accordant des emprunts hypothécaires à long terme par émission de lettres de gage.

b) Faire office d'institution de crédit commercial en pratiquant toutes sortes d'opérations de banque.

c) Servir de centrale et accorder des crédits aux banques populaires et coopératives de la Bucovine qui se mettront sous son contrôle.

d) Conduire les opérations foncières et techniques résultant des suites de la réforme agraire (art. 1 du décret loi).

Quant aux ressources mises à la disposition de la banque régionale, elles sont bien réduites, car cette institution est constituée comme par le passé sans capital social.

Les moyens par lesquels elle peut se procurer des fonds sont : l'émission de lettres foncières pour les emprunts hypothécaires ; les engagements qu'elle peut contracter à son compte tels que dépôts, crédits obtenus à d'autres banques, réescompte etc, pour toutes les autres opérations mises à sa charge.

Afin de pouvoir remplir toutes les attributions qui lui incombent, conformément au décret loi, la banque régionale s'est divisée en 5 sections : bancaire ; hypothécaire ; agraire ; des coopératives ; et des émissions.

Dès le début de son existence on se rendit compte que cette banque ne pourrait pas remplir toutes les tâches qu'elle avait assumées. Elle avait un champ d'activité trop vaste en comparaison des ressources dont elle disposait. Par suite elle ne pouvait pas donner l'attention nécessaire à aucune des branches d'opérations dont elle devait s'occuper. Des difficultés surgirent dès les premiers jours de son fonctionnement. C'est ce qui fit qu'elle dût renoncer aux différents buts qu'elle était appelée à remplir et se limita aux opérations qui résultaient de son caractère de banque commerciale.

Durant le peu de temps que cette institution a fonctionné sur les bases du décret-loi de 1919, elle n'usa pas de son privilège d'émettre des lettres de gage. En échange, elle n'accorda pas non plus des emprunts hypothécaires à long terme. Toute son ac-

tivité fut dirigée du côté des opérations concernant l'expropriation.

De ce qui précède, nous pouvons donc conclure que la Banque régionale créée avec de multiples buts, dont incontestablement celui d'aider l'agriculture était le principal, ne donna à cet égard aucun résultat appréciable.

III. *La Transylvanie*, province dépendant avant la guerre directement de la Hongrie, disposait d'une bonne organisation de crédit foncier. Cette organisation était due au fait que la Hongrie elle-même, pays agricole par excellence, avait établi une législation spéciale de crédit foncier par la loi n° XXXVI datant de 1876 (21). Cette loi fixe les règles générales et les principes essentiels de l'organisation du crédit foncier. Elle donne le droit d'émettre des lettres foncières, soit aux associations de propriétaires, soit aux sociétés anonymes constituées suivant le code de commerce et dont les statuts prévoient cette opération. Ces émissions ne pouvaient avoir lieu qu'en vue de prêts hypothécaires, ceux-ci ne devaient dépasser en aucun cas 50 % de la valeur de l'immeuble hypothéqué.

Pour garantir les émissions des lettres de gage,

(21) Les données relatives à la Transylvanie sont empruntées à M. Pascanu. « Le Crédit foncier dans les territoires roumains de la Hongrie ». Bucarest 1920.

la société devait se constituer un fonds de garantie spécial d'au moins 400.000 couronnes. Ce fonds, déclaré par la loi de 1876 incessible et insaisissable était administré à part. Il devait représenter à tout moment 5 % de la valeur totale des lettres foncières en circulation. La loi de 1876 permet aussi des émissions de lettres de gage pour des emprunts destinés aux améliorations foncières. Dans ce cas, les titres émis devaient porter un intérêt de 4 % au maximum. Le remboursement de l'emprunt devait être fait par annuités dans un délai de 30 ans et sans que l'annuité puisse dépasser 4,75 %. En outre, la loi prévoyait pour ces sortes d'emprunts une retenue de 10 % en lettres de gage, qui devait servir à la création d'un fonds de garantie spécial. Cette retenue devait être remboursée au moment du paiement intégral de la somme prêtée.

En vertu de la loi de 1876, on créa en Hongrie une multitude d'institutions de crédit foncier dont certaines ont poussé des ramifications jusqu'en Transylvanie (22). Mais, outre les succursales des banques de Budapest qui desservaient tout le pays et accom-

(22) Nous n'allons pas étudier les crédits fonciers fonctionnant en Transylvanie comme succursales des banques de Budapest car cela sortirait du cadre de cet ouvrage. Nous indiquons quand même, à titre de mémoire, les suivants : La Banque d'émission austro-hongroise ; l'institut de Crédit foncier des petits propriétaires ; Le Crédit foncier du royaume hongrois ; et la Banque Altruiste.

plisaient la politique agraire des gouvernements magyars, une activité foncière propre à la Transylvanie commença immédiatement après la loi de 1876. Elle avait un double but : a) créer les capitaux nécessaires à l'agriculture par l'émission de lettres de gage ; b) manifester la force économique de chaque nationalité habitant cette province, car les institutions foncières appartiennent comme toutes les autres organisations, d'ailleurs, à des entités nationales différentes.

Les principales institutions de crédit foncier, que les roumains ont trouvé lors de l'annexion de cette province, sont les suivantes :

1) La banque hongroise de crédit hypothécaire de la Transylvanie qui fut créée en 1881 avec un capital de 1.050.000 couronnes, dont 400.000 sont affectées au fonds de garantie de la loi de 1876. Cette banque accordait des emprunts hypothécaires à terme variable entre 20 et 50 ans. En 1916 elle avait des prêts hypothécaires pour une valeur de 5.865.945 couronnes.

2) La caisse d'épargne d'Arad fondée en 1888 avec le double but de servir comme institution foncière et comme banque commerciale, a fait surtout des prêts sur hypothèque. En 1916 cette institution en avait accordé pour une valeur de 5.872.325 couronnes et elle avait en circulation pour 5.591.200 couronnes, des lettres de gage.

3) La Caisse d'épargne de Timisoara créée en 1845 fut la seule institution de Transylvanie qui a bénéficié du droit d'émettre des lettres foncières avant la loi de 1876. En 1916 cette institution avait accordé des emprunts hypothécaires pour une valeur de 29.118.061 de couronnes. (Ses lettres de gage en circulation représentaient une valeur de 20.181.100 de couronnes).

4) La caisse départementale d'épargne d'Arad fondée en 1870 n'entreprit des opérations foncières qu'à partir de 1893. Elle présentait la particularité d'accorder des emprunts hypothécaires jusqu'à concurrence de la valeur réelle de l'immeuble donné en garantie. En 1916 les prêts consentis par cette institution s'élevaient à 5.152.161 de couronnes. Elle avait à la même date en circulation pour 4.238.200 couronnes, des lettres de gage.

5) L'institut de crédit foncier des caisses d'épargne de Medias fut fondé en 1904 par quatre banques sasses, type Raiffeisen, avec un capital de 3.500.000 de couronnes. Il faisait des opérations de crédit à long terme par émission de lettres de gage. Le montant total des émissions atteignait 12.175.138 de couronnes en 1916. A la même date la valeur des lettres foncières en circulation était de 9.921.000 de couronnes.

6) La Caisse d'épargne de Sibiu fonctionnait comme organe central de 183 banques coopératives

type Raiffeisen. Cette institution faisait aussi des opérations de crédit foncier dont la valeur s'élevait en 1916 à 91.956.954 couronnes. Les lettres foncières en circulation à la même date représentent une valeur de 91.049.300 couronnes.

7) Enfin nous pouvons encore citer parmi les institutions de crédit foncier, la banque « Albina » de Sibiu, institution roumaine fondée en 1872. Cette banque commença dès 1880 ses opérations foncières. Elle présentait la caractéristique de n'accorder des emprunts hypothécaires qu'à ses membres. En 1917 la valeur de ses prêts représentait 7.981.698 de couronnes ; la banque avait à la même date émis pour 7.875.500 de couronnes des lettres foncières.

Toutes les institutions que nous venons de passer en revue ont subi de grosses pertes en souscrivant pendant la guerre aux emprunts d'Etat. C'est ce qui fait qu'après la conclusion de la paix aucune de ces banques n'accordèrent plus des crédits hypothécaires par émission de lettres foncières ; elles limitèrent toute leur activité au rôle de banques commerciales. Cette considération d'un côté, la rupture des liens économiques entre la Transylvanie et la Hongrie d'un autre, portèrent le gouvernement roumain à créer une grande institution bancaire et foncière qui devait remplacer celles qui avaient fonctionné avant la guerre en Transylvanie.

C'est à cet effet que fut créée par le décret loi

n° 4.167 du 12 septembre 1919 la Banque Agraire de Cluj. Cette institution reçut un privilège et fut munie d'un capital de 50.000.000 de lei, dont la moitié versée à titre de dépôt permanent par l'Etat roumain. Conformément au décret-loi la banque agraire devait faire les opérations suivantes :

1) Effectuer pour le compte de l'Etat toutes les opérations résultant de la réforme agraire, telles que: payer des travaux, acquitter les arrérages, remettre les titres aux propriétaires, etc.

2) Subvenir aux besoins de l'agriculture par émission de lettres foncières.

3) Soutenir l'organisation coopérative de la Transylvanie, etc.

De cette énumération il résulte que la Banque Agraire avait un double caractère : d'une part elle était une institution foncière et d'autre part, elle servait à financer pour le compte de l'Etat les travaux d'expropriation. En fait, la Banque Agraire ne pouvait remplir aucune de ces deux fonctions. Pour l'Etat elle n'offrait aucun avantage, car celui-ci, en dehors du dépôt permanent, payait tous les services que la banque lui rendait. En ce qui concerne l'agriculture, elle n'a rien pu obtenir de cette institution qui était entièrement absorbée par le financement de l'expropriation. Pour toutes ces causes l'Etat retira en 1922 le dépôt de 25.000.000 de lei et il abrogea en même temps le privilège accordé à la banque

d'émettre des lettres foncières. Par ce fait la Banque Agraire devient une banque purement commerciale dont le nom seul rappelle sa destination première.

En ce qui concerne les institutions qui remplissaient avant la guerre en Transylvanie le rôle de crédit foncier, elles auraient pu jusqu'en 1923 émettre des lettres foncières suivant la loi hongroise de 1878. Depuis 1923, ces institutions ont perdu ce privilège et doivent s'organiser conformément à la loi roumaine afin de pouvoir continuer leur activité foncière (23).

(23) Jusqu'à présent, aucune des institutions que nous avons étudiées n'a adopté les dispositions de la loi du 22 juin 1923. De même, aucune nouvelle banque foncière n'a été fondée dans les provinces annexées.

CHAPITRE II

Le crédit d'exploitation de la grande propriété et de la propriété moyenne

En dehors des crédits en numéraire sur gage qu'ouvre le Crédit foncier à l'agriculture roumaine, la grande et la moyenne propriété disposent encore de deux institutions spéciales de crédit d'exploitation (1). Ces institutions, qui diffèrent profondément quant à leur organisation et à leur origine, sont les suivantes :

a) Les Caisses départementales d'emprunt sur gage, institutions étatiques fondées en 1915 pour subvenir aux besoins de crédits de la grande propriété.

b) Les Caisses départementales de crédits pour les agriculteurs, institutions bancaires créées après la guerre grâce à l'appui et la propagande du Crédit

(1) Les grands propriétaires avaient fondé en 1894, pour subvenir à leurs besoins de capitaux d'exploitation, la Banque Agricole avec un capital de 7.938.125 lei. Cette institution ayant été attirée vers des spéculations de céréales, négligea son but et ne donna pas les résultats espérés.

foncier. Elles subviennent aux besoins de crédits de la grande et de la moyenne propriété.

§ 1. — *Les Caisses départementales d'emprunt sur gage*

Afin de subvenir aux besoins exceptionnels de crédit des agriculteurs et des industriels la loi du 10 Mars 1915 institua dans chaque département une caisse d'emprunt sur gage sous la dénomination de « Caisses d'emprunt pour les agriculteurs et les industriels ».

Ces institutions avaient pour but de maintenir, au moyen des crédits accordés, la production agricole et industrielle du pays, qui périlait par suite de la mévente, conséquence de la fermeture des débouchés roumains du fait de la guerre européenne. Avec un tel but les caisses d'emprunt sur gage ne pouvaient être que des institutions temporaires. Leur durée était limitée (loi 1915) au retour de la paix. A partir de cette date devaient commencer les opérations de liquidation. Ce n'est qu'à cause des perturbations économiques qui suivirent la réforme agraire, et pour pallier à la crise agricole qu'une loi de 1922 prolongea leur existence indéfiniment. Ces institutions ont conservé aujourd'hui encore leur caractère primitif, car elles ne peuvent accorder sui-

vant la loi (1922) que des emprunts nécessaires au maintien de la production agricole. En conséquence elles ne peuvent prêter pour la création d'une entreprise agricole nouvelle ni même pour l'extension d'une entreprise existante.

Les caisses d'emprunt sur gage fonctionnent sous le contrôle du ministère des finances par l'intermédiaire d'un comité central et d'un comité départemental.

a) Le comité départemental administre les caisses. Il se compose : de l'administrateur financier, de l'inspecteur agricole, du directeur de la succursale de la Banque Nationale, ainsi que d'un agriculteur ou d'un industriel du district.

Ce comité vérifie les demandes d'emprunts, contrôle si leur but est conforme à la loi et fait l'expertise des marchandises offertes en gage. Après avoir accordé l'emprunt, ce même comité est obligé de contrôler l'emploi qui en est fait. Toute décision prise par lui doit être motivée et adoptée par la majorité des membres qui le composent. En cas de divergence d'opinions, la caisse départementale doit soumettre la question au comité central qui décidera souverainement.

b) Le comité central siège au ministère des finances. Il sert de centrale des caisses départementales. Le Comité central est composé par : le gouver-

neur ou un délégué de la Banque Nationale ; le directeur ou un délégué du Crédit foncier ; et un agriculteur ou un industriel nommé par le ministre des finances. Ce comité a les attributions suivantes :

1) Contrôler les opérations des caisses d'emprunt sur gage et prendre les mesures nécessaires en cas d'abus.

2) Indiquer les effets qu'on peut mettre en gage ; établir leur valeur et limiter le montant de l'emprunt qu'on peut accorder sur eux.

3) Décider, en cas de divergence entre les membres du comité départemental.

Ainsi constituées, les caisses d'emprunt sur gage peuvent accorder des prêts à terme fixe, ne dépassant pas six mois et garantis par un gage d'une valeur d'au moins 3.000 lei (2).

Le gage peut être constitué par les objets suivants :

a) Les produits agricoles déposés soit dans les magasins généraux soit dans l'exploitation elle-même, à condition d'appartenir au producteur. Les sommes prêtées sur de tels produits ne peuvent dépasser

(2) En ce qui concerne les emprunts sur gage de moins de 3.000 lei, ces opérations pourront être faites aux conditions de la loi de 1915 par les banques populaires qui travaillent avec la Caisse centrale. Cette institution procurera les sommes nécessaires à ces opérations au moyen de son capital social, ou des emprunts qu'elle contracte à cet effet.

60 % de la valeur estimative fixée par le comité central. Si les produits sont exposés à de fortes variations de prix ou à une importante dépréciation, l'emprunt ne pourra être accordé qu'avec la garantie d'un tiers notoirement solvable ou bien avec d'autres garanties subsidiaires.

b) Des céréales non récoltées, ainsi que toute autre matière première en cours de fabrication, à condition que la valeur de l'exploitation toute entière garantisse la somme empruntée. Pour ces prêts, les caisses peuvent prendre aussi des garanties supplémentaires, telles qu'inscriptions hypothécaires, cession de créance, nantissement, etc. En tout cas l'emprunt accordé ne peut dépasser 50 % de la valeur estimée des objets gagés.

c) Les caisses d'emprunt sur gage peuvent enfin accorder des prêts sur les effets suivants : 1° Rentes d'Etat ; 2° Lettres foncières ; 3° Obligations communales et départementales ; 4° Tout autre titre accepté en garantie par l'Etat ainsi que les actions des banques et sociétés que le comité central estime d'une valeur absolument sûre.

En ce qui concerne les objets et marchandises mises en gage, la loi de 1915, art. 11, les déclare, par dérogation à l'art. 1685 du Code civil, « valablement constituées par le seul effet de la convention, à partir de la date du visa du contrat sans qu'ils soient retirés

des mains du débiteur ». Le débiteur auquel est laissée la garde du gage commettra en cas de vente le délit d'abus de confiance.

Pour contracter un emprunt sur gage, le solliciteur devra remplir de nombreuses formalités. Il commence par adresser à la caisse une demande motivée, en indiquant le but de l'emprunt. Le comité départemental apprécie si la nécessité du prêt est fondée, si l'emprunt correspond au but indiqué et enfin s'il n'est pas contraire aux lois et aux règlements. Dans un délai maximum de 5 jours le comité départemental procède à une expertise sur place et estime la valeur du gage proposé.

Le demandeur doit justifier de la propriété des marchandises et transférer la police d'assurance en faveur de la caisse. Une fois l'emprunt accordé, le contrat qui constate la somme prêtée et les biens donnés en gage doit être visé par l'administrateur financier. Pendant toute la durée du prêt, la caisse délègue une personne avec la mission de surveiller l'emploi qui en est fait et d'en faire mensuellement un rapport au comité. Si l'emploi est contraire à la déclaration faite par la demande d'emprunt, le comité départemental doit en référer au comité central. Dans ce cas, le prêt devient immédiatement exigible et il peut être recouvré sans aucune sommation.

Le versement des fonds prêtés a lieu de la manière suivante : La caisse remet en paiement, soit un warrant, en cas d'emprunt sur céréales ; soit un bon d'emprunt pour les prêts sur gage d'emblavures ; soit un mandat de paiement en cas d'emprunt sur effets. Tous ces titres, à l'exception des bons d'emprunt, qui devront être visés par le comité central, sont payables à la Caisse indiquée sans aucune autre formalité. L'intérêt des emprunts contractés à ces institutions est de 5 % pour les prêts sur gage de céréales, et de 6 % pour tous les autres prêts (3).

N'ayant pas de capital social propre, les caisses d'emprunt sur gage sont autorisées à se procurer les fonds nécessaires à leurs opérations, par des emprunts garantis par l'Etat et émis par l'intermédiaire du ministère des finances auprès de n'importe quelle institution bancaire (art. 14).

En réalité on n'emprunte qu'à la Banque Nationale qui, seule, peut prêter dans des conditions permettant aux caisses de se contenter à leur tour d'un intérêt minime.

Par la loi de 1915, les caisses de gage ont été autorisées à emprunter jusqu'à concurrence de 100 millions de lei. La loi de 1922 a fixé cette limite à 300 millions de lei.

(3) La loi de 1915 fixait l'intérêt respectivement à 6 % et 7 %.

Depuis la promulgation de la loi de 1915 et jusqu'en 1916, il a été constitué 33 caisses d'emprunt sur gage qui dans cette période ont accordé des crédits à l'agriculture pour environ 50.000.000 lei or.

Après la guerre ces institutions ont étendu leur sphère d'activité aux provinces annexées. A cet effet, il a été fondé 15 nouvelles caisses dont 14 en Bessarabie et 11 en Transylvanie.

En 1926, les 48 caisses d'emprunt sur gages existantes avaient alloué pour 139.438.821 lei des crédits, répartis comme suit par provinces :

Ancien Royaume	97.681.021 lei
Bessarabie	23.431.759 lei
Transylvanie	18.326.041 lei

En comparant l'activité des caisses d'emprunts sur gage, avant et après la guerre, nous ne pouvons pas ne pas remarquer la diminution sensible des opérations de ces institutions. Ce ralentissement serait-il dû au fait que l'agriculture n'a pas besoin de crédits ? Nous ne le croyons pas. A notre avis ces caisses qui furent créées pour des nécessités temporaires ne correspondent pas aux besoins présents de l'agriculture. Elles ne sont pas viables, étant trop imprégnées de l'esprit bureaucratique qui existe dans toute institution d'Etat. En outre leurs dirigeants, fonctionnaires de carrière, ne comprennent le plus souvent rien aux nécessités de l'agriculture. Le résultat

de cet état de choses est que l'agriculture ne retire pas le profit désirable, comme on serait tenté de le croire à première vue, de ces institutions qui doivent avoir pour but principal de prêter le capital que réclame l'exploitation du sol.

§ 2. *Les Caisses de Crédit pour les Agriculteurs*

Les Caisses de crédit pour les agriculteurs sont des institutions de date récente car elles ne fonctionnent que depuis 1924. Ce sont néanmoins des organisations fondamentales du crédit agricole roumain.

L'idée de créer les caisses des agriculteurs est due à l'avant-projet sur « les sociétés civiles de crédit foncier et sur les sociétés commerciales de crédit agricole », que le Crédit foncier présenta en 1923 au parlement. Quoique les dispositions relatives aux sociétés commerciales de crédit agricole n'aient pas été adoptées par le législateur, le Crédit foncier poursuivant son idée première, commença dès 1924 une propagande intensive pour la création dans chaque département d'une caisse pour les agriculteurs. Ces institutions constituées sous forme de sociétés anonymes sont autonomes et fonctionnent conformément aux dispositions du code de commerce. Le Crédit foncier préfère, au lieu d'avoir des succursales comme il a le droit, aider ces institutions parce qu'en le faisant, il stimule l'initiative locale et peut plus

aisément canaliser le numéraire disponible des différentes régions du pays (4). Les caisses des agriculteurs dont le but est d'accorder des prêts à court terme en numéraire, présentent en outre l'avantage de décentraliser les opérations bancaires du Crédit foncier. Si telle est la relation de ces institutions avec le Crédit foncier on pourrait, à juste raison, se demander pourquoi nous n'avons pas placé leur étude dans le chapitre relatif au Crédit foncier? A notre avis cela serait une erreur, car bien que créé grâce à son initiative et aidée par lui, ces institutions demeurent autonomes et gardent une organisation et une administration distincte. En dehors de leur politique agricole, qui est la même que celle du Crédit foncier, ces institutions n'ont d'autres relations avec lui que des relations purement bancaires. — Le crédit foncier ne leur sert que de moniteur bénévole et non pas de centrale. Il leur donne bien des directives mais il n'a aucun droit de contrôle sur leurs opérations, leur activité et leur administration.

Afin de pouvoir bénéficier des avantages de réescompte que le Crédit foncier offre aux caisses des agriculteurs — avantages que nous verrons par la suite — ces institutions doivent adopter des statuts type semblables aux statuts du Crédit foncier. Dans

(4) C. Bratiano « Le crédit agricole », article paru dans la « Démocratie », N° 3 de 1927, p. 15.

ces statuts type, il est mentionné que les caisses de crédit pour les agriculteurs ont pour but de faciliter la culture du sol et l'industrialisation et la commercialisation de ses produits.

A cet effet ces institutions peuvent faire, inais seulement avec leurs actionnaires, avec les membres du crédit foncier ainsi qu'avec les sociétés agricoles, les opérations suivantes :

1) Accorder des emprunts hypothécaires sur les immeubles ruraux.

2) Financer les entreprises pour l'exploitation du sol ainsi que pour l'industrialisation et la commercialisation de ses produits.

3) Créer des magasins pour les produits du sol et leurs dérivés.

4) Effectuer des emprunts sur gage en récolte, en produits du sol et en bétail.

5) Faire des opérations de banque.

6) Effectuer des opérations d'assurance.

7) Créer ou participer à la constitution de sociétés d'instruments agricoles.

Afin de se procurer les fonds nécessaires à ces multiples buts les caisses d'emprunt pour les agriculteurs peuvent : a) faire des émissions de capital qui ne pourront être souscrites que par les agriculteurs, des actions nominatives seront délivrées en échange ; b) contracter des emprunts ; c) réescompter leur por-

tefeuille : d) émettre des obligations. En fait, depuis leur constitution ces institutions n'ont travaillé, en dehors de leur capital social, que grâce au réescompte que leur accorde la Banque Nationale et le Crédit foncier.

Le nombre des caisses des agriculteurs a rapidement augmenté. En 1925 il était de 28, en 1926 de 38. Le mouvement ne se manifeste pas seulement par le nombre des institutions constituées, mais aussi par une progression rapide du capital social versé :

Ainsi pour cette période nous trouvons la situation suivante :

	En lei		En lei
1925..	Capital souscrit 116.000.000.	Capital versé	33.358.486
1926..	» , » 173.983.000.	» »	67.219.824

Ces chiffres représentent, à vrai dire peu de chose vu l'importance que devraient avoir ces institutions. Mais, tout bien pesé c'est quand même un succès, car aucune entreprise bancaire offrant des perspectives de gain aussi limitées n'aurait pu résister et progresser dans une période de crise monétaire aussi aiguë.

En ce qui concerne les autres fonds dont disposent les caisses des agriculteurs ils proviennent ainsi que nous l'avons remarqué déjà, des crédits que leur ouvre par la voie du réescompte la Banque Nationale

et le Crédit foncier. — Voici comment se présentent ces fonds.

	Crédits à la B.N.	Crédits au crédit foncier
1925	89.650.000 lei	18.937.036 lei
1926	126.250.000 lei	81.779.837 lei

La Banque Nationale prête à ces institutions dans les conditions ordinaires du réescompte en leur avançant environ deux fois le capital social. Quant au Crédit foncier il leur avance les sommes ci-dessus en réescomptant leur portefeuille. Les crédits accordés par le crédit foncier portent un intérêt de 8 % à condition que les Caisses des agriculteurs prennent à leur tour un intérêt variant entre 12 % et 14 % libre de toute commission (5).

Le capital social ainsi que les différentes sommes provenant du réescompte ont été employés par les caisses des agriculteurs à accorder des crédits aux cultivateurs.

Ainsi en 1925 ces crédits représentent 141.295.522 lei ; en 1926 les sommes prêtées atteignent 275 millions 249.661 lei. Il est incontestable que ce secours financier a beaucoup aidé l'agriculture. Mais, vu les immenses besoins qu'elle ressent l'apport fourni nous paraît tout de même minime.

(5) Le crédit foncier limite, d'après les règles ci-dessous, l'intérêt que peuvent prendre les caisses :

14 %	si elles ont un placement jusqu'à 3.000.000 lei.
13 %	» » » de 3 à 6.000.000 »
12 %	» » » supérieur à 6.000.000 »

En ce qui concerne les fonds dont disposent les caisses des agriculteurs nous devons remarquer que durant les deux années de leur activité elles ont fait surtout appel aux crédits ouverts par la Banque Nationale.

En effet, bien que ces institutions ont pour but de canaliser les disponibilités de numéraire en faveur de l'agriculture, elles ne sont arrivées à avoir que des dépôts insignifiants. C'est un grave défaut qui prive les caisses de fonds qui leur seraient utiles.

Durant leur courte activité les caisses des agriculteurs ont accordé surtout des prêts sur emblavures et des emprunts sur gage de récolte. Ce sont d'ailleurs les seules opérations qui pour le moment du moins puissent être profitables à l'agriculture, car elles permettent au cultivateur de travailler sa terre.

Le Crédit foncier s'occupe de très près et donne régulièrement des directives aux caisses des agriculteurs. C'est ainsi qu'à la réunion générale (8 jul. 1926) des représentants des caisses de crédit des agriculteurs le directeur du crédit foncier traça la politique à suivre par ces institutions (6). Elles devraient, disait-il, tâcher de venir en aide à l'agriculture par tous les moyens possibles. A cet effet, il leur conseillait, outre la majoration du capital social, nécessité

(6) Voir compte rendu du Crédit foncier pour 1926, texte roumain, p. 43 et suivantes.

de première importance, de parer à l'insuffisance des fonds se trouvant à leur disposition par les moyens suivants :

a) Donner un roulement rapide aux fonds dont elles disposent afin de satisfaire le plus de sollicitants possibles.

b) Eviter, aussi souvent que faire se peut, les paiements en numéraire en accordant, chaque fois que les circonstances le permettent, des prêts par déplacement de crédit. Le numéraire ne doit en principe servir qu'à accorder, soit des prêts en vue de l'exploitation aux grands propriétaires, soit des prêts pour achat de bétail et de semences aux paysans. En aucun cas on n'accordera des crédits pour achats de terres.

c) Contrôler l'emploi des sommes empruntées ;

d) Faciliter à tout prix l'achat de machines afin d'améliorer par ce moyen la culture du sol ;

e) Accorder des crédits surtout au moment des récoltes, afin que les propriétaires ne soient pas forcés de vendre à vil prix leurs produits.

Tout compte fait et sans approfondir les directives que leur a données le Crédit foncier nous pouvons conclure par l'affirmation que les caisses des agriculteurs ont donné des résultats assez satisfaisants durant leur courte durée.

A la fin de cette étude sur l'organisation et l'activité de ces caisses une comparaison s'impose entre

elles et les caisses agricoles qui furent créées en France par la loi du 4 novembre 1894. A notre sens, les caisses des agriculteurs présentent une ressemblance manifeste avec les caisses locales françaises. Constituées, toujours grâce aux efforts des agriculteurs, ayant le même objet, d'aider et de subvenir aux besoins de capitaux des cultivateurs, pourvues d'une organisation à peu près identique, ces institutions ne diffèrent que par des dispositions secondaires.. Ainsi les Caisses françaises ne peuvent former leur capital social qu'au moyen de parts souscrites par les sociétaires, tandis que les Caisses roumaines forment leur capital social grâce à la souscription, seulement par les agriculteurs, d'actions nominatives. Cette différence peut paraître au premier abord considérable mais en fait elle ne l'est pas, car les actions nominatives peuvent présenter les mêmes avantages que les parts sociales. Une autre différence consiste dans le fait que les Caisses françaises peuvent jouir d'avances spéciales de l'Etat, tandis que les caisses des agriculteurs ne disposent pas de cette ressource.

Quoiqu'il en soit, ces deux différences ne sont pas si grandes, pour qu'il nous soit interdit d'espérer pour les caisses roumaines une réussite aussi complète que celle obtenue par les caisses françaises.

CHAPITRE III

LE CRÉDIT D'EXPLOITATION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

§ 1. — *La tentative étatiste d'organisation du crédit populaire*

Longtemps avant que l'expropriation ait fait de la majorité des paysans des petits propriétaires, la question du crédit d'exploitation pour la petite propriété s'était posée en Roumanie. Par la force des choses, plus le paysan est pauvre et ignorant, plus il est sujet à l'usure. C'est ce qui fit qu'on reconnut dès 1880 la nécessité de lui donner des crédits pour le tirer des mains des usuriers. On posa alors pour la première fois la question de la création d'institutions ayant pour but d'aider financièrement la petite propriété. Seulement étant donnée la situation du paysan roumain, on se trouva très embarrassé sur le point de savoir sur quelles bases on devait organiser ces institutions. Les uns voulaient des institutions privées; d'autres des institutions d'Etat. La pre-

mière solution présentait l'avantage d'être plus flexible, moins formaliste et de s'adapter mieux aux besoins de la classe rurale. Par contre, elle présentait l'inconvénient capital de ne pas correspondre avec le degré d'instruction de nos paysans. On jugea donc bien plus avantageux de laisser à l'Etat le soin de créer des institutions de crédit pour les paysans. A la condition même d'être transitoire cette solution répondait mieux à l'état de choses existant alors dans notre pays.

Nous commencerons donc l'étude du crédit d'exploitation de la petite propriété en analysant d'abord les institutions créées par l'Etat. Cette étude ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt historique car ces institutions ont été remplacées depuis 1907 par les banques populaires, institutions à base coopérative.

Le crédit d'exploitation de la propriété paysanne tel qu'il fut organisé par l'Etat, revêt deux formes différentes : « Les caisses de crédit agricole », institution d'Etat avec participation du capital particulier, et « Le Crédit agricole », institution d'Etat pure.

I — Les caisses de crédit agricole

Afin de subvenir aux besoins de capitaux de la petite propriété et comme conséquence de la propagande qui fut menée à cet effet, la loi du 8 juin 1881

décida la constitution dans chaque département d'une Caisse de crédit agricole indépendante.

A la base de ces institutions nous trouvons un compromis entre le principe d'institution d'Etat et le principe de l'institution privée. En effet, la loi de 1881 dispose en ce qui concerne leur capital social qu'il pourra être souscrit par l'Etat et les particuliers.

Pour chacune de ces caisses le capital variera entre 150.000 et 450.000 lei suivant la décision du gouvernement. Ce capital devra être divisé en actions nominatives de 100 lei, qui ne pourront être achetées que par les agriculteurs (1). En attendant la souscription des particuliers, l'Etat s'engage à verser les 2/3 et les départements un tiers du capital nécessaire à la constitution des caisses. Les parts de l'Etat et des départements devaient être réduites au fur et à mesure des souscriptions particulières. Cette solution était bonne mais elle ne réussit pas, car des 32 caisses qui furent fondées, une seule (à Jassy) fut constituée par le capital particulier, les autres restèrent à la charge presque exclusive de l'Etat et des départements.

Le capital social de ces 32 caisses, en valeur totale de 10.585.000 lei, est formé comme suit :

(1) Voir Slavescu « L'organisation du crédit agricole », article paru dans le « Buletinul Institutului economic românesc ». Bucarest 1925.

Capital versé par l'Etat	6.929.319,25 lei
Capital versé par les départements	2.325.180,75 lei
Capital versé par les particuliers . .	1.330.500. » lei

Total 10.585.000. » lei

Suivant la loi de 1881 les caisses de crédit agricole pouvaient faire les opérations suivantes :

1) Escompter et négocier les effets des agriculteurs et industriels.

2) Prêter sur des gages constitués en produits et instruments agricoles. Le gage restera en dépôt chez le débiteur qui est passible en cas de vente des peines du délit d'abus de confiance.

3) Recevoir en dépôt ou en compte courant les économies des agriculteurs.

4) Faire des avances sur titres d'Etat.

Afin de pouvoir accomplir toutes ces opérations, les Caisses de crédit agricole disposent en dehors de leur capital social d'un réescompte à la Banque Nationale. Ce crédit peut leur être accordé jusqu'à concurrence des $\frac{2}{3}$ du capital social avec un intérêt de 4 % (soit 2 % sous le taux officiel du réescompte).

Les caisses ne peuvent prêter que pour un délai maximum de 9 mois avec un intérêt qui ne peut pas dépasser 7 %, sauf si le taux de l'escompte est supérieur à ce chiffre.

L'administration de ces institutions est confiée à

un directeur élu par l'assemblée générale pour une période de 5 ans. Celui-ci est contrôlé dans sa gestion par un commissaire nommé par le gouvernement. En outre le ministre des finances a le droit de contrôler à toute époque les opérations de ces institutions.

Organisées comme nous venons de le voir les caisses de crédit agricole, dont la loi fixait la durée à 20 ans, ne purent fonctionner sous cette forme que jusqu'en 1892, date à laquelle on les transforma afin de remédier aux nombreux inconvénients que présentait leur organisation.

Pendant la période de 1882 à 1892 ces institutions ont accordé des emprunts qui remontent à une valeur totale de 358.528.158 lei répartis annuellement comme suit :

1882.....	2.025.843 lei	1887.....	45.694.916 lei
1883.....	15.005.994 »	1888.....	40.975.043 »
1884.....	33.788.777 »	1889.....	34.532.089 »
1885.....	36.860.032 »	1890.....	34.063.711 »
1886.....	51.066.891 »	1892.....	30.045.078 »

Suivant les données ci-dessus qui indiquent la valeur des prêts consentis on serait tenté de croire que ces institutions ont répondu aux espérances qu'on avait mises en elles. Mais leur but ne fut pas atteint, car la majorité des prêts vont aux grands propriétaires au lieu d'aller aux paysans. Cette situation est due à la faute du législateur qui n'avait pas limité le montant des prêts qu'on pouvait accorder.

En dehors du capital social dont nous avons étu-

dié la composition, les caisses de crédit agricole pouvaient encore se procurer les sommes nécessaires à leurs opérations, soit par la voie du réescompte à la Banque Nationale, soit en recevant en dépôt les économies de leurs clients.

Ces deux ressources ont évolué comme suit de 1882 à 1892.

Année	Dépôts	Effets négociés à la B.N.
1882.....		322,780 lei
1883.....	47.242 lei	8.565.351 »
1885.....	136.001 »	50.667.710 »
1887.....	412.917 »	61.027.112 »
1889.....	674.117 »	53.512.882 »
1890.....	1.077.150 »	56.119.418 »
1891.....	2.538.203 »	60.569.645 »

Nous trouvons ainsi pour les dépôts des sommes tout à fait insuffisantes, ce qui est dû sans contredit au défaut d'instruction ainsi qu'au manque de confiance du paysan roumain. L'augmentation des dépôts dans les dernières années envisagées dans notre tableau dénote clairement la possibilité d'éduquer le paysan dans cette direction.

Quant à la deuxième rubrique du tableau ci-dessus qui nous donne la valeur des effets réescomptés annuellement à la Banque Nationale elle nous révèle une progression rapide de ces opérations. Il nous faut donc conclure que les caisses de crédit agricole sont des institutions factices. Elles sont à la charge de l'Etat quant au capital social et à la charge de l'ins-

titut d'émission quant à la majorité des fonds de roulement dont elles disposent. Il suit de tout cela que les caisses de crédit agricole n'ont pas répondu aux intentions du législateur à plusieurs points de vue.

1) Le capital particulier n'a pas remplacé l'apport de l'Etat et des départements.

2) Les fonds dont disposent ces institutions proviennent surtout du réescompte, les capitaux propres ne représentant qu'une valeur minime.

3) Enfin, les opérations même de ces institutions ne correspondent pas au but que leur avait donné le législateur, car au lieu de venir en aide aux petits cultivateurs ces institutions accordèrent des prêts surtout aux grands propriétaires. En dehors de ces défauts le manque de confiance et surtout le défaut d'un organe central de contrôle condamnèrent irrévocablement les caisses de crédit agricole (2).

Le principe de l'institution d'Etat avec participation du capital particulier a montré son inaptitude à s'adapter à la situation économique de la Roumanie. Pour ne pas laisser la petite exploitation dépourvue du crédit dont elle avait absolument be-

(2) On peut citer aussi d'autres défauts de ces institutions, dont voilà les principaux : 1) L'éloignement des caisses (une par département, rend tout contact avec le paysan impossible ; 2) La trop courte durée du prêt ; et 3) enfin la cherté du prêt qui, tout compte fait, revenait à 20 %. Voir dans ce sens Macavei. » *Le crédit agricole et le crédit foncier en Roumanie* », p. 149, Thèse Paris 1910.

soin, le législateur remplaça les caisses de crédit agricole par l'institution du « Crédit agricole » objet de la loi du 2 juin 1892.

II. — *Le Crédit Agricole*

Le crédit agricole était une institution étatiste centrale fonctionnant auprès du ministère des finances et ayant comme succursales les caisses de crédit agricole existantes.

Cette institution se compose de deux sections :

a) Une première section, ayant un capital de 20 millions de lei mis à sa disposition par l'Etat et qui fut d'abord couvert, par l'allocation du capital dont disposaient les caisses de crédit agricole. Cette section avait pour but de prêter aux cultivateurs les sommes nécessaires à la culture du sol.

b) Une seconde section, disposait d'un compte courant de 3.000.000 lei à la Banque Nationale (art. 4, loi 1892). Elle avait comme attribution de prêter aux paysans les sommes nécessaires à leurs installations sur les terres que l'Etat leur vendait conformément à l'art. 3 de la loi du 7 avril 1889 (3).

En dehors du capital de 20.000.000 lei dont dis-

(3) La loi du 7 avril 1889 prévoit la vente des biens de l'Etat et le rachat des embatics.

posait le crédit agricole, l'art. 41 (loi 1892) décide, qu'avec l'autorisation du ministre des finances cette institution pouvait se faire ouvrir un crédit en compte courant jusqu'à la concurrence de 3 millions lei, de préférence à la Banque Nationale. Ce crédit, ainsi que celui de 3 millions lei, prévu pour la deuxième section du crédit agricole, étaient garantis par l'endossement du portefeuille de l'institution. Toutes les valeurs endossées par le crédit agricole étaient considérées comme valeurs garanties par l'Etat (art. 41).

Des bénéfices du Crédit agricole 10 % étaient apportés à la création d'un fonds de prévoyance. Ce versement devait cesser au moment où ce fonds représenterait 25 % du capital de fondation. Le reste des bénéfices devaient être versé au compte du trésor.

L'administration du crédit agricole était donnée à un directeur général nommé par le ministre des finances. Il était responsable de la marche des opérations. Tout le personnel était formé de fonctionnaires publics dépendants toujours du ministère des finances. Chaque succursale était pourvue d'un directeur surveillé par des inspecteurs financiers. Lors de la loi du 1^{er} Août 1893 (4) on supprima les directeurs des succursales et on donna leurs attributions

(4) La loi du 1^{er} août 1893 porte sur l'organisation des administrations financières.

tions aux administrateurs financiers. De même on remplaça les inspecteurs des succursales par des contrôleurs fiscaux. Ce fut une faute, car ces contrô-

ne pouvaient pas vérifier le point le plus important du fonctionnement de cette institution : l'existence des gages. Pour remédier à ce défaut on rétablit par la loi du 4 mars 1906 l'ancien système.

Afin de venir en aide aux petits cultivateurs le crédit agricole pouvait faire les opérations suivantes :

1) Prêter sur gage consistant en bétail, produits et instruments agricoles.

2) Avancer aux paysans les sommes nécessaires l'achat de bétail, semences, machines, etc... Les sommes prêtées de cette manière devaient être garanties solidairement par deux habitants solvables de la même commune que le débiteur. L'objet acheté était considéré comme constituant un gage à l'instant même de l'achat.

3) Recevoir en dépôts les économies des paysans.

4) Faire à la place et au lieu de la Banque Nationale les opérations que cette institution lui confiait là où elle n'avait pas de succursales.

5) Accorder des emprunts jusqu'à 700 lei pour établissement (loi 1889). Ces prêts se faisaient par l'intermédiaire du ministère des domaines auquel le crédit agricole devait ouvrir un crédit de 500.000 lei.

(Cette opération fut supprimée par une loi de 1906).

La valeur des prêts accordés par le crédit agricole ne pouvait pas dépasser 1.000 lei. Cette mesure fut prise afin que l'institution se cantonne dans le domaine qui lui était assigné : à savoir, aider les paysans seulement. Le taux de l'intérêt était fixé à 10 %, l'institution ayant la possibilité de prendre 1 % en sus pour les frais d'administration. En ce qui concerne la longueur du prêt il ne pouvait dépasser 9 mois, sauf pour les emprunts en vue d'acheter des animaux ou pour des installations (loi 1889). Dans le premier cas la durée du prêt pouvait aller jusqu'à 3 ans, dans le second l'emprunt était remboursable par annuités en 36 ans (art. 32 loi 1889).

Organisé comme nous venons de voir, le crédit agricole, eut une activité assez développée durant sa courte existence qui prit fin en 1907, date à laquelle il fut englobé dans le mouvement des banques populaires.

Le tableau qui suit nous donne l'activité du crédit agricole durant la période de 1893 à 1907 (5).

Année	Emprunts sur gage	Dépôts	Sommes mises à la disposition des succursales par le Crédit Agricole
	(en lei)	(en lei)	(en lei)
1893	19.380.411	336.771	10.585.000
1897	21.954.635	436.008	18.449.031
1901	23.462.485	856.446	21.496.231
1905	27.921.354	2.041.296	21.896.042
1907	26.336.127	1.449.727	22.734.022

(5) Slavesco, *op. cit.*, p. 288.

Prenons une à une chacune de ces rubriques, afin de faire ressortir l'importance ainsi que les défauts de cette institution.

a) En ce qui concerne les prêts consentis par le crédit agricole nous devons constater que ces opérations augmentent dans la période envisagée. Seulement, si on regarde les chiffres de plus près on observe que la majorité des opérations du crédit agricole sont en grande partie le renouvellement des anciens prêts. Ainsi en 1901, nous trouvons sur 319.447 prêts de toutes sortes accordés pour une valeur de 25.712.216 lei, seulement 14.573 opérations nouvelles pour une somme de 1.343.477 lei. Le reste, c'est-à-dire environ 92 %, sont des emprunts renouvelés (6). Ce capital immobilisé n'est pas perdu, seulement il reste à la disposition exclusive d'une certaine partie de la population rurale, qui en profite seule.

En ce qui concerne le montant des créances la majorité des emprunts accordés ne dépassent pas dans cette période 100 lei en moyenne (7). De tels prêts sont sans aucune utilité économique et ne correspondent pas aux buts fixés par la loi car ils ne constituent pas une aide proprement dite aux paysans.

(6) Discours M. V. Bratiano à la loi des banques populaires R. Roseti, op. cit., vol. VII, p. 37.

(7) Dans ce sens, voir discours de M. V. Bratiano, cité précédemment.

b) En ce qui concerne les dépôts, la deuxième rubrique de notre tableau nous donne des résultats tout aussi insignifiants que pour les caisses de crédit agricole. Les causes du reste sont les mêmes : manque de confiance et défaut d'instruction de nos paysans.

c) Enfin nous trouvons dans la dernière rubrique les chiffres des capitaux mis à la disposition des succursales par le crédit agricole. Dans la période de 1893 à 1907 ces capitaux passent de 10.585.000 lei — montant en 1892 du capital des caisses de crédit agricole — à 22.734.022 lei dans la dernière année.

Outre ces opérations le Crédit agricole a été autorisé pendant l'année 1904 à emprunter jusqu'à concurrence de 32.500.000 lei. Cela, afin de pouvoir venir en aide aux paysans qui avaient souffert durant cette année d'une mauvaise récolte. Avec cette somme, le Crédit agricole devait procurer des céréales et du bétail qui devaient être distribués aux paysans par l'intermédiaire du Ministère de l'Intérieur.

Le crédit agricole dont nous venons d'étudier l'activité et l'organisation avait contre lui tous les défauts inhérents aux institutions d'Etat, tels que le formalisme, la lenteur, le manque d'initiative et de connaissances spéciales des affaires agricoles du personnel chargé de le faire fonctionner. Toutefois l'inconvénient qui à notre avis était le plus grand c'était l'éloignement de la banque vis-à-vis de sa clientèle.

Le paysan a besoin d'institution de crédit qui soient à sa portée, sinon plutôt que de franchir une longue distance jusqu'au chef-lieu du département, il préférera avoir recours à l'usurier du village. D'autre part, la banque est dans l'impossibilité de connaître la solvabilité ou les besoins de ses débiteurs,

Pour toutes ces raisons le Crédit agricole ne peut plus se maintenir après l'apparition des banques populaires. Par la suite, il dû rétrécir sa sphère d'action, En 1907 lorsque le mouvement des banques populaires devint plus fort, le crédit agricole fut transformé et annexé à la caisse centrale des banques populaires.

Quoiqu'il en soit, tout compte fait, le rôle économique joué par le crédit agricole fut assez satisfaisant, surtout si l'on tient compte de l'organisation qu'on lui avait donnée et du milieu où il a travaillé (8).

§ 2. *Les Banques populaires avant la guerre*

Tandis que l'Etat s'efforçait, par les caisses de crédit agricole et par le « Crédit agricole », de doter l'exploitation paysanne d'Institutions de crédit, le mouvement qui est à l'origine de l'apparition des banques populaires fondées sur la base coopératiste, commence à se desiner.

(8) *Slavesco, op. cit., p. 297.*

En Roumanie ce mouvement était sans doute le contre coup du mouvement coopératif qui avait commencé en Allemagne dans la seconde moitié du siècle dernier sous la forme des caisses Schultze-Delitzsch et Raiffeisen. Les banques populaires commencent à se constituer en Roumanie librement, uniquement basées sur les règles générales du code de commerce et sans l'appui d'une législation spéciale. L'initiative de ce mouvement avait été prise par les prêtres et les instituteurs des campagnes qui étaient moralement soutenus dans leur propagande par S. Haret, alors ministre de l'instruction publique.

Le but de ces institutions était au commencement de lutter contre l'usure qui était une véritable plaie sociale, les paysans payant des intérêts de 120 % à 500 % (9).

C'est en 1891 que fut constituée la première banque populaire. Le mouvement des banques populaires prit dans les années qui suivirent une grande extension malgré la méfiance des paysans et les persécutions des usuriers de village.

En effet, entre 1891 et 1903 on créa 700 banques. Ces institutions avaient le 1^{er} septembre 1902 environ 59.800 membres et un capital de 4.250.600

(9) Slavesco. « Historique et développement des Banques populaires ». Bultinul institutului economis romanesc, n° 3, 1925.

lei (10). *C'est alors que l'Etat jugea le moment venu d'intervenir et de légiférer sur cette matière. La nécessité d'une législation spéciale se faisait d'ailleurs sentir, car on signalait un grand nombre d'irrégularités et d'abus dans l'organisation et le fonctionnement des banques populaires.*

Pour arrêter le mal, le Gouvernement prépara un projet qui poursuivait un triple but : a) consolider les banques existantes ; b) répandre et propager dans tout le pays le mouvement des banques populaires ; c) et enfin créer une centrale ayant pour but de subvenir aux besoins de capitaux et de faire le contrôle des banques populaires. Ce projet fut adopté par le Parlement et devint la loi du 28 mars 1903. Cette loi demeure, de nos jours encore, à la base du mouvement coopératif des banques populaires, car elle fixe les principes essentiels de l'organisation de ces institutions.

1. Dispositions principales de la loi de 1903 et l'organisation légale des banques populaires

La loi de 1903 porte sur : l'organisation des banques populaire ; la création de la Caisse centrale ; et

(10) L'annuaire des Banques populaires de Roumanie pour l'année 1902.

enfin sur les relations qui existent entre les unités et la centrale.

A. Pour consolider la situation juridique des banques populaires l'art. 2 (loi de 1903) décide que « toutes les banques constituées en conformité avec les dispositions de la présente loi sont tenues pour des sociétés commerciales ».

Cette mesure était nécessaire et bienvenue car elle avait pour effet d'imposer à ces institutions une comptabilité régulière.

La loi (1903) donne aux banques populaires de nombreux avantages en simplifiant les formalités nécessaires à leur constitution et en établissant une procédure qui déroge aux principes du code de commerce. De même touchant leurs opérations la loi simplifie les formalités de garantie pour les prêts accordés aux paysans. Elle leur permet d'employer dans la poursuite des débiteurs la procédure rapide en usage pour le recouvrement des sommes dues à l'Etat (11).

Le législateur de 1903 n'a adopté aucun des types existants de crédit populaire — Schutze-Delitzsch Luzzatti ou Raiffeisen, — car il devait tenir compte au moment de la promulgation de la loi, des 700 institutions qui fonctionnaient déjà sur le terri-

(11) T. Axentie. « Le mouvement coopératif de crédit en Roumanie, à la fin de l'année 1925 », page 2, Bucarest, 1926.

toire roumain. Adopter un des types cités plus haut aurait produit de grandes perturbations dans l'organisation, jeune encore, des banques populaires existantes. Cette considération n'a pas empêché le législateur d'avoir quand même pour les principes des caisses Raiffeisen une sympathie manifeste. L'art. 31 pose le principe de la gratuité de l'administration et de la limitation de la sphère d'activité des banques populaires, à une seule commune. Le législateur va plus loin encore et dans l'espoir de faire adopter le principe de la responsabilité illimitée et solidaire des membres — base des caisses Raiffeisen — offre aux banques populaires qui adoptent ce principe l'exemption du droit de patente et la possibilité de se faire ouvrir des crédits à la caisse centrale, même si elles sont constituées sans capital social (art. 34).

Afin d'uniformiser le mouvement des banques populaires le législateur dispose, que toutes les institutions qui se constitueront sur les bases de la loi de 1903, doivent dans le mois de leur création communiquer à la Caisse Centrale une copie de leur acte constitutif et un exemplaire de leurs statuts (article 6). Ces statuts doivent contenir un certain nombre d'indications relatives au nom, aux opérations, aux bénéfices, à la formation du capital social, à l'administration ainsi qu'à l'activité que la nouvelle banque va entreprendre (art. 7).

La constitution d'une banque populaire est sou-

mise, par les statuts types établis par la Caisse centrale (art. 26, let.¹c. loi 1903) à la condition suivante : il faut une association d'au moins 20 paysans dont chacun doit souscrire une mise sociale qui ne peut être inférieure à 20 lei et supérieure à 5.000 lei.

Toujours en conformité avec les dispositions des statuts types, les banques populaires peuvent faire les opérations suivantes :

1) Accorder des prêts aux sociétaires et aux non-sociétaires ;

2) Escompter et réescompter des effets de commerce ;

3) Recevoir des dépôts des sociétaires et non-sociétaires ;

4) Contracter des emprunts jusqu'à égalité de leur capital social à la Caisse Centrale, à la seule condition que ce soit pour des emplois productifs.

5) Contracter avec l'autorisation de la Caisse centrale toutes sortes d'emprunts nécessaires à leur activité.

L'administration des banques populaires est donnée aux quatre organes suivants : L'assemblée générale des sociétaires ; le conseil d'administration ; le Comité des censeurs ; et le comptable qui, en même temps est aussi caissier. En fait, de tous ces organes d'administration seul, le président du conseil d'administration aidé par le comptable conduit toute l'activité de la banque.

Toute banque populaire par le fait même qu'elle s'est constituée suivant la loi de 1903, n'a pas forcément le droit de s'ouvrir des crédits à la Caisse Centrale. Il n'y a que certaines institutions auxquelles la loi accorde cet avantage. Elles doivent remplir pour cela certaines conditions spéciales quant à leur organisation et à leurs opérations. Suivant les dispositions prises par la loi, on peut, à cet égard, distinguer 3 types différents de banques populaires.

a) Les banques populaires libres (*type art. 7*). Ce sont des institutions coopératives de crédit qui ne bornent pas leur activité à un territoire limité. Elle ne se soumettent pas non plus aux dispositions de l'article 7 en ce qui concerne les statuts. Ces banques ne sont pas admises à travailler avec la Caisse centrale.

b) Les banques populaires contrôlées (*type art. 31*) sont des institutions qui peuvent se faire ouvrir des crédits à la Caisse Centrale. Elles remplissent à cet effet certaines conditions. Ainsi, elles doivent limiter leur activité au territoire de la commune où elles ont leur siège et ne pas admettre des membres déjà inscrits dans une autre banque populaire. En outre, elles doivent émettre des actions nominatives lorsqu'elles prennent la forme de sociétés par actions. Enfin elles doivent se constituer un capital de réserve d'au moins 10 % de leurs bénéfices annuels (*art. 31*).

c) Les banques populaires contrôlées (*type art. 34*), sont des institutions fondées sur la base de la responsabilité solidaire et illimitée de leurs membres. Elles sont admises à travailler avec la Caisse Centrale qui leur avance les sommes nécessaires à leurs opérations quand elles sont formées sans capital social. Pour cela elles doivent remplir, en dehors de la responsabilité solidaire, les conditions suivantes : a) Etre formées par une association d'au moins 20 agriculteurs possédant une fortune suffisante pour garantir les avances que fera la Caisse Centrale. b) Affecter 50 % des bénéfices annuels au fonds de réserve. Ce fonds devra en cas de liquidation être destiné à des buts d'utilité publique (art. 9). c) L'administration de la banque doit être gratuite sous réserves des appointements du comptable.

De ces trois types de banques populaires seuls les deux derniers peuvent se faire ouvrir des crédits à la Caisse Centrale, mais tous sont néanmoins soumis à son contrôle (art. 16, loi 1903), en ce qui concerne leurs opérations.

B. Pour venir en aide et assurer le contrôle aux banques populaires, ainsi qu'à toutes les autres institutions coopératives ayant leur siège dans une commune rurale, l'article 20 (loi 1903) décide que « le Crédit agricole créé à Bucarest par la loi du 2 juin 1892, fonctionnera dorénavant comme caisse centrale des banques populaires sous le nom de « Cré-

dit Agricole et Caisse centrale des Banques populaires ». Par la loi du 22 mars 1906, ces deux institutions sont séparées. A partir de cette date la Caisse centrale travaillera comme une institution différente sous la dénomination de « Caisse Centrale des banques populaires et des coopératives villageoises ».

La Caisse Centrale des banques populaires est autorisée à faire les opérations suivantes (loi 1903, mod. loi 1906) :

1) Accorder des emprunts aux banques populaires et à leurs fédérations, ainsi qu'à toutes les autres coopératives.

2) Ouvrir des comptes courants et recevoir des dépôts de ces mêmes institutions.

3) Escompter les effets de commerce des banques populaires et de leurs fédérations, ainsi que ceux des coopératives de production et de consommation.

4) Réescompter, de préférence à la Banque Nationale, le portefeuille des banques populaires.

5) Organiser la vente en commun des produits des paysans par le moyen des banques populaires.

De ce qui précède, il résulte que l'activité de la Caisse centrale se borne à accorder des emprunts, à faire fructifier les dépôts et à contrôler toutes les institutions coopératives. En ce qui concerne les crédits, la Caisse centrale les accorde par l'intermédiaire des fédérations.

Afin de pouvoir remplir toutes les obligations qui résultent des opérations que la loi a mises à la charge de la Caisse Centrale, cette institution disposera des fonds suivants :

a) 20.000.000 de lei que représentait le capital social du Crédit Agricole et avec lequel fut dotée la Caisse après la suppression de celui-ci.

b) Le compte courant que le ministre des finances ouvrira à la Banque Nationale ou à une autre banque.

Suivant l'art. 23 (loi de 1903) les bénéfices de la Caisse Centrale seront distribués de la manière suivante : 50 % serviront à majorer le capital de l'institution ; 20 % à créer un fonds de réserve ; 10 % seront partagés entre les banques populaires au prorata des opérations qu'elles ont faites avec l'institution centrale ; et enfin 20 % devront être employés en vue d'améliorations économiques et culturelles dans les villages.

La Caisse Centrale est administrée par un directeur général auprès duquel fonctionne un conseil d'administration composé de 11 membres dont : 8 nommés directement par le Ministère des Finances, 2 par le Ministère de l'Instruction publique et un par le Crédit foncier. Le Conseil d'Administration aura à établir des statuts types pour les banques populaires ; à décider en tout ce qui concerne les relations entre ces institutions et la caisse centrale ; à

fixer toutes les mesures de contrôle pour les banques populaires ; et enfin de décider sur l'admission de nouvelles banques au travail en commun avec la centrale et leur fixer le crédit dont elles peuvent jouir auprès de cette institution (art. 26).

En tous cas, toutes les décisions du conseil d'administration sont soumises au ministre des finances qui peut toujours y apposer son veto.

C. Après avoir établi l'organisation du crédit coopératif sur les bases que nous venons d'étudier, le législateur compléta cette organisation (loi du 15 mars 1906) en permettant aux banques populaires de se fédérer entre elles. Cette loi est due à la demande adressée, au gouvernement roumain, par les représentants des banques populaires lors du congrès de Focsani.

La fédération est une institution coopérative du second degré, dont les membres sont les banques populaires de la région. Ces institutions sont pour la plupart fondées sur le principe de la responsabilité solidaire des membres ; solidarité qui, souvent, est illimitée.

Ainsi constituée la fédération peut travailler avec la Caisse Centrale à condition que toutes les banques qui la forment y soient elles-mêmes admises.

Les fédérations consacrent en général leur activité à accorder des crédits à leurs membres, ainsi

qu'à faire fructifier les dépôts qui leur sont remis. Elles peuvent aussi intervenir dans les opérations de vente en commun, en qualité de commissionnaires des banques populaires. Cette activité négligée plus ou moins de nos jours prendra, à notre avis, sous peu de temps, une importance croissante.

Le système de la fédération a eu un heureux résultat car grâce à elle, les banques populaires ont pu trouver un crédit de plus en plus grand. Elle présente, en outre, l'avantage de contrôler indirectement l'activité des banques populaires ainsi que de rendre plus équitable la distribution des crédits entre les institutions coopératives de la région (II bis).

II. — *Activité des banques populaires dans la période d'avant-guerre*

Après avoir étudié l'organisation du mouvement coopératif de crédit, il nous reste à rechercher les résultats obtenus pendant la période de 1903 à 1914.

L'étude de l'activité des banques populaires pendant ce laps de temps, sera d'autant plus intéressante qu'elle nous fera voir les progrès accomplis durant dix ans par des institutions qui sont devenues, par

(II bis) Nous n'insisterons pas, au cours de notre étude sur le développement et l'activité des fédérations, parce que ces institutions réunissent, en dehors des banques populaires, toutes les autres coopératives de la région ou du département. Voir T. Axentie, op. cit., p. 4.

suite de la réforme agraire, de première importance pour l'agriculture roumaine.

Nous étudierons donc à cet effet les banques existantes, leur nombre, les capitaux dont elles disposent ainsi que les prêts qu'elles ont accordés.

1. En ce qui concerne le nombre des banques et de leurs sociétaires durant la période qui nous intéresse, leur accroissement est considérable, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

Année	Nombre des Banques	Nombre des Sociétaires	Moyenne des Sociétaires par Banque
1904.....	1625	121.786	74
1909.....	2543	402.938	162
1911.....	2755	510.118	181
1912.....	2862	563.270	196
1913.....	2901	583.632	201
1914.....	2933	599.672	204

De ce qui précède, il est facile de constater que pendant la période envisagée, le nombre des banques a, à peu près doublé, tandis que le nombre des sociétaires a quadruplé. Cette constatation nous donne une idée du besoin que l'on avait de ces banques, ainsi que du bon accueil que leur firent les paysans.

La grande majorité des membres de ces institutions appartiennent à la classe agricole. En effet, l'annuaire des banques populaires nous donne en 1913 sur un total de 583.632 membres, 530.460

paysans soit une proportion de 91 % (12). En ce qui concerne la moyenne des sociétaires par banque nous trouvons au commencement de la période un chiffre bien modique, ce qui indique évidemment le manque d'intérêt de notre classe rurale envers ces institutions. En 1914, à la fin de la période, la moyenne est d'environ 200 membres par banque, le total des sociétaires représentent à la même date environ la moitié des paysans propriétaires en Roumanie. C'est un progrès incontestable.

2. Afin de remplir leur but, qui est de venir en aide aux nécessités de toute nature de la classe paysanne, les banques populaires disposent de deux sortes de capitaux, que les annuaires qu'elles publient, séparent en deux rubriques : capitaux propres, et engagements.

A. Les capitaux propres se composent : du capital social, des réserves et des bénéfices. Nous n'étudierons que le capital social qui seul présente un intérêt à notre point de vue. Ce capital augmente rapidement dans la période de 1904 à 1914, quant à son chiffre total aussi bien que pour ce qui est de la moyenne par sociétaire. Voici quelques chiffres à ce sujet.

(12) La répartition des coopérateurs en 1913 est la suivante : 91 % paysans ; 7,8 % marchands, 2,5 % artisans 0,8 % instituteurs, 0,7 % prêtres, 3,2 % autres professions.

Année	Capital social	Moyenne par sociétaire
1904.....	6.850.976 lei	56 lei
1908.....	37.851.898 lei	107 lei
1910.....	61.016.395 lei	139 lei
1912.....	99.067.743 lei	175 lei
1913.....	107.142.000 lei	183 lei
1914.....	114.295.967 lei	187 lei

On constate donc une forte augmentation du capital social versé, ainsi que de la moyenne que ce capital représente par sociétaire. Relativement à ce dernier point, les annuaires des banques populaires révèlent une répartition très inégale du capital social : La majorité des fonds est versée par la minorité des sociétaires. Pour 1913 par exemple, 69,5 % du nombre des coopérateurs détiennent seulement 15,1 % des capitaux versés, tandis que 4 % des sociétaires détiennent 44,2 % du capital social. Le reste de 40,7 % des capitaux ont été versés par 26,5 % du nombre des membres. Cette situation est loin d'être satisfaisante car, dans une telle répartition, la minorité des coopérateurs conduit en fait les banques populaires et profite seule des crédits qu'elles accordent. Le principe coopératiste qui est à leur base se trouve ainsi faussé.

B. En dehors du capital social, les banques populaires peuvent, afin de se procurer les capitaux qui

leur sont nécessaires, contracter conformément à la loi différents engagements, dont les deux principaux sont : recevoir des dépôts et contracter des emprunts, à la Banque Nationale surtout. Ces deux catégories de ressources ont évolué comme suit de 1904 à 1914 :

Année	Dépôts	Emprunts à la B. N. et autres engagements
1904..	2.431.112 lei	
1906..	3.579.216 lei	1.593.821 lei
1909..	7.910.578 lei	6.389.724 lei
1912..	17.246.000 lei	11.122.000 lei
1913..	17.540.612 lei	11.123.971 lei
1914..	19.814.195 lei	12.342.973 lei

La valeur des dépôts reçus par les banques populaires, quoiqu'en continuelle augmentation, est d'une importance minime. Elle ne dépasse dans aucune des années indiquées 20 % du capital social de ces institutions. En outre nous trouvons en ce qui concerne les dépôts le même défaut que nous avons révélé lors de l'étude du capital social : la majorité des dépôts est versée par la minorité des coopérateurs. Cette situation nous conduit à constater que le carnet de dépôts n'est pas suffisamment répandu dans les grandes masses des coopérateurs.

La seconde rubrique nous indique les sommes empruntées par les banques populaires à la Banque

Nationale ainsi qu'à d'autres banques, soit en compte courant, soit par réescompte de leur portefeuille. Ces emprunts sont faits par l'intermédiaire de la Caisse centrale. Les chiffres indiqués sont minimes par rapport au capital social dont disposent les banques populaires. Ce qui fait, qu'en dernier lieu, ces institutions semblent bien avoir dû se contenter de leurs fonds propres, car l'Etat, par l'intermédiaire de la Banque Nationale, ne les a aidées que dans une très faible mesure.

Les fonds que nous venons d'étudier sont employés par les banques populaires à accorder des prêts aux paysans. Ces banques ne se bornent pas à faire seulement office de crédit agricole, elles font aussi office de crédit populaire, en accordant des prêts aussi pour d'autres destinations que l'agriculture. Malgré tout les crédits à but agricole prédominent (13). Voici l'évolution des emprunts accordés par les banques populaires :

En 1904, la valeur des emprunts était de	8.730.411 lei
» 1907, » » » »	36.408.364 lei
» 1909, » » » »	66.592.504 lei
» 1912, » » » »	138.708.399 lei
» 1913, » » » »	149.229.890 lei
» 1914, » » » »	162.323.316 lei

(13) L'annuaire de 1913 mentionne sur un total de 149.209.390 lei que représentent les emprunts consentis, 84.582.833 lei accordés pour des prêts spécifiquement agricoles. Le reste des prêts a servi à l'achat de terres et, dans une mesure très réduite, à des buts de consommation.

Des chiffres qui précèdent il résulte que le montant des emprunts consentis, a beaucoup augmenté dans la période envisagée, ce qui représente un vrai progrès pour le mouvement coopératif de crédit. Le seul défaut qu'on puisse relever à la charge des banques populaires, en ce qui concerne les prêts consentis, c'est que la majorité de ces sommes sont détenues par la minorité des coopérateurs. La répartition inégale des parts sociales est la cause de cet état de choses.

Les emprunts consentis par les banques populaires payent un intérêt de 10 % quand le prêt est accordé à un sociétaire, et 12 % quand il est fait à un non sociétaire.

Des développements qui précèdent nous devons constater, avant de finir l'étude des banques populaires pour cette période, que le résultat obtenu par ces institutions a été des meilleurs. Les banques populaires sont arrivées dans un temps relativement court et presque sans l'aide de l'Etat à s'imposer et à exister par leurs seules forces.

§ 3. Les banques populaires après la guerre

I. Modifications de l'organisation coopérative par les lois de 1918 et 1920

Au lendemain de la guerre le mouvement des

banques populaires prend une importance de plus en plus grande et devient d'une actualité sans pareille pour l'économie nationale. Après 1918 le cercle d'activité de ces institutions s'élargit, d'un côté par l'effet de la réforme agraire qui fait passer dans les mains des paysans environ 90 % des terres labourables, d'un autre par l'effet de l'annexion des nouvelles provinces. Dorénavant c'est dans le bon fonctionnement des banques populaires que résidera l'espoir d'arriver à doter avec les instruments et les capitaux nécessaires la classe paysanne devenue nouvellement propriétaire.

Pour adapter le mouvement coopératif de crédit aux nouvelles conditions il fallut modifier à deux reprises l'ancienne loi des banques populaires (loi 1903) : une première fois, en 1918, pour changer l'organisation légale de la Caisse centrale, et une seconde fois, en 1920, afin d'étendre la législation des banques populaires à toute la grande Roumanie. En dehors des modifications qui vont suivre la loi de 1903 reste en vigueur telle que nous l'avons étudiée.

A. La première modification au régime de la loi de 1903 fut faite par le décret loi n° 3932 du 31 décembre 1918. Le législateur intervient alors dans un triple but : a) limiter le cercle d'activité de la Caisse centrale à des opérations de crédit ; b) augmenter le capital social de cette institution ; c) et enfin prendre différentes mesures considérées comme nécessaires

pour un meilleur fonctionnement de la Caisse Centrale.

1) Suivant l'art. 20 de la loi de 1903 la Caisse Centrale avait pour but de « venir en aide et d'assurer la surveillance de l'administration des banques populaires, des sociétés d'affermage et des sociétés coopératives de production et de consommation ». Ces obligations étant devenues trop vastes après la guerre à cause du développement qu'avait pris la coopération.

Afin de remédier à cette situation le législateur de 1918 a prévu (art. 1) « la création auprès du ministère des domaines et de l'agriculture (13 bis) d'une institution autonome qui portera le nom de Caisse Centrale de la coopération ».

Voici quelle est la tâche de cette institution (art. 2 loi 1918) :

a) Venir en aide aux banques populaires, les surveiller et les contrôler. Autoriser leur constitution.

b) Organiser des sociétés d'affermage.

c) Accorder un crédit mobilier aux institutions coopératives.

d) Accorder un crédit hypothécaire aux propriétaires rurales qui ne dépassent pas 100 ha.

(13 bis) Par l'effet d'une loi de 1923, toute l'organisation coopérative a été incorporée au Ministère du Travail, de la coopération et des assurances sociales.

e) Acheter des propriétés afin de les lotir et de vendre les lots aux agriculteurs.

f) Etablir le cadastre des propriétés parcelées.

g) Conduire et exécuter les travaux d'expropriation conformément aux lois en vigueur.

Pour remplir tous ces buts la caisse centrale de la coopération se divise suivant la nature de ces opérations en 5 sections (art. 4) 1) Centrale des banques populaires ; 2) Centrale des coopératives de production et de consommation ; 3) Centrale des Coopératives et exploitations agricoles ; 4) Direction foncière et de crédit hypothécaire (14), 5) et enfin Direction du cadastre et des travaux techniques.

Par la création de services distincts pour chacune des branches de la coopération, on limita les attributions qui incombait à la Caisse Centrale des banques populaires suivant la loi de 1903. En effet dorénavant cette institution n'aura plus pour but (art. 5 loi 1918) que « de venir en aide et d'assurer la surveillance des banques populaires et de leurs fédérations ». En limitant le cercle d'activité de la Caisse centrale des banques populaires, le législateur lui a donné par cela même la possibilité de s'occuper en-

(14) La direction foncière et de crédit hypothécaire a des attributions de première importance pour l'agriculture, car en dehors des prêts hypothécaires pour les propriétaires jusqu'à 100 ha, en vue desquels elle peut émettre des obligations, elle peut aussi accorder des prêts pour améliorations foncières, constructions agricoles, achats de terres, etc. Jusqu'à ce jour, elle n'a pas encore commencé son activité.

tièrement du crédit agricole auquel elle est principalement destinée.

2) En deuxième lieu la loi de 1918 décide de porter le capital social de la Caisse centrale des banques populaires à 24.000.000 lei. Ce capital sera formé par :

- a) la somme de 12 millions lei prélevée sur le capital dont la Caisse centrale avait été dotée par une loi antérieure et qui fut partagée en même temps que les attributions de cette institution par la loi de 1918 ;
- b) par la somme de 12 millions lei qui sera souscrite par les banques populaires qui travaillent avec la Caisse centrale et leurs fédérations.

3) Enfin en troisième et dernier lieu la loi de 1918 prend différentes mesures concernant le conseil d'administration et les bénéfices de la Caisse Centrale.

En ce qui concerne le conseil d'administration, la loi de 1918 réduit le nombre de ses membres de 11, chiffre fixé par la loi de 1903 à 9, dont : 3 sont nommés par les ministères des finances et de l'agriculture ; 4 représentent les banques populaires et les banques fédérales ; un délégué de la Banque Nationale et le directeur de la Caisse centrale, qui aura voix délibérative. (En outre, depuis 1923, le Ministère du Travail et de la Coopération désigne lui aussi deux membres dans le conseil d'administration des banques populaires.) Cette modification est de bonne augure, car elle marque une tendance manifeste à

émanciper le mouvement coopératif de la tutelle étatique et à mettre sa direction dans les mains d'hommes compétents.

De même, en ce qui concerne le partage des bénéfices une modification est apportée par la loi de 1918 aux dispositions antérieures (loi 1903 art 23 mod. loi 22 mars 1916). Le législateur de 1918 décide que du bénéfice net de la Caisse Centrale il sera porté 20 % au fonds de réserve et qu'ensuite on payera un dividende de 6 % aux banques populaires sur le capital versé par elles. Sur le restant on paiera à l'Etat les dépenses budgétaires de l'institution. Le surplus sera employé pour l'enseignement et la propagande coopérative ainsi que pour l'éducation professionnelle des paysans (art. 15).

B. Après avoir modifié l'organisation de la Caisse centrale des banques populaires, le législateur roumain décida en 1920 d'étendre la loi des banques populaires et de leur centrale à toute la grande Roumanie. Cette mesure se faisait depuis longtemps sentir : dans les provinces annexées fonctionnaient une foule d'institutions coopératives de crédit appartenant aux différentes minorités ethniques et sur lesquelles la caisse centrale ne pouvait avoir aucune prise et exercer aucun contrôle. Situation grosse d'inconvénients, surtout sur le terrain national. En outre, il fallait autoriser la constitution de banques populaires du type roumain dans ces régions. C'est pourquoi la loi du

26 septembre 1920 est venue consacrer les trois mesures suivantes : 1) L'extension de la loi des banques populaires (loi 1903) à tout le territoire roumain ;

2) L'assujettissement au contrôle de la caisse centrale de la coopération de toutes les institutions qui travaillent avec les paysans ; 3) et enfin l'augmentation du capital de la centrale des banques populaires.

1) Sur le premier point l'article 1 de la loi de 1920 décide que « jusqu'à l'unification de la législation des coopératives pour toute l'étendue du pays les dispositions de la loi des banques populaires et de leur caisse centrale avec toutes les adjonctions et modifications introduites par les lois postérieures, ainsi que les dispositions du décret-loi de 1918, s'appliquent à toutes les sociétés coopératives de toute nature existantes et à celles qui seront créées en Bucovine, Banat, Transylvanie, Crishana et Maramuresch ».

En vertu de cette disposition, des banques populaires peuvent être fondées suivant les règles de la loi de 1903 dans les provinces indiquées. D'un autre côté la Caisse Centrale pourra travailler avec les institutions coopératives déjà constituées dans ces provinces et qui se soumettent aux dispositions de la loi de 1903. A cet effet le conseil d'administration de la Centrale des banques populaires est complété par

l'adjonction de 3 nouveaux membres représentant le mouvement coopératif de crédit de la Transylvanie, et de 2 représentants des coopératives de Bucovine. Jusqu'à la mise en concordance des statuts des différentes banques (15) avec les dispositions de la loi de 1903 la Caisse centrale pourra, après examen des statuts et de la situation financière, accorder des emprunts à toutes les institutions coopératives légalement constituées sur le territoire roumain. Cette disposition fut prise par le législateur afin que les banques des territoires annexés ne souffrent pas du manque de crédit, par le fait de la séparation de leurs centrales restées dans les pays ex-ennemis.

2) La loi de 1920 complète l'article 16 de la loi de 1903 qui prévoyait le contrôle de la Caisse centrale sur toutes les banques populaires sans distinction si elles jouissent ou non d'un crédit auprès de cette institution. La loi de 1920 (art. 6) revient sur cette disposition en décidant, que toutes les sociétés qui fonctionnent, où qui seront créées sont soumises au contrôle de la Caisse Centrale de la Coopération du seul fait qu'elles travaillent avec les paysans, quelles que fussent leur forme où leur dénomination. Cette disposition présente une importance de premier ordre.

(15) La majorité des coopératives fonctionnant sur le territoire annexé ne se sont pas conformées à la loi de 1903. Elles fonctionnent à part. Nous donnons leur situation à la fin de ce paragraphe.

car elle évitera que des banques peu scrupuleuses exploitent le paysan, au lieu de l'aider. C'est encore grâce à cette disposition que la centrale des banques populaires pourra effectuer un contrôle rigoureux sur toutes les institutions coopératives de crédit fonctionnant sur les territoires annexés et qui en majorité ne se sont pas soumises à la loi de 1903.

3) Enfin en dernier lieu la loi de 1920 dispose que le capital de la caisse centrale des banques populaires sera encore augmenté : a) par une dotation en valeur de 13 millions lei ; b) et par une somme de 12 millions lei que souscriront les banques qui travaillent avec cette institution. Vu l'agrandissement de la sphère d'activité de la Caisse centrale (loi de 1920), cette augmentation du capital est bienvenue, quoiqu'elle soit à notre avis, bien réduite en comparaison des opérations que doit remplir cette institution.

II. *L'activité des banques populaires dans la période d'après-guerre*

Après avoir étudié les modifications légales apportées au régime de la loi de 1903, nous croyons intéressant d'étudier l'activité des banques populaires après la guerre, étude d'autant plus intéressante que ces institutions représentent de nos jours l'organisation de base du crédit agricole roumain, car elles ont l'obligation de pourvoir aux nécessités de capitaux de la majorité des cultivateurs.

Afin de pouvoir nous rendre compte du rôle que jouent les banques populaires aujourd'hui nous allons étudier le développement qu'ont pris ces institutions, leur nombre, les capitaux dont elles disposent ainsi que les opérations d'emprunt qu'elles effectuent.

1) En ce qui concerne le nombre des banques populaires ainsi que celui de leurs sociétaires, nous constatons une progression continue. Ainsi entre 1918 et 1925 le nombre des banques passe de 2.965 à 4.207, en même temps que le nombre des sociétaires croît de 641.359 en 1918 à 886.745 en 1925 (15 bis).

L'augmentation durant ces 7 années d'environ 25 % est, à notre avis, bien réduite surtout si on se rappelle que durant ce laps de temps la réforme agraire avait fait environ 1 1/2 million de nouveaux propriétaires dans la classe paysanne. En outre en rapportant le nombre des membres aux nombres des banques il résulte une moyenne de 200 à 207 sociétaires par banque pour les dates indiquées. Cette moyenne tout à fait réduite révèle une des principales défectuosités des banques populaires.

(15 bis) Sur 4.207 banques populaires nous trouvons à la fin de l'année 1925 seulement 3.870 associées en 59 fédérations dont, 50 départementales et 9 régionales. Ces fédérations disposent en 1925 des fonds suivants : Capital social 48.549.000 lei ; dépôts 25.612.000 lei ; engagements 844.676.913 lei. Par contre, elles ont accordé des prêts pour une valeur d'environ 945.500.000 lei.

Quant à la répartition par provinces des banques affiliées à la Caisse centrale de Bucarest et constituées conformément à la loi de 1903, nous trouvons en 1925 la situation suivante :

Ancien royaume...	3392	institutions avec	763.192	sociétaires
Bessarabie	525	»	»	91.882 »
Transylvanie	290	»	»	31.731 »

A la suite de ces données nous pouvons en conclure que les efforts dépensés par la Caisse centrale pour fonder des banques populaires dans les provinces annexées n'ont pas réussi; leur nombre ainsi que la moyenne des sociétaires par banque dénotent une infériorité manifeste de ces institutions, si on les compare à celles qui fonctionnent dans l'ancien royaume.

2). En ce qui concerne le capital social les statistiques nous donnent la situation suivante (16).

Année	Nombre des banques	Capital versé	Moyenne du capital versé par les sociétaires
1918..	2965	186.438.000 lei	286 lei
1919..	3018	243.863.000 lei	359 lei
1923..	3747	478.915.000 lei	579 lei
1924..	3956	584.035.000 lei	689 lei
1925..	4207	745.356.000 lei	840 lei

(16) Ces chiffres sont empruntés à l'ouvrage de M. Galan. « Le Crédit agricole pour la petite propriété », p. 13, Bucarest, 1927.

Malgré la progression évidente que nous donnent ces chiffres le capital versé est quand même trop réduit pour la sphère d'action et le but de ces institutions. Aussi en nous référant à la dernière rubrique de notre tableau, nous trouvons que la moyenne du capital versé par chaque sociétaire est bien minime surtout si l'on tient compte de la dépréciation actuelle de la monnaie roumaine. Le relèvement du minimum de la mise sociale est tout à fait nécessaire pour remédier à cet état de choses.

En ce qui concerne les mises sociales nous trouvons une inégalité frappante. Ainsi en 1925 nous constatons que la répartition du capital social entre les membres est la suivante : 610.541 sociétaires, soit 68,85 % ont versé des parts, variant entre 2 et 500 lei, pour une valeur de 102.153 lei, soit 13,76 % ; tandis que 276.303 membres, soit 31,15 %, ont versé des mises sociales de plus de 500 lei pour une valeur de 643.203 lei, soit 86,30 %. Ces chiffres dénotent qu'après la guerre, comme avant d'ailleurs, c'est toujours une minorité des sociétaires qui détiennent la majorité du capital social, et par cela même conduisent ou influencent l'administration des banques populaires.

3. En dehors du capital social les banques populaires disposent encore pour leurs opérations, d'autres sommes provenant, soit des dépôts des particuliers, soit des engagements que ces institutions ont

pu contracter par réescompte, ou en compte-courant, par l'intermédiaire de leur caisse centrale, à la Banque Nationale ou à d'autres banques.

Voici l'évolution de ces capitaux de 1918 à 1925 :

Année	Dépôts	Emprunts à la B.N. et et autres engagements
1918.....	62.046.000 lei	12.732.000 lei
1919.....	100.284.000 lei	50.325.000 lei
1923.....	436.476.000 lei	330.812.000 lei
1924.....	498.380.000 lei	474.563.000 lei
1925.....	591.280.000 lei	854.215.000 lei

En ce qui concerne les dépôts nous avons une progression continue durant ces 7 dernières années. Progression continue, mais trop lente car le chiffre de ces capitaux n'a jamais pu égaler le capital social, quoique dans toutes les autres institutions de crédit qui présentent de sérieuses garanties la valeur des dépôts remonte à plusieurs fois celle du capital social.

On (17) a expliqué l'insuffisance des dépôts par le fait que l'intérêt payé au paysan est trop réduit (6 %) et que celui-ci préfère déposer ses économies aux banques commerciales des villes qui payent de 12 % à 18 %. A notre sens cette explication n'est pas suffisante. Le paysan roumain est méfiant et il man-

(17) Voir dans ce sens Slavescu, op. cit., p. 297 et Raducanu : Discours sur la « Crise de la coopération », p. 7, Bucarest 1927.

que de l'expérience nécessaire. De nos jours l'intérêt que les banques populaires payent aux déposants a été élevé à 14 %, en vue d'attirer le plus de capitaux possibles. Mais nous doutons fort que cette mesure donne les résultats espérés, car le paysan préfère garder l'argent chez lui jusqu'au moment où il dispose d'une somme assez forte pour s'acheter de la terre. Déposer l'argent économisé ou acheter des titres sont des opérations qu'on ne fait pas et qu'on ne fera pas de sitôt dans nos campagnes. Le paysan n'a confiance dans aucune institution bancaire. Pour lui, seule la terre représente une valeur sûre. Conception évidemment arriérée, mais à laquelle les événements les plus récents ont fourni de sérieux arguments.

La seconde rubrique du tableau précédent nous donne la valeur des engagements contractés par les banques populaires. Les chiffres qui s'y rapportent nous révèlent une augmentation des engagements d'environ 60 fois entre 1918 et 1925. L'aide apportée par le réescompte à la Banque Nationale représente la presque totalité de ces fonds, soit environ 800 millions en 1925. Ce chiffre peut encore être dépassé suivant les nécessités des banques populaires *et surtout suivant les disponibilités de l'institut d'émission.*

4. Les fonds dont nous venons d'étudier le développement ainsi que les réserves et les fonds spé-

ciaux (18) dont disposent les banques populaires ont servi à ces institutions à accorder des prêts aux paysans. Voici les sommes prêtées pour 1918-1925 :

1918.....	173.884.000 lei
1919.....	250.169.000 lei
1923.....	1.184.065.000 lei
1924.....	1.505.409.000 lei
1925.....	2.173.898.000 lei

De ce qui précède, il résulte que les emprunts accordés par les banques populaires ont beaucoup augmenté durant la période envisagée. Seulement, en faisant la part de la dépréciation de la monnaie roumaine, nous constatons une grande décroissance par rapport à ce que représentaient ces sommes avant la guerre. En ce qui concerne la valeur et le nombre des emprunts individuels, nous trouvons en 1924 :

613.940 prêts de	1 à 1000 lei	d'une valeur de	311.502.500 lei
185.318 » »	1000 à 6000 lei	» » »	596.624.100 lei
65.992 » »	plus de 6000 lei	» » »	597.283.000 lei

Ainsi, suivant ces chiffres, 84 % des prêts représentent 20 % de la valeur des sommes empruntées, tandis que 16 % du nombre des prêts représentent 80 % de la valeur totale des emprunts consentis. Cette

(18) Les réserves des banques populaires se chiffrent en 1925 à 147.258.000 lei. Les fonds spéciaux se composent du fonds cultural, des donations et des bénéfices, qui atteignent leur maximum en 1925 avec 93.562.625 lei.

situation est dangereuse et présente de gros inconvénients, dont le principal est de discréditer les banques populaires aux yeux des paysans.

Les prêts consentis par les banques populaires, sont surtout accordés aux paysans, très rarement et pour une valeur minime aux coopératives. Ainsi en 1925 sur environ deux milliards de lei, seulement 29 millions ont été prêtés aux sociétés coopératives, le reste est revenu par la voie du crédit aux habitants des campagnes.

En ce qui concerne la répartition des crédits par provinces, le total des emprunts accordés en 1925 a été réparti de la manière suivante :

Ancien royaume	1.722.179.000 lei
Bessarabie	365.573.000 lei
Transylvanie	86.146.000 lei
Total	2.173.898.000 lei

Les intérêts payés aux banques populaires étaient jusqu'en 1927 de 13 % pour les sociétaires et de 15 % pour les non-sociétaires. Depuis, le taux de l'intérêt des sommes prêtées par ces institutions a été élevé à 18 % pour les sociétaires, et à 20 % pour les non-sociétaires. Cette augmentation est due au renchérissement général de l'intérêt sur le marché roumain durant les derniers temps. Quel que soit le motif, nous trouvons qu'aujourd'hui les banques po-

pulaires sont beaucoup trop chères. Accorder des crédits agricoles avec 18 % et 20 % c'est faire plutôt de la spéculation, que venir en aide à l'agriculture. Cela est d'autant plus injuste que pour la majorité des capitaux dont disposent les banques populaires ces institutions ne payent qu'un intérêt minime (19).

*
**

En dehors des banques populaires affiliées à la Caisse Centrale de Bucarest que nous venons d'étudier, nous trouvons à la fin de l'année 1925 encore 697 coopératives de crédit qui fonctionnent librement et forment le mouvement coopératif minoritaire des territoires annexés.

La loi de 1920 avait donné à ces institutions la possibilité de se conformer à la loi des banques populaires (loi du 28 mars 1903), mais pour des motifs inconnus, elles ont préféré fonctionner librement.

(19) M. Mladenatz, dans un article paru dernièrement dans l'Argus (22 sept. 1927), donne la situation suivante des banques populaires affiliées à la Caisse Centrale de Bucarest pour le 31 décembre 1926 :

4.413 banques ayant 915.388 membres. Ces banques disposent d'un capital social de 971.746.862 lei; de dépôts en valeur de 754.119.000 lei; et d'engagements dépassant 1 milliard 100.000.000 de lei. Le total général des fonds dont disposent ces banques en 1926 est d'environ 2.891.000.000 de lei. Quoique le chiffre des emprunts ne figure pas dans cet article, nous croyons qu'en 1926 les banques populaires ont fait de grands progrès aussi dans cette direction.

Ces coopératives minoritaires sont constituées, soit sur les principes des caisses Raiffeisen, soit sur ceux des caisses Schultze-Delitzsch.

Des 697 coopératives minoritaires, 221 en Bucovine sont affiliées à une fédérale de Cernauti; 182 représentent le mouvement coopératif des sasses en Transylvanie et sont affiliées à une fédérale de Sibiu; 294, toujours en Transylvanie, dépendent d'une fédérale centrale de Cluj et sont d'origine magyare.

La situation du mouvement coopératif minoritaire, telle qu'elle se présente à la fin de l'année 1925 est par provinces la suivante :

Province	Nom- bre des ban- ques	Nom- bre des socié- taires	Capital social total (en lei)	Dépôts (en lei)	Total des fonds dont ces institutions disposent (en lei)
Bucovine ..	221	29.549	1.812.000	35.558.000	48.816.000
Transylvanie Coopératives sasses.....	182	18.651	230.000	77.695.000	93.032.000
Transylvanie Coopératives magyares ..	294	84.378	9.640.000	66.410.000	111.528.000

Du tableau qui précède, il est facile de voir la situation prospère de ces institutions. Quoique disposant d'un capital réduit, ces coopératives ont si bien éduqué la classe paysanne et lui ont inspiré une telle confiance qu'elles arrivent à recevoir beaucoup plus de dépôts que les banques populaires

affiliées à la Caisse Centrale de Bucarest. Cette situation dénote évidemment la grande viabilité de ces institutions. On voit aussi, des chiffres qui précèdent, que les banques sasses de Transylvanie sont les plus solides car elles reçoivent le plus de dépôts, quoiqu'elles disposent du capital le plus réduit.

Toutes les coopératives minoritaires sont aujourd'hui sous le contrôle de la Caisse Centrale de Bucarest (art. 6 loi 1920), tout en gardant leur liberté d'action, leurs formes initiales, ainsi que leurs propres fédérations. Elle ne jouissent cependant pas du droit de se faire ouvrir des crédits à la Caisse Centrale de Bucarest et à collaborer avec elle.

Quoiqu'il en soit de ces différences, en 1925, les deux mouvements coopératifs existants en Roumanie — banques affiliées et banques seulement soumises au contrôle de la Caisse Centrale de Bucarest — représentent en tout 4.904 unités ayant 1.018.383 sociétaires. Toutes ces institutions ont avancé aux payans en 1925 environ 2.383.757.000 lei, sous forme d'emprunts.

CHAPITRE IV

AUTRES SOURCES DE CRÉDIT DONT DISPOSE L'AGRICULTURE ROUMAINE

Après avoir étudié dans les pages précédentes, les institutions de crédit agricole, leur organisation ainsi que leur activité, spécialement en ce qui concerne les prêts accordés aux paysans, nous indiquerons dans ce chapitre les autres sources de crédit dont dispose le cultivateur.

De tout temps, l'agriculteur roumain, grand ou petit propriétaire, a dû, afin de subvenir aux besoins de la culture, emprunter sur le marché les capitaux nécessaires à l'exploitation de sa terre. La cause a été toujours l'insuffisance des ressources des institutions spéciales de crédit agricole. Insuffisance, qui sévissait avec plus ou moins de force suivant les époques. Pour remédier à cet état de choses, les agriculteurs doivent s'adresser aux autres institutions bancaires, aux particuliers ou à leur fournisseurs afin d'obtenir les crédits qui leur sont nécessaires.

Les capitaux empruntés de cette manière ne sont obtenus qu'à des conditions très onéreuses. Dans la majorité des cas, pour ne pas dire toujours, ces emprunts sont loin de présenter les caractéristiques d'un crédit agricole. Des intérêts très élevés, une échéance à trop court terme, font que ces crédits sont le plus souvent funestes à l'agriculture. On pourrait penser que l'étude de ce mode de crédit, n'a aucune place dans cet ouvrage. Nous ne partageons pas cette opinion. Certes, nous avons demandé au crédit agricole de remplir certaines conditions quant à la durée et au taux du prêt afin d'être avantageux à l'agriculture. Toutefois exclure de cette étude les capitaux que le propriétaire emprunte sur le marché pour ces seuls motifs, nous paraît aller à l'encontre de la définition que nous avons adoptée. N'avons-nous pas défini crédit agricole toute somme prêtée à une destination agricole quelconque ? Etant donné cette définition, nous sommes obligés d'insérer dans ce chapitre les autres sources de crédit dont dispose l'agriculture roumaine. Du moment que les sommes empruntées sur le marché ont été employées aux besoins de la culture nous devons les considérer comme crédit agricole, plus onéreux et moins avantageux pour l'agriculture, mais crédit agricole quand même ; car malgré tout et même contrairement à son intérêt l'agriculteur roumain devra avoir

recours aux sommes disponibles sur le marché afin de pouvoir continuer à cultiver sa terre.

En outre, vu la grande importance que présente l'agriculture en Roumanie, nous ne devons négliger aucune des sommes dont elle dispose, même s'il ne s'agit que d'indiquer les ressources et de ne donner que des chiffres approximatifs.

Il nous reste donc à voir — sommairement d'ailleurs — les différentes sources auxquelles s'adresse le propriétaire sur le marché pour se procurer les capitaux dont il a besoin : 1) les institutions bancaires ; 2) les particuliers et enfin 3) les fournisseurs.

1) En première ligne, il est naturel que nous trouvions les banques commerciales petites et grandes qui pratiquent entre autres opérations, celle de créditer l'agriculture. Cela est explicable par le fait que la Roumanie étant un pays foncièrement agricole, la majorité de la clientèle de ces institutions sera formée par des agriculteurs. Les banques commerciales, dont le nombre est considérable, accordent aux cultivateurs des prêts soit personnels soit réels mobiliers. Dans le premier cas, la banque se contentera d'une traite ou d'un engagement, dans le second, elle prendra en gage la récolte ou le cheptel du débiteur. Habituellement, ces institutions préfèrent prêter sur traite, car le réescompte de celles-ci leur permet de faire circuler le plus possible les fonds

dont elles disposent. Les banques commerciales prêtent aussi sur hypothèque mais le cas se présente rarement, cette pratique immobilisant pour un temps trop long leurs capitaux.

L'intérêt des prêts consentis par ces institutions variaient avant la guerre entre 9 % et 15 %; aujourd'hui il varie entre 28 % et 40 % et même plus. Cela dépend de l'emprunteur, de ses besoins, ainsi que de la banque qui avance les sommes. En règle générale, ce sont les paysans qui payent le plus cher parce qu'ils sont les plus pauvres et s'adressent habituellement aux petites banques, qui sont souvent plus dangereuses que les usuriers.

Pour la période d'avant-guerre on a évalué les emprunts consentis par les banques commerciales aux paysans à environ 50 millions lei-or et aux grands propriétaires à environ 100 millions lei-or.

Cette situation n'a pas changée, nous trouvons de nos jours encore de grandes dettes des agriculteurs aux banques commerciales. En ce qui concerne les paysans, suivant un calcul récemment fait, leurs dettes aux banques commerciales représentent environ trois milliards lei (1). Quand aux engagements des grands propriétaires, envers ces mêmes institutions, aucune évaluation n'a été faite et hasarder un chiffre

(1) Raducanu, Discours sur « La crise de la coopération ». Bucarest 1927, p. 3.

peut paraître téméraire. Néanmoins, en nous basant sur les demandes de virements faites jusqu'en mars 1927 pour une valeur de 983.500.000 lei, nous croyons pouvoir affirmer que la dette des grands propriétaires envers les banques représente au moins le double de cette somme, si ce n'est plus. Notre affirmation repose sur la considération que par les conditions fixées aux emprunts par virements, il n'est pas possible de comprendre, de grandes sommes dans les demandes faites en vue de ces opérations.

En dehors des banques commerciales, la grande propriété trouvait avant la guerre d'importants crédits dans des conditions très avantageuses, auprès des entreprises d'assurance, institutions qui donnaient une préférence marquée aux hypothèques rurales pour le placement de leurs fonds. De cette manière ces institutions avaient prêté à la grande propriété environ 55 millions de lei. Après la guerre, par le fait que la réforme agraire avait autorisé les propriétaires à payer leurs dettes avec la rente d'expropriation — en compensation du préjudice souffert par eux — les sociétés d'assurance ont subi de grosses pertes en ce qui concerne leurs placements agricoles. De nos jours toute évaluation même approximative manquant, nous ne saurions dire si les entreprises d'assurances font encore ces opérations et dans quelle mesure.

La dernière ressource bancaire dont peuvent disposer les agriculteurs sont les emprunts sur nantissement de titres (rentes d'expropriation, rentes d'Etat, etc.), à la Banque Nationale. Afin de venir en aide aux producteurs du pays l'institut d'émission décida de faire des prêts sur nantissement de titres. Ces opérations, profitent non seulement aux cultivateurs, mais à tous les détenteurs de titres. Dans ces conditions, il est difficile de savoir dans quelle mesure l'agriculture participe à la somme d'environ 631 millions lei, qui est ainsi avancée (2). En tout cas, ces prêts sont bienvenus car les emprunts contractés de cette manière bénéficient d'un taux d'intérêt minime.

2) En second lieu, les agriculteurs s'adressent encore, pour se procurer des capitaux aux particuliers. Ces prêts revêtent soit la forme personnelle, soit la forme réelle suivant la confiance que présente le débiteur. Le plus souvent s'agissant de sommes importantes, ces emprunts sont consentis moyennant une hypothèque. C'est la grande propriété qui jouit le plus souvent de ces crédits, car c'est elle qui offre le plus de garanties pour le remboursement. L'intérêt des prêts consentis par les particuliers ne s'élève qu'à 20 % ou 25 % et rarement à 30 %. — Ce

(2) La situation sommaire de la Banque Nationale publiée le 20 Août 1927, nous donne exactement la valeur de 631.671.110 lei

sont surtout les prêteurs qui cherchent un placement sûr et de tout repos qui engagent leur fonds dans ces opérations.

Quoiqu'il n'y a aucune évaluation faite, nous pensons que les emprunts consentis à la grande et à la petite propriété par les particuliers doivent se chiffrer à plusieurs milliards de lei.

3) En dernier lieu l'agriculteur se procure les capitaux dont il a besoin chez ses fournisseurs. Ce moyen de se procurer de l'argent est le plus néfaste car il revêt souvent, pour ne pas dire toujours, les formes de l'usure. En règle générale, le prêt chez les fournisseurs est obtenu à titre d'avance sur les cultures en croissance. Cette pratique présente le double inconvénient : a) le coût du crédit est généralement inconnu; b) cette opération liant l'agriculteur à ses créanciers lui fait perdre sa liberté de vente ainsi qu'une partie de ses profits légitimes. Il n'y a aucun doute que dans de telles conditions le crédit obtenu est une pure spoliation.

Cette opération est pratiquée le plus souvent par les paysans qui manquant de capital pendant l'hiver et le printemps, vendent de cette manière leur récolte.

Quoi qu'il serait très intéressant de connaître le nombre et la valeur des crédits accordés de cette manière, nous ne pourrions hasarder aucune évaluation, toute base de calcul faisant défaut. Tout ce que nous pouvons affirmer, sans crainte de commettre

une erreur, c'est que ces opérations sont très répandues, surtout par ces temps de crise, et qu'elles doivent représenter annuellement des sommes impressionnantes.

De tout ceci il résulte clairement qu'en dehors des crédits dont dispose l'agriculture auprès des institutions spéciales de crédit agricole, elle doit encore, pour subvenir à ses besoins, emprunter sur le marché des sommes de plusieurs milliards de lei. Cela dénote assez l'importance de ces prêts qui arrivent à dépasser de beaucoup ceux accordés par les institutions spéciales. Incontestablement les sommes empruntées sur le marché, sous la pression d'une impérieuse nécessité, ne sont pas profitables à l'agriculture. Elles reviennent trop cher et sont généralement prêtées pour un terme trop court. Cette sorte de crédit ne peut donc que nuire aux agriculteurs et hâter leur ruine.

TROISIEME PARTIE

La Politique du Crédit Agricole

CHAPITRE PREMIER

INSUFFISANCE DU CRÉDIT DONT DISPOSE L'AGRICULTURE ROUMAINE

I. Etude de l'insuffisance du crédit agricole.

Dès le début de cet ouvrage, après avoir démontré l'importance de l'agriculture et décrit la crise agricole qui sévit à ce moment-ci en Roumanie, nous avons indiqué le crédit comme seul remède aux maux dont souffrent les cultivateurs.

Des développements contenus dans la deuxième partie de cet ouvrage, il résulte que l'agriculture dispose en Roumanie d'une vaste organisation de crédit. Par conséquent, il serait juste de se demander pourquoi reposer encore le problème du crédit agricole. C'est simplement, qu'en réalité, de l'avis unanime, les institutions existantes présentent le défaut essentiel d'être démunies de fonds, ce qui fait qu'elles ne peuvent pas arriver à remplir leur mission. Les prêts que ces institutions accordent sont

réduits par rapport à l'importance et aux besoins de cette branche d'activité. Il suffit d'étudier les sommes prêtées à l'agriculture pour nous rendre compte de cette insuffisance.

Les crédits ouverts par les principales institutions en 1925, en valeur totale de 2.760.444.52 lei, sont répartis comme suit :

Le crédit foncier	305.251.000 lei
Les caisses d'emprunt sur gage environ	140.000.000 lei
Les caisses des agriculteurs	141.295.522 lei
Les banques populaires (1)	2.173.898.000 lei

En 1926 ces mêmes institutions prêtent les sommes suivantes :

Le crédit foncier	541.200.000 lei
Les caisses des agriculteurs	275.294.661 lei
Les caisses d'emprunt sur gage...	139.438.821 lei
Les banques populaires environ.	2.400.000.000 lei

Aux sommes ci-dessus, qui représentent les prêts en numéraire, il faut ajouter pour être complet environ 55.000.000 lei en numéraire provenant en 1925 des emprunts par lettres de gage ; et en 1926

(1) Dans la valeur des prêts consentis par les banques populaires que nous donnons, ne sont comprises que les banques affiliées à la Centrale de Bucarest. En ce qui concerne les banques minoritaires, il faudrait évaluer les prêts consentis par elles en 1925, à environ 300.000.000 de lei.

environ 111.410.000 lei toujours en numéraire, provenant des emprunts en lettres de gage et obligations.

Tous les prêts accordés en 1925 et 1926 ont été employés aux besoins de l'exploitation, à l'exception de 73.434.000 lei environ, destinés aux travaux d'indiguements entrepris par les syndicats d'Oltenitza-Surlari et Surlari-Dorobantzu. Les sommes prêtées à ce dernier titre ont une valeur si réduite que nous ne pensons pas qu'il soit besoin d'une argumentation spéciale pour démontrer leur insuffisance.

En ce qui concerne les crédits d'exploitation, les chiffres donnés peuvent paraître impressionnants au premier abord. Mais ce n'est qu'une illusion, leur valeur est aussi très réduite, car il faut tenir compte dans tous les calculs faits en Roumanie après guerre, qu'il s'agit de sommes exprimées en lei-papier (soit environ 35 lei pour un franc or dans la période envisagée). Cette restriction faite, on s'aperçoit que la valeur réelle des prêts effectués s'élève à peine à 90 millions lei or en 1926. Or, vu l'importance de premier ordre du rôle de l'agriculture pour notre pays, on peut à juste raison se demander si le montant du crédit ainsi accordé n'est pas trop réduit. On s'en rendra compte très nettement en comparant les crédits dont disposait l'agriculture roumaine en 1915, avec ceux dont elle bénéficie de nos jours. En 1915, les prêts accordés à l'agriculture s'élevaient à 247 mil-

lions lei-or (2), ce qui représente au cours actuel environ 9 milliards lei-papier. Il y a donc eu, après la guerre, une diminution considérable des prêts accordés. La différence est d'autant plus forte, que les chiffres des prêts consentis en 1925 et en 1926 se rapportent à une industrie agricole qui a presque doublé en étendue, comparée à ce qu'elle était en 1915. par suite de l'extension du territoire de la Roumanie après la guerre. Il résulte donc clairement, que les crédits dont jouit aujourd'hui l'agriculture sont en manifeste décroissance. Alors, la question qui se pose est de savoir si les sommes ainsi prêtées par les institutions existantes suffisent ou non à pourvoir aux besoins de l'agriculture ? A notre avis leur insuffisance est manifeste. Les arguments qui vont suivre le démontreront d'ailleurs amplement :

1) Il y a d'abord la réduction manifeste des prêts accordés après la guerre, argument qui n'a pas besoin d'être développé.

2) En second lieu, la somme d'environ 3 milliards de lei qui a été prêtée à l'agriculture, rapportée à l'étendue cultivable, nous donne un chiffre dérisoire

(2) La somme de 247 millions lei-or a été prêtée en 1925 par les différentes institutions dans les proportions suivantes :

Le Crédit foncier... 40 millions en lettres de gage type 5 %. Les caisses d'emprunt sur gage 50 millions en numéraire. Les banques populaires... 157 millions en numéraire.

(environ 200 lei) en ce qui concerne le crédit d'exploitation par hectare. Pour montrer combien ce chiffre est insuffisant nous citerons un calcul fait il y a quelque temps dans l'exposé de motifs (3) de la loi sur le conseil supérieur de l'agriculture. L'auteur évaluait à cette occasion le capital de roulement nécessaire à l'agriculture, à 4.500 lei par hectare, soit au total 45 milliards lei pour les 13 millions d'hectares cultivables. En admettant même que les agriculteurs disposent eux-mêmes d'une partie de ce capital, ce qui est fort douteux, il n'en est pas moins vrai que les crédits de 3 milliards lei ouverts par les institutions de crédit agricole sont minimales en comparaison des évaluations rapportées ci-dessus.

3) Enfin, nous trouvons un dernier argument dans la dette énorme que les propriétaires ont contractée aux banques commerciales. Dette qui porte des intérêts exorbitants et représente à peu près le double des prêts accordés par les institutions spéciales de crédit agricole. Le chiffre des crédits ouverts par les

(3) L'exposé des motifs de la loi du conseil supérieur de l'agriculture est rédigé par M. Garoffid. Dans cet exposé l'auteur évalue le capital investi dans l'agriculture aux sommes suivantes (le calcul est fait pour une ferme d'approximativement 3 ha) :

Bâtiments (outre la maison d'habitation)	15.000 lei.
Cheptel mort	5.000 lei.
Cheptel vivant	5.000 lei.
Capital de roulement	4.500 lei.

banques commerciales qui remonte à plusieurs milliards lei est éloquent (4). Il démontre clairement, une fois de plus, l'insuffisance manifeste du crédit agricole ouvert par les institutions existantes. Ce qui oblige le cultivateur à recourir dans une large mesure aux banques commerciales, dont les intérêts variant entre 25 % et 40 %, ne peuvent pas convenir à l'agriculture.

Le résultat de cet état de choses est que la production est en décroissance ; que la crise sévit toujours ; et enfin que l'agriculture végète et souffre encore, après neuf ans, des suites de la guerre.

Le problème du crédit agricole se pose donc avec toute l'importance et l'urgence que réclame une question d'un intérêt si vital surtout pour la Roumanie, dont la terre doit fournir un moyen d'existence raisonnable à la majorité de ses habitants. Différentes solutions ont été proposées à ce problème, mais avant de les exposer il nous incombe de rechercher les causes de l'insuffisance des crédits ouverts.

II. *Les causes qui expliquent l'insuffisance des crédits dont dispose l'agriculture.*

Démêler les causes qui provoquent l'insuffisance des crédits ouverts à l'agriculture est une tâche assez

(4) Voir Chapitre IV de la II^e partie de cet ouvrage.

difficile, car elles sont nombreuses et s'entremêlent les unes aux autres. Il y a d'abord une cause générale : c'est l'inflation qui entraîne à sa suite la dépréciation monétaire ainsi que les variations du change, et qui a eu pour effet de réduire considérablement les capitaux roumains. En dehors de cette cause générale, on peut se demander avec juste raison si cette insuffisance ne tient pas aussi à certains défauts d'organisation ou de fonctionnement des institutions de crédit agricole actuellement existantes. Pour répondre à cette question il nous faudra étudier séparément les critiques qu'on peut adresser à ces institutions : 1) au point de vue de leur organisation ; et 2) au point de vue des moyens qu'elles emploient pour se procurer les capitaux nécessaires à leurs opérations :

1) Sur le premier point nous relevons les observations suivantes :

a) Pour ce qui est du Crédit foncier, les principes qui sont à sa base et commandent son organisation sont depuis longtemps connus et pratiqués en Roumanie. On ne peut évidemment pas trouver que le principe de l'association directe des propriétaires emprunteurs soit une cause qui puisse expliquer l'insuffisance de ses opérations. Bien au contraire, ce système a donné de tout temps d'admirables résultats. Ce n'est pas non plus le fait de lui avoir donné

en 1923 le rôle d'institut foncier et de banque agricole, qui a pu amener la réduction de ses opérations.

Aucune critique justifiée ne pourra donc être faite au Crédit foncier relativement à son organisation, en dehors de celles que nous lui avons déjà adressées, quant à son formalisme et à la lenteur excessive de son activité. Défauts, qui évidemment ne peuvent pas nous donner la cause de l'insuffisance des opérations du Crédit foncier.

b) En ce qui concerne les banques populaires, ces institutions présentent certains défauts à la base de leur organisation. Il est explicable que cela soit ainsi car chargées naguère d'une tâche d'ordre secondaire, ces institutions sont appelées à jouer de nos jours un rôle de première importance. Certes, les critiques que l'on fait aux banques populaires ne portent pas sur le principe coopératiste qui est à leur base, mais sur son application en Roumanie (5).

On a souvent fait remarquer, non sans raison, que de nombreuses unités de villages ne sont pas viables et qu'elles ne représentent rien de plus qu'un numéro dans une statistique générale. De plus, le peu de confiance qu'on a dans les dirigeants ainsi que le manque d'éducation coopératiste des paysans, font que

(5) I. Răducano « La crise de la Coopération », p. 28, Buc. 1927.

beaucoup de ces banques ne correspondent en rien aux buts pour lesquels elles avaient été créées.

Quant à la caisse centrale des banques populaires on lui impute un esprit bureaucratique excessif qui se manifeste surtout par un manque d'organisation dans la technique commerciale de cette institution. En outre, le contrôle qu'elle exerce est plutôt répressif, alors qu'il devrait être fait surtout pour parer aux irrégularités que pourraient commettre les banques populaires. On peut encore, imputer à la Caisse centrale qu'elle se limite surtout à un rôle de simple intermédiaire entre la Banque Nationale et les banques populaires, tandis que son but principal est d'être une institution bancaire proprement dite. La caisse centrale s'est bornée à cette fonction d'intermédiaire par le fait que l'autonomie de cette institution n'est qu'apparente, l'Etat se mêlant trop directement de son fonctionnement.

Tous ces défauts que nous venons d'indiquer sont incontestablement dus surtout au manque d'éducation coopératiste des dirigeants des banques populaires. Quoi qu'ils soient très certainement la cause du malaise qui traverse en ce moment ces institutions, ces défauts ne peuvent pas nous donner l'explication de l'insuffisance de leurs opérations.

c) En ce qui concerne les institutions qui pourvoient au crédit d'exploitation de la grande et de la

moyenne propriété il y a une distinction à faire. Si on ne peut faire aucun grief à l'organisation des caisses de crédit des agriculteurs, de nombreuses critiques peuvent être faites aux caisses d'emprunt sur gages. Ces dernières, ont tous les défauts inhérents aux institutions d'Etat sans présenter aucun des avantages qu'on pourrait espérer. Formalisme, esprit bureaucratique, manque d'initiative et de connaissances agricoles de leurs dirigeants, telles sont les critiques principales qu'on leur adresse. Mais, comme ces institutions ne représentent qu'une partie restreinte du crédit agricole ce n'est sûrement pas ici que nous trouverons l'explication de son insuffisance.

Il semble qu'elle réside plutôt dans la manière dont elles se procurent les capitaux nécessaires à leurs opérations.

2) Les principaux capitaux qu'emploient en vue de leurs opérations les institutions de crédit agricole sont, ainsi que nous l'avons indiqué : le capital social ; les dépôts ; et le réescompte, spécialement à la Banque Nationale.

Pour nous rendre mieux compte de l'importance de ces fonds ainsi que du rôle qu'ils jouent dans l'ensemble de l'activité des institutions de crédit agricole, nous allons les étudier un à un pour les années 1925 et 1926. Ce système facilitera notre tâche, car il

fera ressortir, des données mêmes que nous dégagerons, les défauts que présentent de ce chef les institutions de crédit agricole.

a) En ce qui concerne le *capital social* nous trouvons pour la période envisagée les chiffres suivants :

	1925	1926
Le Crédit Foncier ..	62.714.600 lei	73.083.200 lei
Les caisses des agriculteurs	33.358.486 lei	67.219.824 lei
Les Banques populaires	745.356.000 lei	971.746.812 lei
		(6)

Les caisses d'emprunt sur gage, étant des institutions d'Etat subventionnées par la Banque Nationale, n'ont pas de capital social.

Les chiffres cités plus haut nous montrent que le capital social est minime et qu'en outre il augmente très lentement. Cette situation s'explique jusqu'à un certain point, surtout pour les banques populaires, par le manque de confiance des paysans à l'égard de leurs dirigeants. Toutefois, cette explication n'est pas valable pour les autres institutions. Ici, c'est aux causes d'ordre général qu'il faut remonter : d'un côté, l'appauvrissement des agriculteurs, d'un autre,

(6) G. Madenatz op. cit. Argus du 17 Septembre 1927.

la réduction considérable de la valeur des capitaux nationaux. C'est dans ces deux phénomènes que réside, à notre sens, l'explication de l'insuffisance du capital social des institutions de crédit agricole.

b) Après le capital social, *les dépôts* des particuliers représentent pour toute institution bancaire un intérêt considérable, car ils augmentent les ressources dont elle peut disposer. Suivant la valeur des sommes déposées on peut juger de la solidité d'une banque et de la confiance dont elle jouit, auprès du public. L'opération qui consiste à recevoir des dépôts présente en outre un rôle économique de première importance, car c'est grâce à elle que toutes les sommes improductives sont drainées et servent à financer des entreprises productives. L'importance des dépôts est capitale et a une grande part dans la réussite et le bon fonctionnement de toute institution bancaire.

En ce qui concerne les dépôts effectués dans les institutions de crédit agricole, les chiffres que nous donnent les statistiques sont tout à fait insignifiants. En dehors des banques populaires qui ont reçu en dépôt, en 1925 : 591.280.000 lei et en 1926 : 754.119.387 lei, les autres institutions ne pratiquent que dans une mesure trop restreinte ce genre d'opérations. Mais, même en ce qui regarde les banques populaires, les chiffres ci-dessus sont trop réduits

pour des institutions qui étendent de larges ramifications sur le pays et ont pour clients la majorité des agriculteurs roumains. Sans entrer dans les controverses que suscitent le peu d'importance des dépôts ainsi que les causes auxquelles on l'impute, questions précédemment étudiées, nous nous bornerons seulement à constater leur insuffisance, qui contribue à amoindrir singulièrement les fonds dont peuvent disposer les institutions de crédit agricole.

c) Enfin la dernière ressource importante dont disposent les institutions de crédit agricole pour se procurer les capitaux nécessaires à leurs opérations est, avons-nous dit, *le réescompte à la Banque Nationale*. Les ressources procurées par ce dernier moyen sont les plus importantes car elles représentent des sommes considérables.

En 1925, les institutions de crédit agricole se procurent par la voie du réescompte, les capitaux suivants :

Le Crédit foncier	220.436.094 lei
Les banques populaires environ ..	800.000.000 lei
Les caisses des agriculteurs	89.650.000 lei
Les caisses d'emprunt sur gage:..	139.438.821 lei

soit un total de 1.249.524.915 lei : ces sommes aug-

mentent assez rapidement car en 1926 elles représentent pour :

Le Crédit foncier	399.318.303 lei
Les banques populaires environ ..	900.000.000 lei
Les caisses d'emprunt sur gage, environ	140.000.000 lei
Les caisses des agriculteurs	126.250.000 lei

En comparant les chiffres ci-dessus, avec ceux que nous donnent le capital social et les dépôts, il résulte clairement que les institutions de crédit agricole se procurent la majorité des capitaux dont elles disposent par la voie du réescompte à la Banque Nationale. Cette situation n'est pas sans présenter de graves inconvénients. Evidemment la Banque Nationale doit subvenir aux besoins de crédit de toute l'activité économique du pays et en faire une juste répartition entre toutes les industries existantes. Mais, cela ne peut pas justifier un système de crédit agricole basé pour la majorité de ses ressources sur des crédits ouverts par voie de réescompte à l'Institut d'émission. En outre, la Banque Nationale ne peut pas trop favoriser l'agriculture, même si cette branche d'activité représente une importance capitale pour le pays, car elle immobilise pour un temps trop long les capitaux empruntés. C'est d'ailleurs, ce qui arrive en Roumanie où tous les agriculteurs sont unanimes à se plaindre de la parcimonie de la Banque Nationale

à leur égard et de l'aide, relativement plus grande, qu'elle donne au commerce et à l'industrie. Quoi qu'il en soit de ces plaintes nous trouvons que la Banque Nationale a fait le maximum possible, vu les moyens réduits dont elle dispose (7), pour aider l'agriculture.

A notre sens, la faute de l'insuffisance du crédit agricole revient en entier aux institutions existantes qui emploient pour se procurer les ressources qui leur sont nécessaires, une voie qui à notre avis est fautive et ne peut réussir : le réescompte à la Banque Nationale.

Jamais dans aucun pays le crédit agricole n'a pu subsister uniquement grâce aux sommes prêtées par les Instituts d'émission. Ces sommes n'ont pour but que d'aider le développement des institutions de crédit agricole, mais pour faire face convenablement à leurs opérations elles doivent se procurer la majorité de leurs fonds par d'autres moyens. A l'étranger, en Allemagne surtout les coopératives de crédit — qui forment dans ce pays la base du crédit agricole — se soutiennent grâce aux dépôts qu'elles reçoivent, ainsi que par les emprunts qu'elles con-

(7) La Banque Nationale, par l'effet de la convention avec l'Etat (mai 1925) est obligée d'observer un plafond fixe d'émission. Cette limite ayant été atteinte, la Banque ne peut plus aider aucune industrie au delà des crédits déjà ouverts.

tractent à d'autres institutions bancaires. En Italie, les caisses agricoles empruntent de grandes sommes aux caisses de dépôts, afin de pourvoir aux capitaux qui leur sont nécessaires.

Les institutions de crédit agricole roumaines ne pourront donc pas, à notre avis, se contenter du rées-compte de la Banque Nationale pour se procurer les ressources qui leur sont nécessaires en vue des crédits que l'agriculture réclame. Il leur faudra nécessairement trouver un autre moyen.

Le problème du crédit agricole en Roumanie ne consistera donc pas, comme on l'a spirituellement dit (8), à trouver « le moyen de faire arriver le plus de capitaux avec moins de motifs de confiance pour le prêteur et moins de garanties de remboursement ». Ce ne sera pas non plus à « faire accorder aux agriculteurs plus de confiance sans qu'ils offrent plus de garanties » (9). Dans notre pays le problème du crédit agricole se posera autrement.

Le cultivateur roumain n'a jamais manqué de confiance ; au contraire, il a été considéré de tous temps comme un débiteur modèle et de nos jours plus que jamais. La preuve est la valeur immense

(8) Discours de M. le procureur général Dupin au congrès agricole de 1845.

(9) L. Durand. op. cit. p. 45.

du portefeuille agricole que détiennent les banques commerciales.

Le problème qu'il s'agit donc de résoudre en Roumanie est, non pas de donner à l'agriculteur une confiance qu'il possède déjà, mais de lui faire parvenir les capitaux dont il a besoin à un prix raisonnable et compatible avec la rentabilité de l'agriculture.

CHAPITRE II

LES SOLUTIONS PROPOSÉES AU PROBLÈME DU CRÉDIT AGRICOLE

I. *Exposé des solutions.*

Après avoir établi l'insuffisance du crédit agricole, ainsi que l'impossibilité dans laquelle se trouvent les institutions existantes d'y remédier par leurs propres moyens, il nous incombe d'étudier les différentes solutions qu'on propose au problème du crédit agricole. C'est d'une part, des économistes agrariens, de l'autre des politiciens (1) que viennent les propositions. Les remèdes suggérés sont multiples et fondés sur les principes les plus variés, car chacun a son système et ses idées dans la matière.

(1) La question du crédit agricole a si vivement préoccupé les politiciens qu'au printemps de l'année 1927 on mit à l'étude, au ministère de l'agriculture, un avant projet relativement à cette matière. Le gouvernement s'étant retiré avant la publication de ce document, nous n'avons pu obtenir aucune indication en ce qui concerne la solution qui était préconisée.

Tout le monde relève l'insuffisance actuelle du crédit dont jouit l'agriculture. Quant aux moyens pour remédier à cet état de choses ils diffèrent complètement : les uns proposent la création d'une nouvelle institution de crédit agricole; les autres le maintien des institutions existantes, en les dotant des capitaux nécessaires ; et enfin d'autres suggèrent simplement des palliatifs.

A. Solutions proposant la création d'une nouvelle banque agricole.

La constitution d'une nouvelle banque de crédit agricole, sous forme de société anonyme, fut la première solution qu'on proposa pour remédier à la situation actuelle. Il est évident que cette idée est intéressante, car une telle banque aurait pu mettre fin dans un très court délai au manque de capitaux dont souffre l'agriculture. Seulement, une institution d'une telle envergure doit elle-même disposer de capitaux immenses pour faire face à la large sphère d'action qui lui incombe. Qui devra souscrire et où trouver le capital nécessaire pour la constitution d'une institution qui présenterait un intérêt si vital et une si grande importance pour le pays ? La réponse à cette question était donnée de deux manières différentes : les uns voulaient faire appel seulement aux capitalistes roumains ; d'autres étaient disposés à s'adresser surtout aux capitalistes étrangers.

a) En ce qui concerne la première solution sa réalisation serait impossible. L'appauvrissement des agriculteurs — principaux intéressés — ainsi que le peu de rentabilité que pouvait offrir un tel placement rendait la souscription très problématique. En outre, la crise de numéraire qui sévissait à la suite de la politique de déflation suivie par la Roumanie, aggravait encore ce problème. Du côté des capitalistes il y avait donc peu de chances pour former la souscription intégrale du capital d'une telle institution. Restait encore la possibilité de s'adresser à la Banque Nationale. Celle-ci n'avait-elle pas comblé l'insuffisance de la souscription privée lors de la création du Crédit industriel ? Nombreux étaient ceux qui trouvaient que la Banque Nationale aurait dû faire la même opération en faveur de l'agriculture, qui présente pour la Roumanie un si grand intérêt. Incontestablement c'eût été une solution pratique en ce qu'elle permettait d'éluder les difficultés, seulement elle était impraticable. La Banque Nationale à cause de la politique de déflation qu'elle suivait, ainsi qu'à cause de la convention avec l'Etat qui lui fixait un maximum d'émission, ne pouvait plus venir en aide à la constitution d'aucune nouvelle institution, ayant déjà son placement complet.

b) Tenant compte de ces impossibilités, on jugea alors que le seul moyen de fonder une banque de crédit agricole serait de s'adresser aux capitalistes étran-

gers en leur concédant l'exploitation. A cet effet, on préconisait d'offrir aux capitalistes qui voudraient fonder une telle société, de grands avantages d'ordre juridique et économiques. Certes, cette solution pouvait rapidement résoudre le problème du crédit agricole, seulement était-elle acceptable ? Nous ne le croyons pas, quoique nous ne soyons pas partisans absolus du nationalisme économique. Créer une institution ayant pour terrain d'activité tout le pays et la concéder à une société de capitalistes étrangers nous paraît présenter certains inconvénients d'ordre national de première importance. Sans approfondir les divergences d'intérêts entre capitalistes et agriculteurs, sur lesquels nous allons revenir, nous considérons dangereux de confier tout le crédit, duquel dépend en somme l'existence et le développement de l'agriculteur, à une société étrangère qui peut très bien avoir des intérêts contraires aux aspirations nationales. Il est bien entendu que ces critiques ne portent que sur la concession. Si on avait préconisé l'emprunt à l'étranger la situation eut été toute autre et l'objection ci-dessus n'aurait pu avoir aucune portée.

En dehors des critiques que nous avons adressées aux deux conceptions préconisées pour rassembler le capital de la banque agricole, cette solution en elle-même ne pouvait pas être adoptée pour les causes suivantes :

- 1) Une institution de crédit agricole créée par des

capitalistes roumains ou étrangers n'importe, ne présentera jamais les conditions qui sont nécessaires l'agriculture. Il y aura toujours antagonisme d'intérêts entre les actionnaires et les cultivateurs. Les premiers ayant tout intérêt à gagner le plus possible, les seconds recherchant avant tout une réduction du taux de l'intérêt. Une institution capitaliste ne convient donc pas au crédit agricole.

A notre sens seuls les cultivateurs par la coopération ou l'Etat lui-même peuvent fonder utilement le crédit agricole.

2) En second lieu la solution proposée ne peut pas être acceptée parce qu'elle ne tient pas compte de l'existence des institutions actuelles. L'agriculture avons-nous vu dispose d'institutions suffisantes et bien organisées, auxquelles il ne manque que les capitaux indispensables à leur bon fonctionnement. Ce n'est donc pas principalement par la création de nouvelles institutions qu'il faut chercher la solution du problème du crédit agricole, mais en changeant les moyens par lesquels les organismes actuels se procurent leurs capitaux.

B. Solution qui préconise le maintien des institutions existantes dotées de capitaux suffisants.

Les promoteurs de cette deuxième solution font ressortir que les institutions existantes présentent

quelques avantages, dont voici les principaux :
a) Elles connaissent les besoins et la solvabilité des agriculteurs, et sont connues par eux; b) Elles disposent d'une administration et d'un personnel compétent qu'il sera difficile de trouver pour une autre institution; c) elles ont de larges ramifications dans le pays; et d) Elles ont acquis durant leur existence une expérience des choses agricoles qu'on ne peut rejeter.

Si ces institutions présentent de telles avantages, à quoi bon en créer d'autres qui nécessiteront un temps plus ou moins long et des dépenses considérables pour leur installation ? Il vaut mieux les maintenir et leur procurer les capitaux nécessaires à leurs opérations.

Les auteurs (2) qui préconisent cette solution rejettent sur la Banque Nationale la charge de procurer ces fonds, car c'est elle, disent-ils, qui a le devoir de financer l'entière activité économique du pays. Toutefois, on reconnaît que pour le moment la Banque Nationale ne peut augmenter dans la mesure nécessaire les crédits dont a besoin l'agriculture, pour les causes que nous avons indiquées ci-dessus. Comment faire alors pour résoudre le problème du crédit agri-

(2) Const. Brătianu. « Le Crédit agricole en Roumanie ». Rev. Democratia n° 3, Buc. 1927.

cole ? Voici la solution qu'on donne à cet effet. La Banque Nationale devra commencer par réduire les crédits ouverts au commerce et à l'industrie et augmenter dans cette mesure, bien minime d'ailleurs, les sommes prêtées à l'agriculture. Mais, ajoutent ces mêmes auteurs, la Banque viendra de plus en plus en aide à l'agriculture, à mesure que l'Etat lui remboursera la dette qu'il a contractée, envers elle pendant et après la guerre (environ 10.670 millions lei). A cet effet, l'Etat doit chercher à emprunter, soit à l'intérieur, soit à l'étranger les sommes nécessaires pour rembourser au moins en partie ses dettes à la Banque, qui à son tour pourra alors accorder de plus larges crédits à l'agriculture. En somme, suivant ces auteurs « la solution de la crise actuelle réside dans le rôle de l'Etat d'accélérer le paiement de ses dettes à la Banque Nationale » (3).

Augmenter les crédits de l'agriculture en réduisant ceux dont disposent le commerce et l'industrie, puis lorsque l'Etat aura remboursé la Banque Nationale, faire ouvrir par celle-ci des crédits encore plus larges, c'est en somme à quoi se réduit le système qu'on préconise pour arriver à doter l'organisation actuelle de capitaux suffisants.

Nous reconnaissons que le maintien même des ins-

(3) Const. Bratiano, *op. cit.*, p. 7.

titutions existantes est une solution conforme aux intérêts de l'agriculture, seulement nous ne pouvons pas admettre les moyens qu'on nous propose pour leur procurer les ressources nécessaires. Les griefs qu'on peut adresser à ce dernier point de vue au système ci-dessus sont des plus importants.

1) On peut en première ligne se demander si la Banque Nationale peut réduire, pour aider l'agriculture, les crédits dont disposent le commerce et l'industrie, sans leur causer un grave préjudice. A notre avis cette réduction est impossible, la situation du marché roumain étant trop critique pour qu'on puisse restreindre de quoique ce soit les crédits accordés. L'industrie traverse une période dure, car le pétrole lutte difficilement contre la concurrence américaine et l'industrie charbonnière souffre du renchérissement de la main-d'œuvre. Quand au commerce, l'impossibilité est encore plus grande, car il souffre du manque de numéraire, qui fait que dans la période des grandes transactions une baisse artificielle des cours de toutes les marchandises s'en suit. Il est donc facile de se rendre compte pourquoi la Banque Nationale se trouve dans l'impossibilité d'opérer la moindre réduction aux crédits actuellement ouverts au commerce et à l'industrie. Une telle mesure aurait sans nul doute pour résultat de bouleverser leur activité économique. Du reste, l'agriculture n'a aucun intérêt à ce que les crédits ouverts au commerce

soient rétrécis, car dans ce cas elle serait la première à en souffrir au moment de la vente de ses produits.

Mais en dehors de ces considérations théoriques, la preuve pratique que la Banque Nationale ne peut réduire les crédits ouverts au commerce et à l'industrie, c'est qu'elle a dû interrompre les opérations de virement qu'elle faisait en faveur des grands propriétaires, dans la crainte de provoquer une grave crise dans le pays.

2) Quand à l'allocation de crédits nouveaux par la Banque Nationale au fur et à mesure des remboursements de l'Etat, ce système a, à notre avis, le défaut capital d'ajourner *sine die* l'ouverture de crédits suffisants à l'agriculture. Le remboursement des dettes de l'Etat peut d'ailleurs tarder encore de longues années, celui-ci pouvant employer les sommes prêtées dans d'autres buts qui peuvent lui paraître plus profitables, tels que : payement des créanciers étrangers, réfection des chemins de fers, des routes, etc. Même en admettant que l'Etat remboursera la Banque, peut-on être bien sûr que celle-ci emploiera ces sommes en vue de majorer les crédits accordés à l'agriculture ? La Banque Nationale peut très bien continuer la politique qu'elle a suivie jusqu'ici et préférer l'industrie et le commerce à l'agriculture.

La solution que nous venons d'exposer est donc absolument impraticable, en ce qui concerne les

moyens financiers qu'elle préconise pour doter les institutions de crédit agricole existantes. Maintenir ces institutions et les utiliser c'est évidemment une bonne opinion, mais il faut chercher un autre moyen pour leur procurer les ressources nécessaires, sans quoi on risquerait de maintenir pour de longues années encore la crise agricole.

C. *Autres solutions.*

En dehors des systèmes que nous venons d'étudier et qui cherchent à résoudre le problème même du crédit agricole, nous trouvons ces derniers temps certaines solutions qui poursuivent le but de soulager au moins momentanément la situation financière des agriculteurs. Ces solutions ne peuvent pas être considérées à proprement parler comme des systèmes de crédit agricole, mais il est néanmoins nécessaire de les étudier.

Les principales propositions faites dans cette direction sont les suivantes : 1) Augmenter la circulation monétaire au moment de la vente des céréales ; 2) Alléger le poids de la dette qui grève la petite propriété par une réduction d'intérêts.

1) La solution qui présente incontestablement le plus d'intérêt et qui touche de plus près au problème du crédit agricole est celle qui consisterait à augmen-

ter dans la période de la récolte le volume de la circulation monétaire. Ce système aurait été un correctif au manque de numéraire sur le marché lors de la vente des céréales, car il aurait donné au cultivateur la possibilité de se procurer des capitaux en vendant sans perte ses produits. En effet, au moment de la récolte la majorité des agriculteurs sont obligés afin de se procurer les capitaux nécessaires au paiement des travaux et à la continuation de la culture de vendre au moins une partie des marchandises produites. Par le fait de l'importante offre qui est faite sur le marché, le prix des céréales baissera. Cette baisse sera encore plus forte lorsque à cette situation s'ajoutera aussi le manque de concordance entre le numéraire disponible et le volume des marchandises offertes sur le marché. Le résultat sera une perte plus ou moins grande des bénéfices légitimes des agriculteurs. Le phénomène que nous venons de signaler est connu dans tous les pays agricoles ; on le considère même aux Etats-Unis comme la cause principale du mouvement des « *farmers* ».

En Roumanie, ce phénomène a des résultats bien plus graves pour les agriculteurs, car à la baisse produite par l'insuffisance du numéraire s'ajoutent les fluctuations du change, ce qui augmente encore la baisse des produits agricoles. Voici d'ailleurs comment les choses se passent.

Dans les années agricoles moyennes, lorsque le pays a des disponibilités de céréales pour l'exportation le prix de celles-ci est fixé par le cours mondial en or. Seulement, comme le paiement est effectué en lei le commerçant qui achète des céréales devra transformer en monnaie nationale les devises étrangères qu'il possède, afin de pouvoir se procurer les marchandises qu'il désire. La demande de lei est donc très grande au moment de la récolte, ce qui donnera pour résultat une hausse du change national. Le résultat de cette révalorisation temporaire est une baisse momentanée des prix (exprimés en lei) des produits agricoles aussi bien à l'intérieur que pour l'exportation.

Pour remédier à cette situation qui n'était pas sans léser les agriculteurs, on proposa (4), afin de mettre fin aux révalorisations temporaires de la devise nationale pendant la période des ventes de céréales, que la Banque Nationale achète à un cours fixé toutes les devises étrangères qui se présenteront au change en émettant des lei pour une valeur égale à la valeur des devises achetées. Cette opération aurait eu l'avant-

(4) L'initiative de remédier aux revalorisations temporaires est due au gouvernement, qui en 1926 convoqua en conférence les représentants de la finance roumaine pour leur demander leurs avis. La proposition que nous développons dans cet ouvrage est due au mémoire présenté à cette occasion par M. Crisovelloni.

tage, suivant ces auteurs de faciliter la circulation au moment de l'exportation et par là même d'empêcher l'avilissement des prix des produits agricoles. En outre, disaient-ils, l'émission qu'on fera ne sera pas une inflation car elle sera garantie par les devises-or achetées en échange. Les devises que la Banque Nationale s'est procurées durant la période d'exportation lui serviront, dans les intervalles de stagnation des transactions à acheter des lei. Cette opération aurait eu pour but de maintenir l'équilibre monétaire roumain à un niveau plus ou moins fixe.

La proposition que nous venons d'étudier présente incontestablement de grands avantages, dont le principal est sans contredit de permettre à l'agriculture de se procurer sans perte, au moment de la récolte les capitaux qui lui sont nécessaires, par la vente de ses produits. Mais en dehors de ce point la solution envisagée tend à résoudre, plutôt que le problème agricole, le problème monétaire roumain, question qui sort du cadre de notre étude.

2). Une seconde solution qui nous paraît intéressante est celle qui a été faite récemment (5), dans le but d'alléger le poids de la dette qui grève la petite propriété, par une réduction d'intérêt. Nous avons vu, lorsque nous avons parlé des autres sources de cré-

(5) I. Raducano, *op. cit.*, p. 10.

dit dont dispose l'agriculture roumaine, que les cultivateurs ont une lourde dette aux banques commerciales. Pour venir en aide aux paysans on proposa que la Banque Nationale fasse virer sur les banques populaires les dettes que les paysans ont aux banques commerciales (environ 3 milliards lei). A cet effet l'Institut d'émission devra réduire l'escompte des banques commerciales et augmenter celui des banques populaires, dans la mesure des virements accomplis. Cette opération aurait pour résultat : premièrement une réduction d'intérêts, se chiffrant par quelques centaines de millions de lei annuellement en faveur des paysans ; et secondement, elle aurait permis de doter les banques populaires d'un réescompte considérable. Des explications qui précèdent il résulte que cette proposition était identique à celle qu'avait faite le Crédit foncier pour la grande propriété. Ainsi présentée elle ne pouvait avoir aucune chance de succès.

La situation financière de la Banque Nationale, l'importance des virements à accomplir ainsi que la crainte de causer par ces opérations de graves perturbations sur le marché, ont été les raisons principales de l'insuccès de cette proposition. Ce sont d'ailleurs les mêmes considérations qu'a invoquées la Banque Nationale lorsqu'elle a arrêté les opérations de virements accordées au Crédit foncier en faveur de la grande propriété.

II. — *Causes pour lesquelles on ne peut adopter aucune des solutions proposées*

Logiquement on ne pourra adopter aucune des solutions que nous venons d'étudier, car outre les critiques que nous leur avons déjà adressées, elles présentent encre de nombreux inconvénients.

En première ligne elles sont unilatérales; n'envisageant toutes que le crédit à court terme. Aucune ne présente une vue d'ensemble, car aucune ne prévoit et n'indique le moyen de procurer le crédit à long terme. Défaut capital, car si jusqu'à présent il y a confusion entre ces deux branches du crédit agricole à cause des circonstances économiques spéciales à la Roumanie, il n'y a aucune raison de la faire continuer. Il est dorénavant établi que des améliorations doivent être faites pour revivifier le sol roumain, qui s'épuise annuellement par les cultures qu'on y fait. Sans cela, dans un temps plus ou moins long notre terre encore assez riche et fertile sera terriblement affaiblie. Il y a donc une impérieuse nécessité à ouvrir des crédits à long terme pour améliorations, drainage, etc. En outre, pour industrialiser l'agriculture roumaine, ainsi que pour doter l'exploitation paysanne, créée à la suite de la réforme agraire, des instruments dont elle a besoin, les crédits à long terme sont indispensables. Si donc ce genre de crédit est d'une nécessité absolue pour l'agriculture,

les solutions qui ne l'envisagent pas du tout ou qui n'indiquent pas les moyens de le procurer souffrent à ce point de vue d'un défaut qui à notre avis est capital.

En seconde ligne nous trouvons que toutes les solutions proposées commettent la grave erreur de s'adresser en une trop grande mesure à la Banque Nationale pour se procurer les ressources nécessaires. Incontestablement, la Banque Nationale doit subvenir aux besoins de l'agriculture, mais il ne faut pas oublier que cette institution ne peut pas à elle seule remplir ce rôle. Son cercle d'activité est trop large — elle doit ouvrir des crédits à toute l'activité économique du pays — pour qu'elle puisse immobiliser une partie plus grande de ses fonds, dans des prêts dont le terme serait trop long pour ses opérations.

Il faudrait donc, trouver d'autres moyens pour procurer les fonds nécessaires à l'agriculture, car ceux préconisés par les solutions que nous avons étudiées ne peuvent pas être acceptés.

Un autre défaut de la majorité des solutions proposées est qu'elles cherchent à résoudre le problème du crédit agricole séparément pour la grande propriété et pour la petite propriété.

A notre sens l'unité de vue est nécessaire. Ceci d'autant plus que selon nous, le but du crédit agricole n'est pas seulement d'ouvrir des crédits et de faire des opérations de banque. En dehors de ces opé-

ractions il devra suivre une politique agraire bien tracée : organiser la vente des céréales ; procurer des semences, des outils et des animaux, instruire les paysans, ainsi qu'entreprendre des travaux d'irrigation et de dessèchement. Or, pour suivre cette politique et la mettre en application, les institutions de crédit agricole devront nécessairement avoir une unité de vue et de direction dans la matière.

Indépendantes, elles partageront leurs efforts sans profits, tandis qu'unies sous une même organisation centrale le résultat de leur collaboration pourrait être des plus avantageux pour le progrès de l'agriculture.

Enfin, la dernière objection que présentent à nos yeux toutes les solutions proposées c'est qu'elles demandent un temps trop long pour procurer les ressources nécessaires. Ce retard ne sera pas sans dommage pour l'agriculture qui — vu la situation où elle se trouve — ne peut plus attendre trop longtemps les capitaux qu'elle réclame.

Pour toutes les raisons que nous venons d'indiquer, nous repoussons les solutions proposées. Il nous faut donc trouver un autre système qui puisse répondre entièrement à toutes les exigences du problème du crédit agricole. C'est ce que nous allons tâcher de faire dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION PRATIQUE DU CRÉDIT AGRICOLE

§ 1^{er}. *Du rôle de l'Etat et de la création d'un office agricole.*

Nous tenons à indiquer dès le début de ce chapitre que nous ne prétendons nullement nous substituer au législateur et développer tous les détails qu'implique une organisation nouvelle. Notre ambition est beaucoup plus modeste, car nous nous bornerons seulement à essayer de tracer les lignes essentielles d'un système qui nous paraît viable et pratique et qui, nous le croyons, pourrait rendre de grands services à l'agriculture.

A notre avis les agriculteurs aussi bien que la Banque Nationale ont fait de leur mieux, les premiers pour créer des institutions de crédit agricole, la seconde pour leur procurer la majorité des ressources dont elles disposent. Aujourd'hui, comme nous

l'avons déjà remarqué aucune intervention utile n'est plus à espérer, ni du côté des agriculteurs, ni de la part de la Banque Nationale. Devra-t-on pour cela laisser végéter l'agriculture, qui est la branche principale de l'activité nationale ? Evidemment, non.

L'Etat doit nécessairement venir en aide à celle-ci. Son devoir l'y engage, son intérêt le pousse. Les temps sont aujourd'hui révolus et la célèbre formule, « laisser faire, laisser passer » ne peut plus excuser, ni encourager, la politique des gouvernements. Intervenant de nos jours sur tous les terrains d'activité, l'Etat roumain ne peut se dérober et négliger de porter secours à l'agriculture. C'est son intérêt même de prendre toutes les mesures nécessaires à la refec-tion de cette industrie, car sans cela il se trouvera lui-même dans l'impossibilité de continuer la politique financière entreprise. Pas de budget en équilibre, pas de stabilisation monétaire possible, avant d'avoir donné à l'agriculture le moyen de produire convenablement. Car, en fin de compte, c'est toujours grâce à ses produits qu'on payera toutes les dépenses nécessaires au relèvement de l'Etat lui-même. En outre, l'Etat est aussi obligé d'intervenir dans les problèmes agricoles pour consolider sa politique agraire, en dotant les nouveaux propriétaires créés par l'expropriation des instruments et des installations nécessaires pour en faire de véritables producteurs.

L'Etat doit, à notre avis, intervenir en matière de

politique agricole pour : aider à la culture ; fournir aux nouvelles exploitations l'outillage nécessaire ; organiser le commerce et l'exportation des produits agricoles, drainer, canaliser, reboiser, etc., etc.

De tous ces objectifs, le principal en ce moment-ci et celui qui en même temps peut donner les meilleurs résultats sans nécessiter de grands frais est selon nous, d'instaurer le crédit dont à besoin l'agriculture.

Instaurer le crédit agricole ne signifie nullement, à notre sens, l'aide ou la subvention de l'Etat. La situation financière ne lui permettrait d'ailleurs pas d'emprunter ou de doter avec ses propres fonds l'agriculture, soit directement soit par l'intermédiaire des institutions existantes.

Nous entendons par instaurer le crédit agricole, l'obligation de l'Etat d'intervenir dans l'organisation de crédit existante en créant un office central de crédit agricole (1). Celui-ci aurait à notre avis, pour but de procurer aux institutions de crédit agricole exis-

(1) En France il a été créé par la loi du 5 août 1920 une institution centrale de crédit agricole dénommée « Caisse Nationale de crédit agricole » (depuis la loi du 9 Août 1926). De même en Prusse depuis 1895 il existe aussi une institution centrale de crédit agricole placé sous la direction du gouvernement.

La solution que nous proposons au problème du crédit agricole en Roumanie nous a été inspirée par l'organisation établie par la loi française du 5 août 1920.

tantes les ressources nécessaires à leur bon fonctionnement et de les répartir d'une manière équitable. En outre, cette institution centrale aurait aussi à coordonner l'activité de toutes les institutions de crédit agricole, en leur faisant suivre une politique agricole unitaire. Nous nous rapprochons donc d'une des solutions précédemment étudiée en ce qui concerne le maintien des institutions existantes. Mais, nous nous écartons, comme on verra par la suite, du système établi par cette solution en ce qui touche le mode de leur dotation avec des ressources suffisantes.

L'office que nous préconisons devra fonctionner, selon nous, auprès du Ministère de l'Agriculture ou de la Banque Nationale avec autonomie financière. L'Etat ne pourra exercer qu'un droit de contrôle sur l'activité, les ressources ainsi que sur les emprunts qu'il contracte ou qu'il consent.

L'office devra donc être une banque centrale, d'un caractère étatiste limité, qui aura pour objet principal de venir en aide à l'agriculture par l'intermédiaire des institutions existantes, auxquelles il ouvrirait dans ce but de larges crédits. Il est bien entendu que l'office ne subventionnera que les institutions qui auraient rempli certaines conditions préalables. Ainsi on pourrait demander l'adoption de statuts-types élaborés par l'office et qui fixeraient : les opérations, le taux de l'intérêt, le maximum des emprunts

a consentir par ces institutions, etc. En outre, toutes les institutions qui travailleraient avec la banque centrale devraient lui consentir un droit de regard et de contrôle sur les opérations effectuées par elles. Ce droit, qui ne saurait comporter le moindre inconvénient, pourrait aller même jusqu'à consister pour l'office dans le pouvoir de vérifier les registres, les bilans, ainsi que la situation financière de l'institution qui bénéficie ou qui veut bénéficier de son aide.

Pour procurer aux institutions existantes les ressources nécessaires et leur assurer par là leur fonctionnement normal, l'office devra disposer lui-même de capitaux considérables. Ces capitaux devront provenir à notre avis : 1) de la contribution des intéressés ; 2) d'une éventuelle dotation de la part de l'Etat ou de la Banque Nationale ; 3) et enfin des emprunts qu'il pourra contracter à son propre compte.

1) En ce qui concerne les intéressés il est à remarquer qu'il serait impossible d'espérer de leur part une souscription de capital social. Ils sont trop pauvres pour pouvoir le faire. La preuve est que les institutions existantes recourent pour augmenter leur capital social soit à des retenues de 2 % sur la valeur du prêt accordé, soit à une augmentation de 2 % des intérêts à payer. La seule solution pour faire contribuer les agriculteurs à la constitution du capital nécessaire à l'office, *serait de concéder à cette banque une légère taxe sur la vente des céréales.* Taxe, qui

serait perçue soit à l'exportation, soit à la vente comme un droit à la production. Cette seconde méthode est peut-être préférable, car dans le cas d'une taxe à l'exportation, quoique la taxe ne porte que sur une quantité réduite de la production, elle fera baisser les prix de toutes les céréales aussi bien pour la consommation intérieure, que pour l'exportation, sans aucun profit pour les agriculteurs. Ce moyen que nous venons de préconiser pour faire contribuer les agriculteurs à la création du capital de l'office agricole présente certains avantages.

Premièrement, vu le rendement qu'elle pourrait avoir (2), la taxe que nous proposons aura pour effet — sans infliger de gros sacrifices aux agriculteurs — de doter rapidement la banque d'un capital immense. En outre, les fonds provenant de cette source ne coûteront rien à l'office, ce qui facilitera beaucoup sa mission d'accorder des prêts avec des intérêts réduits. A côté de ces avantages nous ne voyons qu'une seule objection qu'on puisse faire à notre conception. La taxe peut-on dire, pourra par l'effet de l'incidence retomber en dernier lieu à la

(2) La production totale du blé, orge, avoine et maïs a été en 1926 de 1.194.518 wagons. L'exportation dépend des années agricoles ; on peut tout de même l'évaluer en moyenne à 150.000 wagons par an. Vu ces chiffres, une taxe de 0,05 centimes ou de 0,10 centimes par kgr. constituerait sans nul doute rapidement le capital de l'office agricole.

charge des consommateurs, de cette façon ce seront ces derniers qui contribueront à la place des agriculteurs, à la constitution du capital de l'office agricole. Ce serait évidemment une injustice que nous ne croyons cependant possible qu'au cas où la taxe à la première vente serait encaissée dans une année agricole déficitaire. Dans les années agricoles moyennes c'est l'exportation qui fixe le prix des céréales d'après le cours des bourses étrangères ; ceci nous est une garantie que la taxe sera supportée par les agriculteurs. Pour les années agricoles déficitaires le législateur devra, s'il s'agit d'une taxe à la vente de céréales, prévoir sa suspension ou sa réduction pour un certain temps.

D'ailleurs cette probabilité ne pourra pas se présenter souvent car la taxe devra être supprimée dès qu'elle aura servi à doter l'office du capital nécessaire ; ce qui ne demanderait qu'à peine quelques années.

2) En dehors de cette contribution des intéressés, avons-nous dit, l'Etat ou la Banque Nationale pourront, si les conditions économiques le permettent, faire une dotation à l'office agricole.

Ainsi, l'Institut d'émission pourrait avec l'approbation de l'Etat mettre à la disposition de l'office les 200 millions qu'il est obligé (art. 9 convention 1925) de mettre sur ses réserves spéciales à la dispo-

sition du crédit populaire. L'Etat de son côté pourrait renoncer en faveur de l'office aux bénéfices qui lui reviennent de la Banque Nationale. Ces bénéfices ne sont pas à ce moment-ci disponibles, étant affectés au fond spécial de la liquidation de l'émission faite pour l'Etat.

Toutefois si au cours des opérations de stabilisation on vient à liquider cette dette, l'Etat pourrait disposer de ces bénéfices et au lieu de les affecter au crédit populaire, il pourrait les utiliser au profit de l'office agricole.

3) Enfin la dernière ressource dont disposerait l'office agricole, serait l'emprunt, principalement à l'étranger. A cet effet, il sera autorisé à émettre des obligations payables en or. Ces obligations seraient garanties par le capital de l'office, les sûretés qu'il se fera consentir par les autres institutions lorsqu'il leur ouvrira des crédits, ainsi que par toute la fortune qu'il pourra posséder. Les obligations émises par l'office pourraient en outre être garanties subsidiairement par l'Etat ou même solidairement par les institutions de crédit agricole qui travaillent avec l'office.

Nous sommes convaincus^e que bien organisé et disposant en espèce de garanties immenses à offrir, l'office agricole pourra aisément emprunter de grands capitaux dans des conditions avantageuses, à

l'étranger. D'ailleurs, il est fort douteux qu'il soit fait bien largement appel à cette dernière ressource surtout dans quelques années, lorsque le capital propre de l'office sera considérablement augmenté, grâce à la taxe que nous avons préconisée. En tout cas l'Etat devra sérieusement contrôler l'émission des obligations, ainsi que l'emploi qui sera fait des sommes qui proviendront de leur vente.

Les capitaux dont disposera l'office agricole lui serviront à ouvrir des crédits aux institutions admises à travailler avec lui, qui à leur tour consentiront les prêts nécessaires aux propriétaires. Ce système nous paraît présenter le double avantage : 1) d'employer les institutions existantes en usant de la connaissance exacte de l'état du pays qu'elles ont acquise ainsi que de leur expérience; et 2) de leur assurer les capitaux nécessaires par l'intermédiaire d'une institution centrale, sans faire renchérir, pour cela, le prix de l'argent prêté aux agriculteurs. En effet, sur les sommes que l'office prêterait aux institutions de crédit il ne prélevera que l'intérêt qu'il paye lui-même pour les différents capitaux qu'il possède. Au commencement, lorsque l'office fonctionnera principalement grâce aux capitaux empruntés à l'étranger, il devra nécessairement prendre un intérêt suffisant pour garantir les coupons de ses obligations. Avec le temps lorsque la taxe sur les céréales, que nous avons préconisée, augmentera le capital propre pour lequel

L'office n'aura à payer aucun intérêt, cette institution pourra se contenter d'un chiffre d'intérêts de plus en plus réduit. C'est d'autant plus probable que l'office, n'aura pas à faire des bénéfices ni à se constituer des réserves importantes, tous ses frais se réduisant seulement aux dépenses d'administration.

Nous croyons donc pouvoir affirmer que grâce aux ressources dont disposerait en propre l'office, auxquelles s'ajouteraient les capitaux des institutions existantes, le système que nous venons de proposer arriverait sans nul doute à faciliter le crédit à court terme et le rendrait beaucoup moins cher que par le passé.

Quant au crédit à long terme, pour investissements et améliorations à longue échéance, nous croyons que l'office agricole devra chercher à procurer les capitaux nécessaires à ce genre d'opérations par l'intermédiaire des sociétés civiles de crédit foncier. A cet effet ces institutions émettront, sous le contrôle et avec la garantie subsidiaire de l'office, des lettres foncières payables en or, suivant les règles et dispositions légales existantes.

Ces lettres seront placées par l'intermédiaire de l'office, soit sur le marché national, soit à l'étranger. La garantie intrinsèque de ces titres ainsi que celle de l'office seront à notre avis suffisantes pour que les lettres de gage puissent être acceptées en toute confiance.

L'intervention de l'office agricole ainsi que son droit de regard sur l'émission des lettres foncières, présenterait à notre avis certains avantages. En effet, nous avons maintes fois remarqué qu'à cause du manque de capital ainsi que de la cherté du numéraire, le placement des lettres foncières en Roumanie est très problématique. Reste alors seulement la possibilité de vendre ces titres à l'étranger pour pouvoir obtenir les capitaux nécessaires.

Or, pour présenter les lettres de gage à l'étranger ainsi que pour les faire accepter il faut nécessairement que leur valeur soit stipulées en or et qu'elles soient présentées par l'intermédiaire d'une institution connue et appréciée. Les institutions de crédit foncier existantes, étant donné leur multiplicité (3) ne pourraient pas y parvenir. C'est ici que l'intervention de l'office sera nécessaire car sans elle nous ne croyons pas qu'on puisse obtenir un résultat appréciable et profitable pour l'agriculture roumaine.

(3) La loi du 22 juin 1923 adopte, comme nous l'avons remarqué, le principe de la pluralité des sociétés civiles de crédit foncier. De nos jours en dehors du crédit foncier que nous avons étudié il y a encore deux sociétés : 1) La seconde société civile de crédit foncier constituée le 10 août 1927 à Bucarest et : 2) la Banque hypothécaire rurale constituée le 7 novembre 1927 toujours à Bucarest.

II. *Avantages que présenterait la création de l'office agricole.* — A la suite des développements qui ont précédés nous croyons pouvoir affirmer que l'office agricole remplirait sans difficulté — vu les ressources immenses dont il disposerait — son but essentiel, qui est de procurer les capitaux nécessaires pour assurer un fonctionnement normal à l'agriculture. Mais en dehors de ce premier point, qui nous paraît définitivement acquis, la solution que nous venons de proposer présente encore les possibilités suivantes : permettre de résoudre dans son ensemble le problème du crédit agricole ; faciliter la liquidation de la dette chirographaire que les agriculteurs ont contractée auprès des banques commerciales ; et enfin, assurer la coordination sous la surveillance de l'Etat et la direction d'une institution centrale de l'activité des institutions existantes, en faisant suivre à celles-ci une politique agricole unitaire, pour le bien-être et le progrès de l'agriculture. Voilà en résumé les principaux avantages que présente notre conception et que nous allons développer dans les pages qui suivent.

1) En ce qui concerne l'ensemble du problème du crédit agricole notre solution embrasse aussi bien le crédit à court terme que celui à long terme. Nous avons déjà assez fait remarquer l'importance que présente pour l'agriculture, l'égale prise en considé-

ration de ces deux variétés du crédit agricole, pour ne pas avoir à insister davantage sur l'intérêt que présente à cet égard notre solution.

2) Le deuxième avantage que présenterait le système proposé, serait de permettre une rapide liquidation des dettes des agriculteurs vis-à-vis des banques commerciales. Nous avons précédemment vu l'importance de ces dettes ainsi que le péril qu'elles représentent à cause des intérêts qu'elles comportent, pour les grands et les petits cultivateurs. Sans revenir là-dessus nous indiquerons simplement que c'est à cause du manque de fonds que les opérations de virements, proposées pour réduire les intérêts n'ont pas réussies. En adoptant le système que nous venons de préconiser, on pourra enfin résoudre ce problème, grâce, soit aux capitaux dont disposerait en propre l'office, soit aux emprunts qu'il contracterait à l'étranger. De toute façon la situation des agriculteurs serait allégée par une réduction considérable des intérêts de leurs dettes.

3) Enfin le troisième et principal avantage est que par la création d'un office agricole on pourrait coordonner sous la surveillance de l'Etat, l'activité des institutions de crédit existantes en leur faisant entreprendre une politique rurale unitaire, ce qui serait incontestablement d'une grande utilité pour l'agriculture du pays. De nos jours chacune des

institutions existantes, en dehors des crédits qu'elles accordent, poursuivent une politique agricole propre. Ainsi, les banques populaires cherchent à donner aux paysans l'éducation coopérative, à leur procurer des semences, des animaux et des instruments. Le Crédit foncier, de son côté cherche à favoriser la culture du blé, à fonder des sociétés d'instruments agricoles et à entreprendre des travaux d'irrigation et de dessèchement. Dans la majorité des cas ces efforts se perdent et s'éparpillent à cause du manque d'autorité et d'unité de vue entre ces institutions, qui représentent les unes l'agriculture paysanne, les autres la grande culture.

D'ailleurs, la nécessité de se concerter, et de prendre des mesures communes soit quant à leur activité, soit quant à leur politique agricole a été ressentie dernièrement par les institutions existantes. Ainsi en 1926, lors de la conférence que le Crédit foncier a eu avec les représentants des « Caisses de crédit des Agriculteurs », le directeur du Crédit foncier convoqua aussi un représentant de la Caisse Centrale des banques populaires afin « de chercher à établir une liaison entre tous les organes qui contribuent, au bon fonctionnement de l'agriculture » (4). Cette initiative du Crédit foncier mérite tous les éloges, seulement

(4) Voir *Compte rendu du Crédit foncier pour l'année 1926*. Discours de M. Bratiano, p. 43.

nous doutons fort qu'une institution privée puisse avoir assez d'autorité pour réussir à coordonner toutes les activités particulières.

L'office agricole que nous préconisons répondra sûrement à ce besoin car il disposera de différents moyens, dont l'ouverture de crédits sera le principal, afin de contraindre les récalcitrants. Cette institution pourra donc réunir dans les meilleures conditions possibles les efforts des institutions existantes et les diriger dans le même sens, ce qui aura sûrement pour résultat un grand progrès pour l'agriculture du pays.

Les avantages que nous venons d'énumérer plaident incontestablement en faveur de la création d'un office agricole. La nécessité d'une telle institution est donc établie.

Quant à sa réussite, nous la croyons certaine, en jugeant d'après les résultats donnés par l'organisation du crédit agricole en France, dont le principe est le même que celui que nous venons de préconiser. En effet, à la base du crédit agricole en France, nous trouvons les caisses locales créées par la loi du 5 novembre 1894 conformément au principe coopératiste. Ces caisses, premiers échelons d'une vaste organisation, ont pour but d'ouvrir à leurs membres des crédits à court terme et à long terme, après avoir pris, bien entendu, les garanties nécessaires. Au dessus des caisses locales, la loi du 31 mars 1899 a institué les caisses régionales, institutions de second degré qui

peuvent seulement, ou bien escompter les effets souscrits par les membres des caisses locales et endossés par elles, ou bien avancer à celles-ci les capitaux nécessaires à la constitution de leur fonds de roulement.

Afin de pouvoir remplir leur but les caisses régionales disposent d'avances considérables de la part de l'Etat. Celui-ci leur avance sans intérêt les 40 millions de francs que lui avait prêtés la Banque de France. Il met en outre, à leur disposition les redevances annuelles que la Banque lui verse et dont le minimum est fixé à 2.000.000 de francs par an (loi du 17 novembre 1897).

En dehors de ces fonds, les caisses régionales peuvent se procurer des capitaux aussi par émission de Bons et par des dépôts. Ces deux dernières ressources sont à peu près négligées, ce qui fait qu'en fait, le crédit agricole en France est principalement assuré par l'Etat. Le crédit agricole fonctionna en France sous cette forme jusqu'en 1920. A ce moment, le législateur est intervenu et a créé pour compléter l'organisation existante, l'Office national du crédit agricole (loi du 5 août 1920). Celui-ci est une institution centrale, qui a pour objet de coordonner l'activité des différentes caisses, et de centraliser et répartir les fonds et dotations du crédit agricole (5).

(5) L'institution créée par la loi du 5 août 1920 est un établissement public possédant l'autonomie financière. Il a pour

Relativement à la comparaison que nous avons établie entre le système que nous proposons et l'institution qui fonctionne en France, on pourrait évidemment nous objecter qu'une institution économique peut très bien réussir dans un pays et végéter dans un autre, étant données les différences de mentalité, de situation financière, etc., de chaque pays. C'est sans doute une critique juste et pleine de bon sens dans la majorité des cas, seulement à notre avis le crédit agricole constitue à ce point de vue une exception.

L'agriculture a partout besoin de capitaux à un taux réduit et elle ne peut à cet égard, se passer du secours de l'Etat.

L'expérience de la caisse nationale du crédit agricole qui a pleinement réussie en France, peut servir d'exemple à la Roumanie et l'encourager à suivre cette voie.

objet de coordonner l'action des institutions de crédit agricole, (Caisses locales et régionales) de faciliter leurs opérations et de développer parmi les populations rurales la pratique du crédit mutuel et de la coopération agricole. A cet effet, il centralise les fonds et les dotations du crédit agricole et assure leur gestion. Avec les fonds dont il dispose il consent des avances aux caisses régionales et aux autres institutions ou coopératives agricoles. Les ressources lui proviennent : de la dotation faite par l'Etat, des dépôts, des crédits ouverts en application de la loi du 4 mai 1918 ainsi que des émissions de bons par l'intermédiaire des caisses régionales. La dotation de l'Etat seule s'élève à 472.571.273 frs à la date de 1923. Voir J. Auray « La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole » p. 119 et s. Paris 1927.

Nous pouvons donc conclure que la création d'un office agricole, doté des ressources dont nous avons parlé, est la seule solution pratique à ce malheureux problème du crédit agricole, dont on ne cesse de se préoccuper sans parvenir à le résoudre, et qui est par surcroît d'une importance décisive pour la prospérité et le relèvement même de la Roumanie.

*§ 2. Mesures nécessaires pour assurer
au crédit agricole un fonctionnement normal.*

Après avoir proposé dans les pages qui précèdent le système qui peut à notre avis résoudre le mieux le crédit agricole, nous devons examiner les mesures qu'il convient de prendre pour lui assurer un fonctionnement normal et viable.

Ces mesures sont les deux suivantes :

a) Donner la possibilité au cultivateur de rembourser à terme les prêts contractés en organisant la vente des céréales ;

b) Donner aux agriculteurs l'éducation professionnelle nécessaire afin qu'ils puissent arriver à faire un emploi utile des sommes empruntées.

I. Organiser et faciliter la vente des produits agricoles ainsi que de leurs dérivés.

La première condition à laquelle est subordonné, à notre avis, le fonctionnement normal des institutions

de crédit agricole, c'est qu'elles puissent faire circuler les capitaux dont elles disposent le plus rapidement possible. Cela les entraînera forcément à s'assurer le remboursement sans retard des sommes qu'elles ont prêtées. Il sera donc nécessaire de prendre, outre les garanties réelles, gage ou hypothèque, des mesures qui auront pour but de donner aux agriculteurs les moyens de rembourser aisément les emprunts contractés. Sans cela, le crédit agricole aura à souffrir d'une immobilisation plus ou moins longue de ses capitaux.

Une telle mesure s'impose car « le risque du remboursement dépend, comme on l'a si justement remarqué (6), dans l'ordre subjectif, de la loyauté du débiteur et dans l'ordre objectif, des moyens de fortune qu'il possédera au moment où il doit remplir son obligation ». Si donc on ne vient pas en aide aux agriculteurs en leur donnant la possibilité de disposer au moment du paiement, de moyens suffisants pour rembourser leurs dettes, ils ne pourront le faire même avec la meilleure bonne volonté.

En règle générale l'agriculteur emprunte, soit pour améliorer son fonds, soit pour les besoins de la culture. Empruntant pour faire fructifier sa terre, ce sera donc grâce à une partie de la récolte produite

(6) L. Luzzatti « La diffusione del credito et le banche popolari » p. 18.

que l'agriculteur devra en principe rembourser les sommes empruntées. Pour payer donc capital ou intérêts, le débiteur devra vendre sa récolte, car la banque ne pourra pas prendre des produits en guise de paiement. Elle a besoin de numéraire afin de pouvoir le prêter à d'autres clients. Si l'agriculteur vend sa récolte dans de bonnes conditions il fera facilement honneur à ses engagements, mais si par contre, il ne la vend pas à un prix rémunérateur il sera en impossibilité de rembourser la banque.

Or, de nos jours, la mévente des céréales est un fléau général pour les agriculteurs roumains.

Les causes de cette mévente, auxquelles il faudrait sans délai apporter un remède, sont dues, principalement au changement apporté à la culture roumaine par suite de la réforme agraire.

Avant la guerre, il eut été superflu d'organiser la vente des céréales, car les grands propriétaires qui formaient la majorité des producteurs n'en ressentaient nullement le besoin. Disposant de grands capitaux et d'installations bien organisées, ils étaient en mesure de bien travailler et par conséquent de tirer de leurs terres un rendement admirable. Par suite de la rivalité qui existait entre ces *latifundia*, il y avait une amélioration continue de la qualité des céréales produites. C'est ce qui faisait que les récoltes étaient dans ce temps-là d'une homogénéité presque parfaite et qu'elles étaient, à cause de cela, connues et appré-

ciés sur les marchés étrangers. Dans ces conditions il était facile de les vendre. En outre, disposant de grandes quantités, le propriétaire pouvait traiter directement avec les gros marchands et les exportateurs, ce qui le mettait à l'abri des intermédiaires, par conséquent, des spéculations. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce que les agriculteurs puissent alors rembourser grâce à la vente de leurs produits les prêts qu'ils avaient contractés.

De nos jours il en est bien autrement. La réforme agraire a désorganisé la plupart des installations des grands propriétaires, en les privant de la plus grande partie de leurs terres. Elle a créé en échange, une multitude de propriétaires paysans qui ne disposent, ainsi que nous l'avons déjà vu, d'aucun outillage, d'aucune installation.

Une réduction quantitative et qualitative s'en est suivie. En outre, les récoltes sont loin d'être homogènes, car en dehors des différences qui tiennent à la nature même des terres, le travail négligé, les semences pour la plupart de mauvaise qualité, font que chaque lopin de terre produit une autre qualité de marchandise, assez différente de celle du voisin. Enfin, de nos jours, à cause de la réduction des propriétés on peut rarement trouver un agriculteur, même grand propriétaire, qui puisse traiter directement, comme par le passé, avec les grands céréalistes. Tous les cultivateurs, par le fait qu'ils pro-

duisent une quantité réduite, doivent s'adresser pour vendre leurs céréales à des petits marchands qui sont pour la plupart du temps de simples intermédiaires. Ce sont bien entendu, les paysans qui souffrent le plus de cet état de choses, car vendant seulement les quelques sacs que produisent leurs terres, ils sont forcés de traiter avec de tous petits commerçants, qui payent un prix de beaucoup inférieur au cours en bourse. Le paysan est de cette façon spolié, son gain légitime étant considérablement réduit.

A la perte sensible qu'infligent les intermédiaires aux agriculteurs, s'ajoutent aussi les difficultés de transport, le manque de débouchés ainsi que l'insuffisance du numéraire sur le marché, pour aggraver encore la mévente des céréales.

Quoiqu'il en soit, toutes ces causes font que paysans et grands propriétaires se trouvent souvent, de nos jours, dans l'impossibilité de rembourser sans retard, les sommes qu'ils ont empruntées aux institutions de crédit agricole. Cette situation entraîne des préjudices pour ces institutions qui par ce fait, peuvent, soit souffrir des pertes, soit se trouver avec un capital plus ou moins considérable immobilisé pour un certain temps. Il est donc nécessaire de remédier à cet état de choses et d'organiser la vente des céréales.

A notre sens, le devoir d'intervenir incombe à l'Etat aussi bien qu'aux institutions de crédit agri-

cole. Pour l'Etat cette question représente un intérêt social de première importance, car il ne peut laisser en proie aux spéculations la majorité de ses habitants. Aux institutions de crédit agricole l'organisation de la vente des céréales, évitera toute immobilisation inutile de fonds et assurera par conséquent un fonctionnement normal, grâce au roulement parfait des capitaux dont elles disposent.

Tels étant les avantages qu'offre l'organisation de la vente des céréales, il faut nécessairement nous demander comment cette organisation peut être réalisée en pratique.

1) La majorité des économistes, qui ont discuté cette question en Roumanie, trouvent que la cause principale de la mévente des céréales est due à la trop grande différence des récoltes, ainsi qu'à leur mauvaise qualité, ce qui rend l'exportation de plus en plus difficile. Aujourd'hui, disent ces auteurs, pour reconquérir les débouchés perdus, pour refaire le renom de nos céréales, il faut nécessairement donner une homogénéité à la production agricole, afin de pouvoir présenter à l'exportation un ou plusieurs types déterminés pour chaque catégorie de céréales. Pour arriver à ce résultat, vu la diversité des cultures et le grand morcellement des terres, on a proposé d'adopter en Roumanie l'opération pratiquée en Amérique sous le nom de la *standardisation des céréales*. Cette opération consiste à nettoyer et à trier après

la récolte dans les magasins généraux, sous le contrôle et la surveillance de l'Etat la production agricole, en créant pour chaque céréale à part, un ou plusieurs types déterminés, suivant le poids spécifique et les corps étrangers contenus. Cette classification des céréales qu'on envisage d'adopter en Roumanie et de laquelle s'occupe le législateur depuis longtemps (7) déjà, présente incontestablement au point de vue technique et commercial de grands avantages, dont le principal est de faire gagner aux agriculteurs, sur le prix de vente, des sommes considérables. En outre, grâce à cette classification on pourrait perfectionner le warrant et donner de cette façon aux agriculteurs de nouvelles facilités de-crédit.

Seulement, pour arriver à organiser convenablement la classification des céréales on devra nécessairement dépenser de fortes sommes pour bâtir des magasins généraux, ainsi que pour procurer les instruments de nettoyage nécessaires. Il faudra donc, pour sa mise en œuvre pratique et efficace un temps plus ou moins long, vu les dépenses considérables qu'attirerait l'application de cette réforme.

2) En second lieu, on préconise encore en Roumanie pour remédier à la mévente des récoltes l'or-

(7) Un premier projet fut discuté en 1925 ; mais par suite des circonstances politiques il n'a eu de suite. Au moment où nous écrivons ces lignes un nouveau projet vient d'être mis en étude.

ganisation de la vente en commun des céréales. Procurer aux agriculteurs la possibilité de vendre en commun serait évidemment un bienfait immense. En effet, aujourd'hui avons-nous vu, les cultivateurs ne disposant chacun que de petites quantités sont la proie des intermédiaires qui prélèvent injustement des sommes assez fortes sur leur profit légitime. En organisant la vente en commun, par le fait que les marchandises seront offertes dans de grandes quantités on pourra supprimer une série d'intermédiaires, en vendant directement soit à l'exportation, soit pour la consommation interne. Une telle mesure répondrait aux nécessités présentes et serait pratique spécialement pour les paysans, car elle leur donnerait la possibilité de recevoir le juste prix pour leurs récoltes. On doit cependant se demander à qui incombe le soin d'organiser la vente en commun en Roumanie? A notre avis, la réponse à cette question s'impose d'elle-même. Les institutions de crédit doivent organiser ces opérations.

L'office agricole que nous avons préconisé aurait ici aussi un rôle bien défini. Ce serait à lui de financer ces opérations et de trouver les acheteurs. En pratiquant la vente en commun, l'office agricole rendra un service énorme à l'agriculture et s'assurera en même temps aussi un fonctionnement normal. On pourrait cependant nous objecter que l'organisation de la vente en commun ne peut réussir en Rou-

manie à cause du caractère méfiant du paysan et de son manque d'instruction. Incontestablement, ce sont là des considérations qui ont quelque valeur, cependant ce ne sont pas des arguments irréfutables. Le paysan connaît son intérêt et la perspective d'un plus grand gain finira bien par le convaincre rapidement de l'utilité et des avantages de la vente en commun. Si ces opérations sont faites dans un esprit d'équité et de probité absolue elles réussiront certainement.

Quoi qu'il en soit et sans plus insister sur les deux solutions qu'on propose pour remédier à la mévente des produits agricoles, nous croyons qu'en tous cas une mesure s'impose. A notre avis, l'organisation de la vente en commun des céréales se présente, pour le moment du moins, comme la plus efficace.

II. *La nécessité d'une éducation professionnelle.*

La deuxième condition pour assurer un fonctionnement normal au crédit agricole tient, avons-nous dit, à l'éducation professionnelle des agriculteurs. Au premier abord cette argumentation peut paraître curieuse, car on peut ne pas voir exactement quelle relation il peut y avoir entre le crédit agricole et l'instruction des cultivateurs. Pourtant, il y a une relation très serrée entre ces deux notions qui paraissent si différentes.

Dans la majorité des cas, le paysan n'est pas un emprunteur avisé. Souvent il ne comprend pas la valeur du crédit et est incapable d'apprécier le profit qu'il peut tirer du capital emprunté sur son exploitation. Il pourra donc de bonne foi employer les sommes empruntées à des travaux sans aucune utilité ou rentabilité, ou même purement et simplement à des buts de consommation. De toute façon, le jour du remboursement venu il se trouva dans la triste situation de ne pas pouvoir payer. La conséquence de cet état de choses sera une perte plus ou moins grande pour la banque qui prête, sans compter que l'agriculteur pourra perdre aussi la terre et l'installation qu'il possède. Il sera donc nécessaire, tant pour l'avantage du prêteur que pour celui de l'agriculteur, que celui-ci possède une instruction suffisante pour faire un emploi judicieux des sommes empruntées.

A cet effet, on devra enseigner aux paysans les moyens d'employer les crédits d'une manière efficace sur l'exploitation, les avantages qu'on peut en tirer, ainsi que les inconvénients que présente une dépense déraisonnable.

En outre, on devra leur apprendre aussi à tenir des livres de comptabilité, les instruire du régime des comptes en banque, ainsi que l'application à toutes les branches de l'agriculture du principe de l'établissement scientifique du prix de revient. L'éducation professionnelle devrait aussi envisager en Roumanie

l'adaptation du paysan aux méthodes de la culture intensive, dont le besoin se fait vivement ressentir après l'expropriation. Ces méthodes demandent pour leur application, l'augmentation du capital d'exploitation, un machinisme plus développé, un travail soigné ainsi que certaines connaissances techniques que nos paysans ne possèdent pas. Toutes ces conditions qui forment la base de la méthode intensive réclament une certaine préparation de la part du cultivateur. Sans cela, les institutions qui avanceront les fonds auront à souffrir de grandes pertes de capitaux, et on devra attendre encore de longues années avant que l'adoption de la méthode intensive soit un fait accompli. Ayant établi le besoin imminent d'un enseignement professionnel en Roumanie, il nous reste à voir à qui il incombe de s'en charger. Incontestablement cette charge revient en premier lieu à l'Etat. C'est la collectivité qui profitera des résultats favorables qu'apportera sur le terrain de la production l'instruction professionnelle. C'est donc à elle qu'incombera le devoir de la donner. En outre, l'Etat dispose de moyens particulièrement efficaces pour instruire les agriculteurs. Il peut créer dans toutes les écoles primaires de village des cours spéciaux qui seraient donnés aux jeunes campagnards pendant leur fréquentation scolaire.

De même, l'Etat pourrait organiser aux régiments des cours qui auraient pour but de donner aux pay-

sans des notions plus spéciales et plus théoriques en matière d'agriculture. Ces cours pourraient être complétés par des visites aux fermes modèles de la région. De cette façon, la caserne renverrait, une fois son stage accompli, le jeune campagnard dans son village, muni de notions qui lui serviront à mieux cultiver son champ. Ce système a été pratiqué en Belgique avant la guerre et a donné de bons résultats. Mais, le rôle de l'Etat ne doit pas s'arrêter là. Il devra encore fonder des écoles d'agriculture et des fermes modèles, les doter des instruments nécessaires et leur donner de grandes étendues de terre qui leur serviraient de champ d'expérience.

Parallèlement avec l'activité de l'Etat, les institutions de crédit agricole devront aussi entreprendre l'éducation professionnelle des agriculteurs, car leur développement sera subordonné aux avantages que leur trouveront ceux qui sont appelés à en profiter. C'est donc l'éducation de leurs emprunteurs qu'il leur incombe de faire.

A cet effet, les banques populaires et les coopératives villageoises pourraient se charger d'organiser des conférences mensuelles, portant sur les meilleurs systèmes de culture, sur les profits qu'elles donnent, sur les moyens d'employer les crédits ainsi que sur les avantages qu'ils présentent pour le progrès de l'agriculture. Pour une telle propagande, ces institu-

tions seraient après l'Etat le plus en mesure d'éduquer le paysan et de donner les meilleurs résultats.

Les caisses de crédit des agriculteurs pourraient entreprendre une activité pareille soit en organisant des conférences, soit en aidant les écoles spéciales déjà existantes.

Les syndicats agricoles pourraient contribuer largement à compléter cette œuvre, en adoptant par exemple comme devise la belle formule du syndicat de Poligny, qui s'exprime ainsi : « Le syndicat s'efforcera de faire aimer la profession par excellence qui, depuis des siècles, constitue la principale richesse de la patrie, d'attacher les populations rurales à leur foyer et au sol qu'elles cultivent en employant tous les moyens en son pouvoir pour remettre en honneur le travail de la terre et le rendre plus lucratif » (8). Certes, les syndicats roumains n'auront pas, pour le moment du moins, à rechercher à retenir les populations rurales dans leur foyer, car dans notre pays l'exode vers la ville n'est pas encore connu. Ils auraient cependant pour but de remettre en honneur le travail de la terre et de le rendre plus lucratif, ce qui évidemment tient en grande mesure à l'éducation professionnelle des agriculteurs.

(8) Statuts du syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Poligny créé en 1884. Voir H. Gailhard « Petit Manuel pratique des syndicats agricoles ».

Après avoir indiqué la nécessité urgente de l'instruction agricole dans nos campagnes, nous devons reconnaître que dans ces derniers temps on s'est occupé de très près de cette question et que l'enseignement agricole a pris quelque extension. Ainsi de 1922 à 1925, le nombre des écoles spéciales d'agriculture a augmenté de 48 à 54. Augmentation qui concerne surtout, et à juste raison d'ailleurs, les écoles inférieures d'agriculture. Dans la même période le nombre des élèves a à peu près doublé en atteignant en 1925 environ 3.500. Ces écoles disposent de 6.000 ha qui leur servent de champs d'expérience.

Pour donner l'exemple et pour faire la propagande de la culture rationnelle on a augmenté le nombre des fermes modèles, qui étaient de 6 en 1916, à 54 en 1925. Ces fermes disposent à cette dernière date de 24.575 ha. (9).

Toutes les données ci-dessus nous indiquent évidemment un progrès qui, il faut le reconnaître, est arrivé à temps. Cependant, l'activité des fermes modèles et des écoles laisse encore, pour un grand nombre d'entre elles, à désirer, soit à cause du manque d'instruments, soit à cause de l'insuffisante préparation de leurs dirigeants. Quoi qu'il en soit des criti-

(9) Tous les chiffres sont empruntés au « Compte rendu sur l'activité du gouvernement et des corps législatifs de 1922 à 1927 », p. 150 et ss. Bucarest 1927.

ques qu'on pourrait adresser à ces fermes et écoles, nous devons reconnaître que l'on a déjà posé les bases de l'enseignement agricole en Roumanie. Ce premier progrès devra être complété, à notre avis, par les moyens que nous avons indiqué au cours des pages précédentes, pour l'avantage et le progrès de l'agriculture roumaine.

Evidemment, il y aura surtout au début des difficultés à réaliser le programme qu'implique l'éducation professionnelle, étant donné que la majorité des paysans agriculteurs est illettrée. Il est cependant indispensable de pourvoir à l'instruction des agriculteurs, au moment d'augmenter les crédits mis à leur disposition, étant donné que ces nouvelles ressources doivent permettre sûrement l'adoption d'une méthode de culture plus perfectionnée, et qui exige, par ce fait même, de plus grandes connaissances.

CONCLUSION

Les données statistiques et les faits que nous avons examinés au cours de notre étude, nous ont amplement permis de constater que depuis quelque temps l'agriculture roumaine se trouve dans une situation critique.

Les pertes subies pendant la guerre.

La réduction de la grande propriété et son appauvrissement par la réforme agraire.

Le manque d'outillage et de cheptel.

La mauvaise culture.

La diminution de la production et la régression dans la qualité des céréales.

La perte des débouchés, péniblement gagnés avant la guerre, au profit de nos concurrents.

Les gros écarts de prix et par là les pertes considérables qu'infligent aux agriculteurs les variations du change.

La crise du numéraire qui met le cultivateur dans l'impossibilité de trouver le crédit nécessaire à un prix convenable, afin que le revenu de l'exploitation puisse couvrir les intérêts.

Telles sont en résumé les difficultés dans lesquelles se débat de nos jours l'agriculture roumaine.

A notre avis, pour régénérer l'agriculture, pour la remettre en possibilité de produire et l'aider à reconquérir sa place au premier rang des industries du pays, il faut absolument lui consentir de larges crédits.

Nous avons, malheureusement, constaté au cours de notre étude que le principal défaut de l'organisation de crédit agricole existante en Roumanie, est l'insuffisance des ressources dont elle dispose.

Les institutions existantes, ainsi que nous l'avons démontré, sont dans l'impossibilité de procurer les crédits nécessaires : aux paysans, pour s'outiller et s'installer sur les terres que l'expropriation leur a données ; aux grands propriétaires, pour refaire les pertes subies et leur permettre de poursuivre leurs cultures suivant les progrès modernes.

En vain attendrait-on de ces institutions un appui. Elles ne pourront pas ouvrir les crédits suffisants à l'agriculture, car les fonds leur manquent et elles ne peuvent pas se les procurer par leurs seuls moyens.

Il n'y a donc rien à espérer du côté de l'initiative privée qui par l'état des choses se trouve réduite à une sphère d'activité limitée. L'Etat doit intervenir et assurer le crédit nécessaire à la prospérité de l'agriculture. C'est son devoir de ne pas laisser dans un

pays essentiellement agricole cette branche d'activité dans la situation où elle se trouve.

Pour assurer le crédit nécessaire à l'agriculture, l'Etat doit créer un office de crédit agricole, auquel la loi donnerait la possibilité de se procurer par des emprunts à l'étranger et par une *taxe sur les céréales* des ressources suffisantes. Disposant de capitaux immenses l'office pourra par l'intermédiaire des institutions existantes mettre à la disposition de l'agriculture les crédits dont elle ressent aujourd'hui un impérieux besoin. En outre, ce système offrirait, à notre sens, encore certains autres avantages d'une grande portée :

1) L'office pourra coordonner l'activité de toutes les institutions existantes et leur faire suivre une politique agricole unitaire. De cette manière, on pourrait favoriser la culture du blé, procurer l'outillage et les machines nécessaires, faire faire des améliorations, telles : qu'irrigations et dessèchements, organiser la vente des céréales, etc., etc. Cette activité aurait incontestablement un résultat excellent en ce qui concerne le progrès de l'agriculture du pays.

2) En second lieu, l'office agricole pourrait, et cela n'est pas sans présenter un vif intérêt, continuer l'œuvre de la réforme agraire en aidant à la création d'une solide classe paysanne dont la constitution a été le but essentiel de l'expropriation. Au point

de vue national, le résultat obtenu serait d'une importance manifeste.

Pour toutes ces causes, la solution que nous avons proposée, nous paraît être la seule viable et pratique, qu'on puisse donner, pour le moment du moins, au problème du crédit agricole en Roumanie. Ce sont ces considérations qui nous l'ont fait préférer et choisir pour conclusion de notre ouvrage.

Cette solution s'impose d'ailleurs, car les cultivateurs attendent déjà depuis assez longtemps qu'on leur ouvre les crédits dont ils ont besoin. Il est aujourd'hui grandement temps de s'occuper d'eux, de guérir les maux dont ils souffrent, et de leur donner la possibilité de produire et de progresser, car la prospérité de l'agriculture sera le premier pas vers le rétablissement économique et financier de la Roumanie.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président,*
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX Ed. — *Traité de Finances*, 5^e éd., Paris, 1927.
- AUVRAY (J.). — *La loi du 5 Août 1920 sur le Crédit Agricole*
Paris, 1927.
- AXENTE (T.). — *Le mouvement coopératif de crédit en Roumanie à la fin de l'année 1922 et à la fin de l'année 1925.*
Brochure in-8. Bucarest, 1923 et 1924.
- BRATIANO (J.). — *Compte rendu sur l'activité du corps législatif et du gouvernement. Texte roumain. Cartea Romanesca.* Buc. 1926.
- BOLTUS (L.). — *Quelques mots relativement au crédit agricole. Texte roumain.* Bucarest, 1908.
- CONSTANTINESCO (M.). — *L'évolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie. Texte français. Cultura Romanesca.* Bucarest, 1925.
- DURAND (L.). — *Le crédit agricole en France et à l'étranger.*
Paris, 1891.
- DUCA (J.). — *Les sociétés coopératives en Roumanie. Thèse.*
Paris 1902.
- DAMIAN (C.C.). — *Les banques populaires en Roumanie. Thèse*
Paris, 1922.
- GAROFLED (C.). — *Opinions économiques et financières. Texte roumain. Réforma socială.* Bucarest, 1926.
— *Le problème monétaire et l'agriculture. Texte roumain. Cartea Romamesca.* Bucarest, 1924.
- GALAN (G.-A.). — *Le crédit agricole pour la petite propriété.*
Brochure in-8, texte roumain, Bucarest 1927.
- GIDE (Ch.). — *Cours d'économie Politique*, 8^e éd., 2 vol., Paris, 1925.
- HITIER (H. et J.). — *Les problèmes actuels de l'agriculture.*
Payot, Paris 1923.
- JACOB (J.). — *La question agraire en Transylvanie. Texte roumain. Oradia Mare,* 1924.
- JOSSEAU (J.-B.). — *Traité de Crédit foncier*, 2 vol., 2^e éd.
Paris, 1872.
- LAVERGNE (B.). — *L'ordre coopératif. Tome I : Les faits.* Paris, 1926.
- MADGEARU et MLADENATZ. — *La Réforme de la Coopération. Texte roumain. Cultura Nationala.* Bucarest 1925.
- MAUER (H.). — *Agrar Kredit. Texte allemand, dans la « Grundniss der Socialökonomik »* Tübingen, 1922.

- MACAVEI (M.). — Le crédit agricole et le crédit foncier en Roumanie. Thèse, Paris 1910.
- MIHAIL (M.). — La Roumanie agricole après la guerre mondiale. Thèse, Paris 1921.
- PERREAU (C.). — Cours d'économie politique, 3^e éd., 2 vol. Paris 1927.
- PASCANU (M.). — Le crédit foncier dans les territoires roumains de la Hongrie. Texte roumain, Bucarest 1920.
- POPESCO (J.-A.). — Les variations saisonales du leu. Texte roumain. Reforma sociala. Bucarest, 1927.
- RADUCENU (J.). — Le crédit populaire en Roumanie. Bucarest, 1920.
- La crise de la coopération. Texte roumain. Imprimeria statului. Bucarest 1927.
- ROSCHER (G.). — Traité d'Economie Politique Rurale. Traduit par Vogel, Paris 1888.
- ROSSETI (R.). — Actes et législation. Texte roumain. 8 volumes. Bucarest 1908.
- SLAVESCO (V.). — Les crédits fonciers de Roumanie. Texte roumain. Cartea romaneasca. Bucarest 1924.
- L'organisation bancaire en Roumanie.
- SUBERCAREAUX (G.). — Le papier monnaie. Giard, Paris, 1920.
- TRUCHY. — Cours d'Economie Politique. 2 vol., 2^e éd., Paris 1927.

REVUES ET PUBLICATIONS DIVERSES

- Revue d'Economie Politique.
- Revue Internationale des Institutions Economiques et Sociales (publié par l'Instiut international d'agriculture de Rome).
- XI^e Congrès international d'agriculture. 2 vol. Paris 1923.
- Democratia (texte roumain).
- Buletinul institutului economic romanesc (texte roumain).
- Travaux préparatoires relatifs à la création du Crédit foncier.
- Annales et comptes rendus des banques populaires (publiés par la Caisse centrale des banques populaires).
- Comptes rendus du Crédit foncier.
- Situation du mouvement coopératif de crédit en 1923.
- Sociétés coopératives en Roumanie (régime légal. Statuts. Lois d'organisation). 1 vol. (publié par la Caisse centrale des banques populaires). Bucarest 1924.
- Statistiques agricoles, publiées par le ministère de l'agriculture et des domaines.

JOURNAUX :

- Argus.
- Viitorul.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

*Considérations générales et principes économiques
sur lesquels repose le problème du crédit agricole
en Roumanie*

CHAPITRE PREMIER. — <i>La situation de l'agriculture ..</i>	13
§ 1. L'importance de l'agriculture	13
§ 2. La réforme agraire et la répartition du sol	18
§ 3. La crise agricole, ses causes et ses remèdes	26
CHAPITRE II. — <i>L'Agriculture et le crédit</i>	41
§ 1. L'Agriculture a-t-elle réellement besoin de cré- dit ?	41
§ 2. Définition du crédit agricole	45
CHAPITRE III. — <i>La nécessité et l'utilité du crédit agri- cole</i>	55

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le crédit foncier</i>	69
§ 1. Le crédit foncier depuis sa fondation jusqu'à la guerre. — Historique. — Organisation légale. — Activité. — Résultats et critiques	69

§ 2. Le crédit foncier après la guerre. — Nécessité de sa transformation	87
§ 3. La loi du 22 juin 1923 et la transformation du crédit foncier. — I. La loi de 1923. — II. La société du crédit foncier et la loi de 1923 ..	94
§ 4. L'activité du crédit foncier depuis sa transformation. — Section Foncière. — Section Bancaire. — Les emprunts sur virements. La politique agricole	107
§ 5. Les institutions de crédit foncier dans les territoires annexés	118
 CHAPITRE II. — <i>Le crédit d'exploitation de la grande et de la moyenne propriété</i>	133
§ 1. Les caisses départementales d'emprunt sur gage	134
§ 2. Les caisses des agriculteurs	141
 CHAPITRE III. — <i>Le crédit d'exploitation de la petite propriété</i>	149
§ 1. Essai étatiste d'organiser le crédit populaire... ..	149
I. Les caisses de crédit agricole	150
II. Le crédit agricole	156
§ 2. Les banques populaires avant la guerre	162
I. Dispositions principales de la loi de 1903 et l'organisation légale des banques populaires	164
II. Activité des banques populaires dans la période d'avant guerre	173
§ 3. Les banques populaires après la guerre	179
I. Modifications de l'organisation coopérative par les lois de 1918 et 1920	179
II. L'activité des banques populaires dans la période d'après-guerre. — Le mouvement coopératif libre	187
 CHAPITRE IV. — <i>Autres sources de crédit dont dispose l'agriculture roumaine</i>	199

TROISIEME PARTIE

La politique du crédit agricole

CHAPITRE I. — <i>Insuffisance du crédit dont dispose l'agriculture Roumaine</i>	207
I. Etude de l'insuffisance du crédit agricole	207
II. Causes qui expliquent l'insuffisance du crédit agricole	212
CHAPITRE II. — <i>Les solutions proposées au problème du crédit agricole</i>	225
I. Exposé des solutions	225
II. Causes pour lesquelles on ne peut adopter aucune des solutions proposées	239
CHAPITRE III. — <i>L'organisation pratique du crédit agricole</i>	243
§ 1. Du rôle de l'Etat et de la création d'un office agricole	243
§ 2. Mesures qui assurent un fonctionnement normal au crédit agricole. — I. L'organisation de la vente en commun des céréales. — II. L'instruction professionnelle	259
CONCLUSION	275
BIBLIOGRAPHIE	279

